

Les partis politiques

1. Introduction générale

Patricia Van den Eeckhout⁽¹⁾

1.1. Bibliographie

- BAILLY (N.), REYMENANTS (G.). *Belgische partij en seksegelijkheid: een trage maar gestage evolutie?: analyse van de integratie van een genderdimensie binnen de Belgische politieke partijen*. Bruxelles, 2006.
- COFFÉ (H.), STOUTHUYSEN (P.). De Belgische politieke partijen, in WITTE (E.), MEYNEN (A.), eds. *De geschiedenis van België na 1945*. Anvers, 2006, p. 233-262.
- DANDOY (R.), DE DECKER (N.). Peut-on encore parler de “partis frères” en Belgique?, in PILET (J.-B.), DE WAELE (J.-M.), JAUMAIN (S.), eds. *L'absence de partis nationaux: menace ou opportunité?* Bruxelles, 2009, p. 19-35.
- DE COORBYTER (V.) *Les partis et la démocratie*. Bruxelles, 2005.
- DELWIT (P.). *Composition, décomposition et recomposition du paysage politique en Belgique*. Bruxelles, 2003.
- DELWIT (P.), PILET (J.-B.), VAN HAUTE (E.), eds. *Les partis politiques en Belgique*. Bruxelles, 2011.
- DE PRINS (D.). *Handboek politieke partijen*. Bruges, 2011.
- DE RYNCK (F.), REYNAERT (H.), eds. *Politieke partijen: brug tussen burgers en lokale politici?* Bruges, 2009.
- DESCHOUWER (K.). *Organiseren of bewegen? De evolutie van de Belgische partijstructuren sinds 1960*. Bruxelles, 1993.
- DESCHOUWER (K.). Belgium, in KATZ (R.), MAIR (P.), eds. *Party Organizations. A Data Handbook on Party Organizations in Western Democracies 1960-1990*. Londres, 1992, p. 121-189.
- DEWACHTER (W.). Changes in a Particracy: the Belgian System from 1944 to 1986, in DAALDER (H.), ed. *Party Systems in Denmark, Austria, the Netherlands and Belgium*. Londres, 1986, p. 285-363.
- DEWACHTER (W.). *Sociologie van de politieke partijen*. Louvain, 2001.
- DEWACHTER (W.), DEPAUW (S.). *Een halve eeuw partijbureau in België*. Louvain, 2005.
- FIERS (S.). *Partijvoorzitters in België, of, “Le Parti, c’est moi”?: rolverwachtingen, rolpercepties en rolgedrag van de voorzitters van de politieke partijen in België, in de periode 1981-1996*. Louvain, 1998.

⁽¹⁾ Mise à jour 2009-2016 par Guy Vanthemsche.

- HOOGHE (M.), MADDENS (B.), NOPPE (J.). Why Parties Adapt: Electoral Reform, Party Finance and Party Strategy in Belgium, in *Electoral Studies*, 25, 2006, p. 351-368.
- MAES (M.). *De ledentallen van de politieke partijen in België 1945-1987. Een documentaire analyse*. Louvain, 1988.
- Repertorium van zuilgebonden vzw's*. Gand, 1993, 3 volumes.
- RÖTTGER (R.). Tussen forum en markt. De “geschiedenis van partijen” in het België van de 19^e eeuw, in VANTHEMSCHE (G.) e.a., eds. *De Tuin van Heden. Dertig jaar wetenschappelijk onderzoek over de hedendaagse Belgische samenleving*. Bruxelles, 2007, p. 107-139.
- VERLEDEN (F.). *De vertegenwoordigers van de Natie in partijdienst: de verhouding tussen de Belgische politieke partijen en hun parlementsleden (1918-1970)*. Courtrai-Heule, 2015.
- WEEKERS (K.), MADDENS (B.), VAN CAUWELAERT (R.). *Het geld van de partijen*. Louvain, 2009.
- WILLEMS (M.). *Bibliografie van de Belgische politieke partijen*. Louvain, 1978, 2 volumes.
- WITTE (E.). Aperçu des études consacrées aux partis belges, in *Revue de l'Université de Bruxelles*, 1981, 1/2, p. 97-124.

De nombreuses contributions relatives aux partis politiques ont paru dans le *Courrier hebdomadaire du CRISP*. Vu leur nombre, nous ne nous y arrêtons pas ici. L'évolution des partis politiques est également abordée dans les «annuaires politiques» (*Politieke Jaarboeken*) de la revue politologique *Res Publica* (1967-1971 et 1976-2008). Cette revue a également publié plusieurs numéros thématiques consacrés aux partis (participatie, 1980 et 1996; démocratie au sein des partis, 2003).

1.2. Archives

1.2.1. Conservation et inventaires

Les archives étaient jadis un aspect traité de manière passablement négligente au sein des partis. Beaucoup d'archives ont donc été perdues au niveau national comme au niveau local (et ce assurément durant la période précédant la Seconde Guerre mondiale). Heureusement, la situation s'est sérieusement améliorée grâce à la mise en place d'institutions d'archives privées (voir le chapitre traitant de cet aspect dans le présent ouvrage).

1.2.2. Principales séries de sources

L'aperçu qui suit concerne les documents produits aux niveaux fédéral, régional et local, ainsi que des arrondissements. Nous laisserons de côté le niveau provincial et celui de la circonscription électorale, nettement moins importants sur le plan du fonctionnement des partis. Les organisations de jeunes produisent des documents analogues à ceux des partis.

1.2.2.1. Statuts et programmes

Les statuts des partis formulent les objectifs généraux du parti et fixent les conditions d'affiliation. Ils définissent également la structure du parti à différents niveaux, ainsi que les attributions et la composition des différents organes. On y retrouve également des dispositions relatives au fonctionnement des groupes parlementaires, à l'organisation des polls, aux relations avec certaines organisations connexes, au financement des activités du parti, aux procédures de vote, au droit de tendance, au règlement des conflits, etc. Les statuts du parti se retrouvent tant au niveau local qu'au niveau de l'arrondissement et au niveau national. Actuellement, tous ces statuts ont été en grande partie uniformisés.

Les programmes des partis transposent l'idéologie et les objectifs généraux du parti en une série de points plus concrets à réaliser à court ou à moyen terme, lesquels portent généralement sur des aspects politiques les plus divers. L'ensemble des instances d'un parti politique étant censés souscrire au programme de ce dernier, il n'y a en principe qu'un seul programme national. S'il en va assurément ainsi pour l'après-guerre, il convient de relever que les diverses composantes de l'Union catholique défendaient (pendant l'entre-deux-guerres) leurs propres objectifs, en dépit du programme commun. S'agissant de l'ancien parti libéral, il convient de souligner le haut degré d'indépendance des fédérations.

1.2.2.2. Procès-verbaux de réunions et comptes rendus

Au niveau local, les documents disponibles consistent en des comptes rendus des assemblées générales des membres, tandis qu'au niveau des arrondissements et au niveau national, il s'agit des procès-verbaux des congrès. Bien entendu, on retrouve également aux différents niveaux les procès-verbaux des délibérations des instances dirigeantes, ainsi que les procès-verbaux des commissions dévolues à certains thèmes, constituées au niveau national et à celui des arrondissements. Relevons également les comptes rendus des réunions des présidents et des secrétaires des organes existant au niveau de l'arrondissement.

Hormis le cas des congrès nationaux, ces réunions ne débouchent jamais sur l'établissement de comptes rendus publiés. Souvent, on devra se contenter des communiqués de presse publiés a posteriori. En ce qui concerne les congrès, différentes catégories de documents sont produites. On peut retrouver des rapports (tant au niveau des arrondissements qu'au niveau national) qui mettent en lumière le fonctionnement du parti au cours de la période écoulée et sont soumis au congrès. Signalons également les documents préparatoires proposés aux congressistes, les comptes rendus des discussions relatives à ces documents aux niveaux local et de l'arrondissement, les procès-verbaux afférents au déroulement du congrès proprement dit ainsi que les textes des résolutions et les rapports approuvés par le congrès. Certains de ces documents sont publiés sous l'une ou l'autre forme (voir plus avant).

1.2.2.3. La correspondance

On peut également citer la correspondance et les circulaires émises par le niveau national vers celui de l'arrondissement, ainsi que de l'arrondissement vers le niveau local. Outre cette correspondance interne, on retrouve également toutes

sortes de courriers, lesquels réservent toutefois une part importante de l'attention aux relations avec les sections d'arrondissements appartenant à des groupes relevant du même « pilier ». Au niveau national, on peut également retenir la correspondance entretenue avec des partis frères ou groupements analogues étrangers.

1.2.2.4. Listes de membres

Des listes de membres existent au niveau local et de l'arrondissement. Il faut également signaler les documents afférents à des campagnes de recrutement de membres.

1.2.2.5. Documents relatifs aux élections

Tant à l'échelon national qu'à celui de l'arrondissement ou au niveau local, on retrouve les résultats des opérations liées aux polls ainsi que d'autres documents consacrés à la constitution des listes, sans oublier tous les éléments portant sur la préparation et la réalisation de la campagne (dont les pamphlets et affiches) ou les résultats des opérations électorales. On retrouve par ailleurs les documents liés aux élections internes (aux diverses fonctions au sein du parti).

1.2.2.6. Divers

On retrouve souvent au niveau national et de l'arrondissement des dossiers, brochures et pamphlets consacrés à certains thèmes ayant mobilisé le parti (la Question royale, la guerre scolaire, par exemple). Pour le parti socialiste plus spécifiquement, on retrouve dans certaines fédérations des documents produits dans le cadre de l'Action commune au niveau de l'arrondissement. Toujours à ce niveau (et ce pas uniquement pour le parti socialiste), des dossiers sont également conservés qui portent sur les problèmes économiques et sociaux majeurs auxquels la région est confrontée. Signalons enfin les documents afférents aux finances des partis.

1.3. *Publications*

Avant les années 1980, la situation en matière de conservation et d'inventaire des publications des partis politiques belges était, elle aussi, peu brillante. Les choses se sont très sensiblement améliorées depuis, grâce à la mise en place et au développement des organismes d'archives privés. Le lecteur trouvera davantage d'explications à ce sujet dans l'introduction générale consacrée aux sources provenant desdits organismes.

1.3.1. *Publications périodiques*

Plusieurs catégories peuvent être distinguées dans les publications périodiques des partis politiques. Seuls les partis socialistes et communistes sont ou ont été représentés dans la presse quotidienne par des quotidiens faisant office de porte-voix officiel du parti ou si proches de celui-ci qu'ils peuvent être considérés comme tels. Un grand nombre de journaux étaient ou sont toutefois le porte-parole d'un parti sans qu'il n'existe pour autant des liens officiels entre eux.

Les bulletins internes se retrouvent dans tous les partis. Outre le journal édité à l'intention des membres au niveau national, on retrouve également (surtout dans les trois grands partis traditionnels) des bulletins édités au niveau de l'arrondisse-

ment. Des publications paraissent parfois également au niveau local. La présence de pareilles publications au niveau local et de l'arrondissement, ainsi que la régularité de celles-ci sont tributaires de l'importance de ces sections régionales. Dans bon nombre de cas, ces instances ne produisent que des publications très modestes.

La plupart des publications internes ont subi une transformation depuis la Seconde Guerre mondiale. Là où ces périodiques mettaient initialement l'accent sur l'information et la documentation à destination de leurs membres, ils ont choisi par la suite d'accorder également de l'intérêt aux événements importants extérieurs à la vie du parti (congrès, élections) et de mettre largement en évidence l'activité de leur propre personnel politique. Au fil du temps, on a vu plusieurs de ces bulletins prendre la forme de magazines abordant, outre l'actualité politique, des thèmes liés à la culture, aux loisirs, etc. En complétant leurs articles de «dossiers» dévolus à certains sujets d'actualités spécifiques, ces revues visent manifestement à toucher également un public extérieur au parti.

Outres les bulletins internes destinés aux membres, la plupart des partis politiques disposent également de périodiques spécifiquement destinés aux cadres et mandataires. Les organisations de jeunes éditent parfois, elles aussi, des magazines distincts à l'intention de leurs cadres, comme les associations de mandataires provinciaux et communaux. Tant jadis qu'actuellement, les publications de bulletins internes spécifiques sont peu nombreuses au sein des organisations de femmes politiques, en raison de leur action irrégulière et parfois assez limitée.

Les catalogues en ligne des organismes d'archives privés ainsi que la banque de données ODIS (www.odis.be) permettent de retrouver les titres des publications périodiques des partis. Nous renvoyons également le lecteur au chapitre consacré à la presse écrite, où il est fait mention d'un grand nombre de répertoires de publications de partis spécialisées.

1.3.2. *Autres publications*

Parallèlement aux périodiques, les partis politiques publient ou ont publié également un grand nombre d'autres écrits, de nature très diverse: statuts, programmes, manifestes, annales et bulletins, documents de congrès, etc. Nous mentionnons les principaux documents de ce type par parti dans les pages qui suivent. Il va de soi que ce relevé n'est pas exhaustif. En raison de l'importance de leur contenu, les documents de congrès méritent d'être signalés de manière distincte. Le fait qu'un congrès débouche ou non sur une publication de ce type dépend non seulement du parti mais varie également d'un congrès à l'autre. Les comptes rendus publiés restituant l'intégralité des congrès ne sont pas très courants. Il faut souvent se contenter de la publication d'une série de rapports ou d'allocutions. Les résolutions ou rapports approuvés par le congrès sont probablement les documents les plus fréquemment publiés, tant dans les bulletins destinés aux membres que dans des brochures séparées. Il convient donc souvent de s'en remettre aux revues internes et aux comptes rendus dans la presse pour connaître le déroulement des congrès. Une publication est consacrée aux résolutions consécutives aux congrès des principaux partis belges pour l'après-guerre:

MENU (P.). *Congresresoluties van de Vlaamse politieke partijen*. Gand, 1994, 4 volumes.

Il va de soi que les partis, à l'instar de toutes les autres institutions et organisations, ont largement mis à profit les possibilités offertes par l'internet. Les brochures, revues, newsletters électroniques et programmes sont désormais diffusés par la voie numérique. Voir à ce sujet :

HOOGHE (M.), STOUTHUYSEN (P.). Het gebruik van het internet door de Vlaamse politieke partijen, in *Res Publica*, 2001, 4, p. 507-527.

VANVELTHEM (L.). Les partis politiques belges francophones sur le Web, in *Analyses de l'IHOES*, 2007 (en ligne: www.ihoes.be/PDF/Vanvelthem_partis_politiques_Web.pdf).

Les sites des partis figurent dans chaque partie distincte.

2. Les partis libéraux

Luc Pareyn et Joseph Tordoir

2.1. Bibliographie

BOTS (M.). *Beknopte geschiedenis van de Liberale Partij*. Gand, 2012.

BOTS (M.), PAREYN (L.). *Bibliografie van de geschiedenis van het Belgisch liberalisme. Beknopte bio-bibliografie van liberale prominenten, 1830-1990*. Gand, 1992 (en ligne www.liberaalarchief.be sous le titre «*De Blauwe Wie is Wie*»).

DELWIT (P.), ed. *Libéralismes et partis libéraux en Europe*. Bruxelles, 2002.

DE SPIEGELEER (C.). *Een blauwe progressist. Charles Potvin (1818-1902) en het liberaal-sociale denken van zijn generatie*. Gand, 2011.

DESPY-MEYER (A.), ed. *Frère-Orban et le libéralisme politique*. Bruxelles, 1996.

GILAIN (A.). *Louis Michel. Portrait en coulisses*. Bruxelles, 1997.

GILAIN (A.). *Didier Reynders. La face cachée de l'iceberg*. Bruxelles, 2007.

GOORDEN (W.). *Willy De Clercq. L'art du possible*. Bruxelles, 2004.

GOVAERT (S.). Du PLP-PVV au VLD, 1971-1995, in *CH CRISP*, 1995, n^{os} 1501-1504. *Frans Grootjans aan het woord. Terugblik in zorg en hoop*. Gand, 1990.

HASQUIN (H.), ed. *Les libéraux belges. Histoire et actualité du Libéralisme*. Bruxelles-Loverval, 2006.

HASQUIN (H.), VERHULST (A.), eds. *Le libéralisme en Belgique. Deux cent ans d'histoire. Het liberalisme in België. Tweehonderd jaar geschiedenis*. Bruxelles, 1989.

Les libéraux de 1846 à 1896. De liberalen van 1846 tot 1896. Bruxelles, 1996.

PREVENIER (W.). *Op de lippen van Herman Vanderpoorten*. Gand, 1987.

PREVENIER (W.), YSEBAERT (C.), PAREYN (L.). *Vijftig jaar liberale praxis. Willy De Clercq vijfenzeventig jaar*. Gand, 2002.

DE SALLE (C.). *La tradition de la liberté*. Bruxelles, 2009-2013, 3 vol.

STOUTHUYSEN (P.). *Vrijheid voorop. Een kennismaking met liberalisme*. Gand, 2016.

TORDOIR (J.). *Verhaegen. Président de l'Association libérale et Union constitutionnelle de Bruxelles*. Bruxelles, 1997.

- TORDOIR (J.). *Paul Janson (1840-1913) : un libéral à la conquête du suffrage universel*. Bruxelles, 1999.
- TORDOIR (J.). *Roger Motz (1904-1964). Une figure du libéralisme belge et européen*. Bruxelles, 2004.
- TORDOIR (J.). *Jean Gol. Vingt ans de combat libéral*. Bruxelles, 2005.
- TORDOIR (J.). Le bleu des libéraux belges, in *Carnets du Centre Jean Gol*, 2009, n° 2.
- TORDOIR (J.). *Des libéraux de pierre et de bronze : 60 monuments érigés à Bruxelles et en Wallonie*. Bruxelles, 2014.
- VANAUDENHOVE (S.), PAREYN (L.), eds. *Omer Vanaudenhove. Een bruggebouwer*. Gand, 1996.
- VERHOFSTADT (D.). *De liberale canon. Grondslagen van het liberalisme*. Gand, 2015.
- WYNANTS (P.). *Le libéralisme francophone du PLP au MR, 1961-1999*, in *CH CRISP*, 2011, n°s 2092-2093.

2.2. Aperçu historique

Les libéraux ont été les premiers à créer une organisation de parti. Dans les années 1830, les loges maçonniques ont été impliquées dans la lutte politique sous l'impulsion de Théodore Verhaegen. Les membres des loges devinrent actifs au sein d'associations électorales maçonniques. Ensuite se constituèrent des associations électorales qui n'étaient plus liées aux loges et qui avaient déjà toutes les caractéristiques de véritables organisations partisans. En 1846 l'association électorale bruxelloise prit l'initiative de réunir tous les libéraux belges en un congrès national. Cette formation nationale libérale ne constitua qu'un lien organisationnel très distendu entre les différentes sections locales, mais elle leur offrit néanmoins un programme de parti directif.

Dans la seconde moitié du 19^e siècle, le parti libéral fut confronté à une opposition croissante entre son aile doctrinaire et son aile progressiste. Les divergences d'opinion politiques et sociales aboutirent à la dissidence des libéraux progressistes. Le *Parti progressiste* fut fondé en 1887; avec les socialistes il lutta pour la démocratisation du droit de vote. Lorsque le suffrage universel plural fut introduit, ces deux groupes continuèrent le combat pour le suffrage universel pur et simple et pour la représentation proportionnelle. Lorsque cette dernière fut introduite en 1899 sans que l'autre objectif fût réalisé, l'entente fut brisée entre les socialistes et les progressistes libéraux. Ensuite, les libéraux doctrinaires et progressistes se réconcilièrent.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le Parti libéral ne se transforma pas, contrairement aux deux autres partis traditionnels. La signature du Pacte scolaire en 1958 ayant réduit le poids des rivalités philosophiques et religieuses dans la vie politique belge, les libéraux décidèrent d'ouvrir leur parti aux croyants, dans l'espoir de devenir une grande formation centriste, opposée au courant travailliste. Le 8 octobre 1961, le Parti libéral se transforma donc en *Parti de la Liberté et du Progrès* (PLP) / *Partij voor Vrijheid en Vooruitgang* (PVV).

Au point de vue communautaire le parti tenta de maintenir une position strictement unitaire; malgré cela, les tensions entre les deux ailes linguistiques

s'accumulèrent. Les libéraux bruxellois furent particulièrement touchés par ces divergences. En 1969, les libéraux flamands se retirèrent du PVV / PLP bruxellois et fondèrent les *Blauwe Leeuwen*. Les libéraux francophones bruxellois, entraînés dans une lutte avec le Front démocratique des Francophones (FDF), se scindèrent en différentes fractions. Un groupe resta fidèle au parti national, un autre créa le *PLP de la Région bruxelloise*. Au sein du parti national, trois ailes furent créées en 1971 : une aile flamande, une aile wallonne et une aile bruxelloise. Chacune d'entre elles adopta des statuts particuliers et un programme spécifique. Les dissidents du PLP bruxellois, qui s'étaient joints au FDF lors des élections du Conseil d'agglomération en 1971 sous la dénomination *Rassemblement bruxellois*, fondèrent en 1973 le *Parti libéral démocratique et pluraliste* (PLDP). En 1974, cette formation adopta le nom de *Parti libéral*. En 1975, ce dernier fusionna à nouveau avec le PL bruxellois. En 1976, le PLP wallon, rejoint par des dissidents du Rassemblement wallon qui s'opposaient à une «Wallonie collectiviste», fonda le *Parti des Réformes et de la Liberté de Wallonie* (PRLW). Ce nouveau parti se disait wallon, fédéraliste et pluraliste. En 1979, les libéraux wallons et bruxellois se rejoignirent en fondant le *Parti réformateur libéral* (PRL).

En septembre 1993, le Comité exécutif du PRL accepta officiellement de participer à la création d'une fédération entre le PRL et le FDF. Fin 1998, la Fédération PRL-FDF accepta d'accueillir le *Mouvement des Citoyens pour le Changement* (MCC) de l'ex-président du Parti social-chrétien (PSC) Gérard Deprez. En 1999 se tinrent les premiers congrès communs entre ces trois formations politiques fédérées. En mars 2002 la Fédération PRL-FDF-MCC se rebaptisa en *Mouvement réformateur* (MR).

En juin 1992, la direction du PVV (sous l'impulsion de Guy Verhofstadt) annonça son intention de fonder un nouveau parti politique. Le congrès du 12 novembre 1992 prononça la dissolution officielle du PVV. Le lendemain se tint le congrès fondateur du VLD (*Vlaamse Liberalen en Democraten – Partij van de Burger*). Plusieurs personnalités d'autres familles politiques (principalement de la Volksunie) rejoignirent cette nouvelle formation. En 2007, cette dernière changea son nom en "Open VLD".

En 1956, les partis libéraux fondèrent un centre d'études et de formation, le *Centre Paul Hymans*, chargé de la diffusion et de l'étude de la doctrine libérale. Depuis la scission du parti, l'élaboration des programmes politiques a été confiée aux centres d'études respectifs du PVV (puis du VLD) et du PLP (puis du MR). À l'initiative du PRL, un nouveau centre d'études fut créé en 1998, l'*Institut démocratique d'Études et d'Action libérales* (IDEAL). Ce dernier publie des ouvrages ayant trait au libéralisme. En décembre 1994 un nouveau centre d'études fut érigé sur les bases des *Archives libérales francophones*, le *Centre Jean Gol* (www.cjg.be), présidé par Didier Reynders, à l'époque président du MR.

2.3. Archives

D'importants fonds d'archives concernant les partis libéraux se trouvent au Liberaal Archief à Gand. Outre des documents relatifs aux congrès (de 1846 à nos jours) et les comptes rendus des réunions du bureau du Parti libéral de 1927 à 1972 (pour lesquels un index thématique a été établi), cette institution

conserve une collection représentative d'affiches électorales et d'autres matériaux de propagande depuis le 19^e siècle. Le Liberaal Archief dispose également de nombreux fonds d'archives relatifs à des sections locales du parti: certains recueils de procès-verbaux de réunions remontent également au 19^e siècle (Deinze, 1857-1901; Ninove, 1857-1963; Courtrai, 1861-1919; Bruxelles, 1846-1900, etc.). Le Liberaal Archief détient ensuite de nombreuses et importantes archives d'hommes et femmes politiques libérales du 20^e siècle, ainsi qu'une large collection de publications libérales, à la fois locales, régionales et nationales (journaux, hebdomadaires et revues). Un aperçu actualisé et détaillé se trouve sur le site de cette institution (www.liberaalarchief.be). Signalons enfin la présence, au Liberaal Archief, d'importants fonds d'archives des mouvements de jeunesse libéraux (Liberale Jonge Wachten, PVV-Jongeren, Jong VLD).

Suite à une initiative du président du PRL, Jean Gol, les «Archives libérales francophones du Centre Paul Hymans» (ALF) furent créées en 1995. Cette ASBL a pour but de conserver le patrimoine historique de la famille politique libérale, particulièrement en Belgique francophone. En décembre 2004, le Centre Jean Gol a repris les activités archivistiques des ALF. Le nouveau centre conserve, entre autres, une partie des archives des ministres Jean Gol, André Damseaux et Jacques Van Offelen, ainsi que les archives des instances dirigeantes du PL, du PLP, du PLW, du PRLW, du PRL et du MR. Les documents suivants y sont également conservés: une partie importante des archives de l'Association libérale de l'arrondissement de Bruxelles (depuis la fin du 19^e siècle) et de Liège; les registres de procès-verbaux de la Fédération progressiste de Paul Janson (des origines à la période immédiatement après la Première Guerre mondiale); de nombreux journaux libéraux du 19^e siècle; des drapeaux; etc. Plus d'informations sur www.cjg.be.

2.4. Publications périodiques

Les publications marquées d'une * sont consultables sur le site web du Liberaal Archief.

Marcel Bots a publié des registres de plusieurs revues libérales du 19^e siècle qui n'étaient pas, à proprement parler, des organes du parti:

BOTS (M.). *Bibliografie van liberale tijdschriften*. *Revue nationale de Belgique (1839-1847) et *La Flandre libérale (1847-1848). *Revue trimestrielle (1854-1868). *Revue de Belgique (1869-1914). *Le Flambeau (1918-1976). Gand, 1994-1996.

**Ambtelijke mededelingen van de Liberale Partij* / *Bulletin officiel du Parti libéral. Bruxelles, 1945-1951.

**Liberaal leven*. **Vie libérale*. Bruxelles, 1959-1960.

Interdoc PVV. Documentatieblad uitgegeven door de nationale zetel van de PVV. *Interdoc PLP*. Feuilletts documentaires édités par le siège national du PLP. Bruxelles, 1962-1964.

Demain politique. Bruxelles, 1962-1968.

**PVV-Magazine*. Bruxelles, 1975-1982.

**Vrij*. Bruxelles, 1982-1992.

Liberale telex. Bruxelles, 1983-1992.

**De Burgerkrant*. Bruxelles, 1992-2004.

**BK-Magazine*. Bruxelles, 2005-2006.

**VLD-Magazine*. Bruxelles, 2006.

**Open VLD Magazine*. Bruxelles, 2007.

**Blauw*. Bruxelles, 2008-.

Liberté. Bruxelles, 1992-2003.

Organe officiel du PRL, publié par l'ASBL La Pensée libérale.

MR-Actu. Bruxelles, 2003-2005.

Organe officiel du MR.

MR Mag. Bruxelles, 2005- (également en ligne sur www.mr.be).

PRL Téléx. Bruxelles, 199?-1997.

PRL Courrier. Bruxelles, 1980-?.

Le Centre Paul Hymans a publié :

Progrès. Bruxelles, 1965-1989.

PVV-flitsen. Bruxelles, 1968-1970.

Vooruitgang. Bruxelles, 1971-1990.

**Libéralisme*. Bruxelles, 1989-1997.

**Liberalisme*. Bruxelles, 1989-2001.

2.5. Publications de sources

Tant le Liberaal Archief que le Centre Jean Gol ont réalisé de nombreuses publications de sources. Un aperçu se trouve sur leurs sites web respectifs.

3. Les partis catholiques et démocrates chrétiens

Peter Heyrman⁽¹⁾

3.1. Bibliographie

BEAUFAYS (J.). *Les partis catholiques en Belgique et aux Pays-Bas 1918-1958*. Bruxelles, 1973.

BEERTEN (W.). *Le rêve travailliste en Belgique. Histoire de l'Union démocratique belge*. Bruxelles, 1990.

BEKE (W.). *De ziel van een zuil. De Christelijke Volkspartij 1945-1968*. Louvain, 2005.

DE DONDER (J.). *Het levend geweten. 40 jaar CVP-jongeren in Vlaanderen*. Anvers, 1991.

DE MAEYER (J.). *Arthur Verhaegen, 1817-1917. De rode baron*. Louvain, 1994.

DE MAEYER (J.), VAN MOLLE (L.), eds. *Joris Helleputte (1852-1925), architect en politicus. Deel 1. Biografie*. Louvain, 1998.

DE SMAELE (H.). *Rechts Vlaanderen. Religie en stemgedrag in negentiende-eeuws België*. Louvain, 2009.

DEWACHTER (W.), DUMONT (G.-H.), DUMOULIN (M.), GERARD (E.), LAMBERTS (E.), MABILLE (X.), VAN DEN WIJNGAERT (M.), eds. *Un parti dans l'histoire. 50 ans d'action du Parti social chrétien (1945-1995)*. Louvain-la-Neuve, 1996.

⁽¹⁾ Avec la collaboration Jan De Maeyer, Godfried Kwanten, Luc Schokkaert et Luc Vints.

- GERARD (E.). *De katholieke partij in crisis. Partijpolitiek leven in België (1918-1940)*. Louvain, 1985.
- GERARD (E.). *Documenten over de katholieke partijorganisatie in België. Documents relatifs à l'organisation du parti catholique belge (1920-1922, 1931-1933)*. Louvain, 1981.
- GERARD (E.). The Emergence of a People's Party: the Catholic Party in Belgium 1918-1945, in GEHLER (M.), KAISER (W.), WOHNOUT (H.), eds. *Christdemokratie in Europa im 20. Jahrhundert. Christian Democracy in 20th Century Europe*. Vienne, 2001, p. 98-121.
- GERARD (E.). Religion, Class and Language: the Catholic Party in Belgium, in KAISER (W.), WOHNOUT (H.), eds. *Political Catholicism in Europe 1918-45*. Londres, 2004, vol. 1, p. 94-115.
- GERARD (E.), VAN DEN WIJNGAERT (M.). *In het teken van de regenboog. Geschiedenis van de katholieke partij en van de Christelijke Volkspartij*. Anvers-Amsterdam, 1985.
- KWANTEN (G.). *August Edmond De Schryver 1898-1991. Politieke biografie van een gentleman-staatsman*. Louvain, 2001.
- LAMBERTS (E.), ed. *Christian Democracy in the European Union (1945/1995)*. Louvain, 1997.
- LAMBERTS (E.), ed. *De kruistocht tegen het liberalisme. Facetten van het ultramontanisme in België in de negentiende eeuw*. Louvain, 1984.
- SIMON (A.). *Le parti catholique belge 1830-1945*. Bruxelles, 1958.
- SMITS (J.). Les standen dans les partis sociaux-chrétiens, in *CH CRISP*, 1986, n^{os} 1134-1135.
- SOETE (J.-L.). *Structures et organisations de base du parti catholique en Belgique (1863-1884)*. Louvain-la-Neuve, 1996.
- VANDEPUTTE (R.). *De Christelijke Volkspartij 1944-1988. Wezen en ontwikkeling*. Bruxelles, 1991.
- VAN HECKE (S.), GERARD (E.), eds. *Christian Democratic Parties in Europe Since the End of the Cold War*. Louvain, 2004.
- WILS (L.). De katholieke partij in de 19^e eeuw: organisatie, programma en aanhang, in LAMBERTS (E.), LORY (J.), eds. *1884: un tournant politique en Belgique. De machtswisseling van 1884 in België*. Bruxelles, 1986, p. 69-95.
- WYNANTS (P.). L'évolution du cdH (2004-2011), in *CH CRISP*, 2012, n^{os} 2131-2134.

Le lecteur trouvera de nombreuses informations concernant les partis catholiques et démocrates chrétiens dans la base de données contextuelle ODIS (www.odis.be). Les principales archives et sources publiées (périodiques, séries) y sont également commentées.

3.2. *Aperçu historique*

Dès les lendemains de l'indépendance, les catholiques forment des comités locaux, dans lesquels les notables et le clergé jouent souvent le premier rôle. Ces associations ne sont cependant ni coordonnées, ni regroupées au sein d'une organisation plus large. Il faut attendre 1858 pour qu'une première structure nationale soit créée, nommée *Association constitutionnelle conservatrice de Belgique*. Son influence n'ira toutefois pas au-delà de l'arrondissement de Bruxelles. En

réaction notamment aux succès électoraux engrangés par le parti libéral en 1865, une première coupole regroupant les associations, la *Fédération des Associations constitutionnelles et conservatrices*, est fondée. Divers cercles catholiques ont entre-temps vu le jour dans les années 1850-1860. Ils déploient principalement des initiatives socioculturelles, mais en période électorale, ils deviennent aussi des centres d'action politique. En 1868, un regroupement est opéré au sein de la *Fédération des Cercles catholiques*. Onze ans plus tard les deux coupoles nommées plus haut fusionnent en une *Fédération des Cercles catholiques et des Associations conservatrices*. Son président, Charles Woeste (1837-1922), parvient à lui insuffler une certaine vie, surtout après l'incorporation en 1888 de l'*Union nationale pour le Redressement des Grièfs*, un mouvement démocrate. Mais la Fédération des cercles n'a rien d'un organe national qui dirige le parti. Dans les associations électorales catholiques, c'est la bourgeoisie conservatrice qui tient le haut du pavé. Lentement mais sûrement, des candidats d'orientation plus démocrate, supportés par diverses organisations populaires comme la *Ligue démocratique belge* (1891), parviennent à conquérir des positions éligibles.

Après l'introduction du suffrage universel pur et simple en 1919, le mouvement ouvrier chrétien et le Boerenbond (1890) imposent une réforme en profondeur du parti catholique. Le 19 août 1921, on assiste ainsi à la naissance de l'*Union catholique belge / Katholiek Verbond van België*, un organe de concertation composé de la Fédération des Cercles (récalcitrante), du Boerenbond, de l'organisation des travailleurs chrétiens et la toute récente Alliance nationale des Classes moyennes. En marge, le Katholieke Vlaamsche Landsbond (KVL), coupole des ligues d'arrondissements (d'électeurs) catholiques flamandes fondée en 1919 par Frans Van Cauwelaert (1880-1961), continue à agir comme groupe de pression. Les «standen» reconnaissent mutuellement leur indépendance politique dans certaines circonstances, mais forment néanmoins un comité paritaire pour défendre leurs intérêts communs. En Flandre, les «standen» conquièrent peu à peu du terrain. Mais en Wallonie, les organisations sociales chrétiennes sont beaucoup moins fortes, si bien que la Fédération des Cercles parvient à y conserver sa position. Tout cela paralyse le fonctionnement de l'Union catholique. Progressivement, des délégués des différents arrondissements sont également inclus dans son assemblée générale à côté des représentants des standen. Les diverses tentatives de réforme ne remédient pas à la situation. La défaite électorale catholique de 1936 génère une onde de choc. En octobre, l'Union catholique est dissoute. Le nouveau *Bloc catholique belge / Blok der Katholieken van België* chapeaute un *Parti catholique social* (PCS) et un *Katholieke Vlaamse Volkspartij* (KVV) distincts et la Fédération des Cercles cesse d'être reconnue comme association politique.

Après la guerre, un parti chrétien-démocrate de gauche voit le jour, l'*Union démocratique belge* (UDB), mais celui-ci disparaît rapidement. Le mouvement politique catholique belge prend forme définitivement par la création du *Parti social chrétien / Christelijke Volkspartij* (PSC / CVP) en 1945. Ses architectes élaborent un programme de parti non confessionnel. Le parti est ouvert à tous les Belges qui souscrivent aux fondements chrétiens de la civilisation occidentale. Le PSC / CVP souhaite aussi être un parti de membres moderne. Les standen continuent néanmoins à exercer une influence, ainsi qu'il ressort du rôle de la Commission de Contact pendant la question royale, de celui du Comité pour la Liberté et

la Démocratie pendant la guerre scolaire et de la Commission de l'Agenda. On rompt avec la structure fédéraliste de 1936: le psc / cvp est un parti unitaire. Mais dès les années 1960, ce caractère est de plus en plus mis à mal. Après la question louvaniste, les deux ailes abordent la campagne électorale de 1968 en tant que partis distincts. L'année suivante, ils tiennent congrès séparément. La fonction du président du psc / cvp national disparaît lorsque Robert Houben démissionne le 24 novembre 1972. Un comité de concertation – le Comité permanent de Concertation politique, futur Praesidium – continue cependant à exister entre les deux partis. Le CEPESS (Centre d'Études politiques, économiques et sociales / Centrum voor Politieke, Economische en Sociale Studies), service d'étude commun, constituera également un lien entre les deux partis jusqu'en 2002 environ.

Les élections de 1971 poussent une nouvelle génération à l'avant-plan au sein du cvp. Après son élection à la présidence du parti au printemps 1972, Wilfried Martens réforme radicalement le fonctionnement du parti. L'affiliation est rendue plus attrayante et les congrès d'arrondissements et nationaux sont élargis. Le secrétariat national du parti est également modernisé, tandis que son administration nationale se voit renforcée. Le parti stimule le recrutement de membres et le fonctionnement des sections, notamment à travers le développement rapide, en 1965, d'un Institut de Formation politique (IPOVO). L'IPOVO (aujourd'hui appelé Dinamo) organise notamment les «journées portes ouvertes du parti», auxquelles les non-membres sont également invités. C'est de l'une des ces rencontres, organisée en 1974 sur le thème «femme et société», que naît le groupe du même nom (Vrouw en Maatschappij).

L'essor électoral du cvp au cours des années 1970 prend brusquement fin lors des élections de novembre 1981. Un groupe de travail dirigé par le sénateur Bob Gijs pointe notamment le poids des mandataires politiques dans le Bureau national du parti et le duel qui oppose au sommet de ce dernier Wilfried Martens et Leo Tindemans (président en 1979-1981). Sous les présidents Frank Swaelen (1981-1988) et Herman Van Rompuy (1988-1993), les structures restent en bonne partie inchangées. La révision des statuts de 1989 entend donner au parti une structure plus ouverte et plus démocratique. Il se comporte aussi de manière plus autonome vis-à-vis des organisations sociales. Cela n'empêche pas les standen de conserver leur influence sur la composition des listes, en particulier au niveau des arrondissements.

Après les élections de novembre 1991, la volonté de renouveau dans les structures du parti connaît une nouvelle accélération. Le président élu en 1993, Johan Van Hecke, est suivi en 1996 par Marc Van Peel. Sous la présidence de Stefaan De Clerck, le parti est rénové en profondeur à partir d'octobre 1999. En 2001, il adopte le nom de *Christen-Democratisch en Vlaams* (CD&V). En 2002, un service d'étude propre, le CEDER, est fondé. Sous Yves Leterme (2003-2004) un «cartel flamand» (2004-2008) est conclu avec la Nieuwe Vlaamse Alliantie (NVA). En décembre 2012, Wouter Beke, qui préside le parti depuis 2010, entame avec l'opération Innesto un vaste parcours de renouvellement idéologique. L'actuel CD&V se profile comme un parti de valeurs, d'idées et de programme démocrate chrétien, plaidant pour une société chaleureuse et respectueuse dans laquelle la famille joue un rôle central.

Après le démantèlement du parti démocrate chrétien unitaire en 1968, le nouveau psc est en grande partie façonné par le «Groupe des xxv», fondé en 1969 sous la direction de Léon Remacle. Ce groupe de travail est partisan d'un parti démocratique chrétien tourné vers le progrès, doté d'une structure transparente et actif à la fois sur les plans régional, national et international. En 1970, Léon Servais, autrefois à la tête de l'aile wallonne du psc / cvp, est élu président. En 1970-1972, la direction effective est toutefois assurée par un directoire présidé par Charles Hanin. En 1972, Servais cède la place à Charles-Ferdinand Nothomb, qui sera au cours des années suivantes remplacé à plusieurs reprises par Georges Gramme, mais ne quittera la fonction qu'en 1979. En 1974, une commission rédige de nouveaux statuts pour le parti. Les congrès de Marche (1980) et de Louvain-la-Neuve (1993) modifient la composition de son administration (Comité directeur). Les successeurs de Nothomb, Charles Hanin (1979) et Paul Vanden Boeynants (1979-1981), sont assistés par deux secrétaires politiques, à savoir Melchior Wathélet et Philippe Maystadt. Après les élections de 1981, c'est Gérard Deprez qui est élu président.

Les oppositions entre les standen sont plus explicites au psc qu'au cvp. En 1972, le Mouvement ouvrier chrétien demande au directoire du parti de créer une structure pour ses militants ouvriers. La fondation de la *Démocratie chrétienne* (DC) incite toutefois les représentants des classes moyennes et des cadres à faire la même demande. En 1972, un *Centre politique des Indépendants et des Cadres* (CEPIC) voit le jour. Le CEPIC est en quelque sorte l'héritier du *Mouvement des Indépendants et des Cadres* (MIC, 1955) de Jean-Pierre de Crayencourt et André Saint-Rémy. La DC et le CEPIC sont fondés en tant que groupe de «réflexion» et de pression qui reconnaissent le psc comme leur partenaire politique privilégié (mais pas exclusif). En dehors de ces «familles», le psc comprend aussi un nombre limité de mandataires indépendants des standen.

Dans la foulée de la défaite électorale de 1981, les tensions atteignent leur paroxysme au sein du psc. Plusieurs parlementaires du CEPIC quittent le parti et forment un *Rassemblement du Centre social chrétien*. Le CEPIC se change en *Centre politique indépendant chrétien* et en un parti politique (*Parti libéral chrétien*), qui sera absorbé plus tard par le PRL. Le président du psc élu en 1981, Gérard Deprez, limite clairement le «droit de tendance» au sein du parti. Mais sous son successeur Charles-Ferdinand Nothomb (1994-1998), les tensions entre ailes bourgeoise et ouvrière refont surface. En 1997-1998, Gérard Deprez forme un nouveau mouvement politique, le *Mouvement des Citoyens pour le Changement* (MCC) qui se fond petit à petit au sein du parti libéral, le Mouvement réformateur (MR). Afin de mettre fin aux forces centrifuges qui déchirent le parti, Philippe Maystadt est élu président en 1998. En mai 2002, le psc est transformé sous la direction de Joëlle Milquet (1999-2011) en *centre démocrate Humaniste* (cdh), qui défend un «humanisme démocratique, inspiré du courant personnaliste hérité notamment de l'humanisme chrétien».

Le *Parti des Chrétiens démocrates francophones* (CDF, 2002), résultat d'un schisme, adopte en 2007 le nom de *Chrétiens démocrates fédéraux*. Il est dissout en 2013.

3.3. Archives

3.3.1. Avant la fondation du PSC / CVP

On trouve au KADOC les archives suivantes :

1. *Rapports de l'Association constitutionnelle conservatrice de Bruxelles, 1859-1908* (microfilm).

Les archives de la Fédération des cercles ont été détruites par le feu en 1939.

2. *Archives Louis Delvaux (1895-1976), comprenant les archives de l'Union catholique belge 1921-1946*. Louis Delvaux (1895-1976) a été secrétaire de la Ligue catholique de Belgique de 1921 jusqu'à sa dissolution en 1936. Jusqu'en janvier 1934, l'Union ne possédait pas de secrétariat central. Delvaux a conservé des séries assez complètes concernant le Conseil central, les Assemblées générales, les Commissions d'étude et les arbitrages ou conflits entre standen. Le chercheur pourra aussi trouver des dossiers sur le parti dans l'arrondissement de Nivelles (à partir de 1925), le Congrès catholique de Malines (1936) et quelques dossiers de documentation. Voir à ce sujet :

GERARD (E.), VERHOOGEN (J.). *Inventaris van de papieren van Louis Delvaux (1895-1976) met inbegrip van het archief van het Katholiek Verbond van België 1921-1936*. Louvain, 1981.

3. *Archief Katholieke Partij / Christelijke Volkspartij (CVP)-arrondissement Antwerpen, 1890-2001*. Malgré quelques lacunes, il s'agit des archives régionales les plus complètes du Parti catholique. Les dossiers de l'entre-deux-guerres éclairent surtout l'administration et l'organisation de l'aile démocrate flamande. Le fonctionnement de l'aile conservatrice et des différents standen n'est abordé qu'indirectement. Outre quelques dossiers de documentation, ces archives comprennent aussi des dossiers électoraux, classés chronologiquement.

4. *Verslagboek van de Katholieke Vlaamse Landsbond, 1920-1925*. Contient le compte rendu des activités des organes de gestion de l'Union catholique nationale flamande, notamment les rapports du Bureau permanent, de l'Administration centrale et de l'Assemblée générale ainsi que les rapports de fonctionnement et de congrès.

Quiconque veut étudier l'évolution du parti catholique avant la Seconde Guerre mondiale gagnera à consulter les archives des hommes politiques et des organisations sociales chrétiennes concernés. Le KADOC conserve aussi des revues et des rapports de congrès des (ailes) de parti et possède une riche collection de documentation électorale (1845-). Pour les évolutions à plus petite échelle, la presse locale peut aussi être consultée.

Le chercheur trouvera également d'intéressantes informations concernant les relations internes au parti catholique belge dans les archives du Vatican (Nonciature, Secrétairerie d'État, Congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires). Le KADOC a établi des listes de regestes (pontificats de Léon XIII, Pie X et Benoît XV, Pie XI). Les principaux dossiers ont été numérisés et sont consultables dans ses locaux (www.vaticana.be). Les titres des listes de regestes sont mentionnés dans le chapitre consacré à l'Église catholique dans ce livre.

3.3.2. CVP et CD&V

Les archives mentionnées dans cette section sont conservées par le KADOC. Nous nous limiterons aux principaux ensembles.

1. *Archief Parti social chrétien / Christelijke Volkspartij (PSC / CVP) et Christelijke Volkspartij (CVP), 1945-1972; 1970-2007.* Ces archives très vastes comprennent les procès-verbaux et les documents de travail de principaux organes de gestion du parti, comme le Comité national, le Bureau, le Conseil de parti et le Comité interne du PSC / CVP unitaire, le Bureau permanent et le Conseil de parti national du CVP. Des procès-verbaux, des documents de travail et de la documentation émanant des divers commissions et groupes de travail du CVP ont également été transmis (section 2). Ils sont toutefois moins complets. On trouve concernant le fonctionnement du secrétariat du parti et l'administration des membres une documentation très étendue, en particulier pour les années 1970 et 1980. Les archives du parti renferment des dossiers sur à peu près toutes les manifestations nationales et les congrès de parti du CVP depuis la fondation. Un assez grand nombre de documents concernant les campagnes électorales depuis 1954 ont également été conservés. Le fonctionnement des divers arrondissements du CVP est également bien documenté. Les archives éclairent aussi le fonctionnement du Bond voor CVP-Provincie- en Gemeenteraadsleden («Fédération des conseillers provinciaux et communaux CVP»). Quelques dossiers portent sur le rôle du parti dans les formations de gouvernement et ses contacts nationaux et internationaux.

2. *Archief van het Centrum voor Politieke, Economische en Sociale Studies (CEPESS) van CVP / PSC, 1945-2004.* Les archives du Centre d'Étude et de Documentation (CED), depuis 1960 CEPESS, contiennent dans une première section des dossiers relatifs à l'étroite collaboration entre le parti et le centre d'étude. Ces documents rejoignent et croisent en partie les archives du secrétariat et en particulier celles des présidents. Il s'agit de notes préparatoires et de procès-verbaux des diverses assemblées générales, de programmes de parti, de dossiers concernant les élections et les négociations gouvernementales, de rapports d'évaluation politique et de riches dossiers thématiques. Une deuxième partie des archives du CEPESS porte sur les publications, les colloques et les journées d'étude du Centre. On y trouve aussi de riches dossiers sur les 24 commissions d'étude qui étaient actives au sein du CEPESS. Ils montrent à quel point le travail de réflexion et d'étude a influencé les positions, les initiatives législatives et la politique des démocrates chrétiens belges.

Concernant la politique de l'enseignement, voir aussi le fonds suivant :

Archief van CEPESS m.b.t. het onderwijs (samengesteld door Frans Ingham en Jacques Plumart), 1960-1978.

Une troisième et très importante section des archives du CEPESS renferme des dossiers sur la coopération internationale des démocrates chrétiens. Celle-ci a été initiée dans le cadre des Nouvelles Équipes internationales (NEI), une fédération de partis démocrates chrétiens européens (1947). En 1965, elle a été rebaptisée Union européenne des démocrates chrétiens, qui donnerait plus tard le Parti

populaire européen (PPE). Des archives de l'Union mondiale, fondée en 1961, sont également conservées.

Le KADOC conserve aussi l'*Archief van de christendemocraten voor Europa (CDE), 1988-1997*.

3. *Archief Jef Deschuyffeleerstichting / Instituut voor Politieke Vorming (IPOVO) / Dinamo, 1967-2001*. Ces archives comprennent, entre autres, la correspondance assez complète (1973-1993) des directeurs successifs de l'IPOVO, Miet Smet, Luc Martens et Miet Deckers. Des dossiers venant des fédérations d'arrondissement de l'IPOVO ont également été transmis pour les années 1973-1984. Le large fonctionnement de l'IPOVO a donné lieu à de nombreux dossiers thématiques. Le KADOC conserve aussi des archives de Miet Smet en lien avec l'IPOVO (principalement pour les années 1970).

Voir aussi : *Filmarchief Instituut voor Politieke Vorming (IPOVO), 1980-1990*.

4. *Archief CVP-vrouwenwerking, 1946-2004*. Ce fonds est divisé en deux parties. Les archives (sur microfilm) de Johanna Vertonghen, directrice du secrétariat des femmes et de l'action féminine du CVP, renferment notamment des rapports annuels et mensuels de l'action féminine en rapport avec les assemblées nationales et d'arrondissements et les activités (de formation) du secrétariat des femmes CVP. Dans la seconde partie, on trouve les archives du groupe de travail Vrouw en Maatschappij («Femme et société»), notamment les dossiers de diverses sous-commissions.

5. *Archief CVP-Jongeren, 1949-2004*. Ces archives peu cohérentes contiennent d'intéressantes séries de documents administratifs, datant notamment des années 1950-1970. Le KADOC conserve aussi les archives de Rita Mulier et de Luc Huyse (1967-1974) et de Paul Maertens (1983-1988) en lien avec les jeunes CVP ainsi que des archives liées au fonctionnement des Jeunes CVP à Louvain.

On trouve aussi au KADOC les archives de l'*Union internationale des Jeunes Démocrates chrétiens (UIJDC), 1961-1965*.

6. *Archief CD&V-Senaatsfractie, 1967-1999*. Ces archives contiennent surtout de la correspondance, des dossiers concernant les journées de groupe ainsi que les rapports du bureau et des assemblées de groupe. Dans de nombreuses parties de ces archives, on trouve des documents en rapport avec le travail parlementaire des membres. Enfin, les archives comprennent toute une série de dossiers thématiques (notamment sur l'avortement et la réforme de l'État).

7. *Archief CD&V-Kamerfractie, 1982-2001*. Ce fonds éclaire surtout les activités des membres de groupe dans les commissions Agriculture et Classes moyennes, Économie et Politique scientifique et Infrastructure, Communications et Entreprises publiques de la Chambre. Il se compose par ailleurs de dossiers thématiques traitant principalement de la crise de la dioxine et de questions éthiques.

8. *Archief CD&V-fractie in het Vlaams Parlement, 1970-2005*. La majorité de ces archives se compose des dossiers parlementaires qui soutiennent la législation décrétable. Ces dossiers suivent aussi souvent l'évolution de la prise de décision au Parlement flamand. Divers dossiers thématiques sur les journées de groupe ont également été transmis.

9. *Archief Vereniging van CVP-raadsleden, 1985-2004*. Ces archives comprennent les documents du Bureau permanent (1997-2002) et de la correspondance (classée par thèmes). Elles renferment aussi une série de dossiers documentaires sur des thèmes politiques locaux.

10. *Archief CD&V-Senioren, 1992-2006*. On trouve dans ces archives les statuts et les pièces de l'Administration générale, du Bureau et des Collèges de présidents de région et de commission des séniors du CD&V / CVP. Elles renferment aussi des dossiers de différents groupes de travail, des dossiers relatifs aux congrès nationaux et provinciaux des séniors et aux journées d'étude, ainsi que la correspondance du secrétariat.

11. *Archief Dienst Communicatie van de CD&V, 1997-2004*. Les dossiers concernent les contacts externes de ce service, les préparatifs de quelques congrès du CD&V et les campagnes électorales.

Le KADOC conserve une riche *Verzameling interviews met CVP-prominenten, 1985-1988*: 42 interviews ont été réalisées avec les figures-clés dans le cadre du projet «Histoire du CVP» à l'occasion des 40 ans du parti. La documentation d'accompagnement comprend des listes de mandataires des différents niveaux de pouvoir.

La collection *Interviews m.b.t. Vrouw en Politiek, 1997* comprend aussi diverses sources orales provenant de démocrates-chrétiens éminents.

Le KADOC a également rassemblé une collection très riche et diversifiée de documents audiovisuels concernant les partis catholique et démocrate-chrétien. Les collections de photos CVP / CD&V illustrent cinquante ans d'activité et de personnalités politiques, dépassant largement les frontières du parti.

Outre le *Beeldarchief CVP / CD&V, 1945-2006* on trouve au KADOC les archives photographiques des CVP Jongeren / Jong-CD&V (1969-2004), des séniors CVP / CD&V (1991-2005), du Groupe de travail Vrouw en Maatschappij CVP / CD&V (1974-2007) et de l'arrondissement CVP d'Anvers (1982-1988). Au sujet de la collection d'affiches :

DE NEEF (G.) *Repertorium van de verkiezingsaffiches uit de KADOC-collectie*. Louvain, 1996.

De la Christen-Democratische Omroepstichting (CDO), le KADOC conserve une collection (assez complète) de bandes images et son dans le *Beeldarchief van de Christen-Democratische Omroepstichting (CDO). 1974-1998*. Une bonne partie a déjà été numérisée.

On trouve aussi des dossiers sur les émissions de télévision et de radio dans l'*Archief van CDO, 1980-1995*.

Par chance, de nombreuses archives ont également été conservées sur le fonctionnement régional du CVP / CD&V. Outre Anvers (1890-2001, voir plus haut), citons les archives des fédérations et secrétariats d'arrondissement CVP / CD&V d'Alost (1945-1990/1994-2009), de Bruxelles-Hal-Vilvorde (1974-1982), Termonde (1945-1953), Gand-Eeklo (1976-1993), Courtrai (1953-1994), Louvain (1976-1985), Limbourg (1955-1996), Malines (1949-1985), Furnes-Dixmude-Ypres-Ostende (1945-2000), Audenarde (1945-1970), Roulers-Tielt (1938-1994), Saint-Nicolas (1938-1988), Turnhout (1929-1994).

Les archives du CD&V Bourg-Léopold (1982-2005) constituent un bel exemple d'ensemble régional.

Pour un aperçu des archives personnelles et de cabinet des mandataires CVP / CD&V, nous renvoyons au chapitre consacré à ces sources et à www.odis.be.

3.3.3. *Le PSC et ses héritiers*

Le Centre d'Archives et de Documentation (CAD) du Centre permanent pour la Citoyenneté et la Participation (CPCP), reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles, conserve les archives du Parti social chrétien (PSC) et du centre démocrate Humaniste (cdH).

On en trouve un inventaire complet sur www.cpcp.be/nos-metiers/centre-archives-documentation/fonds-archives.

Les principaux fonds d'archives conservés sont :

1. *Archives du PSC, 1945-2002.*

Ces archives comprennent quelques dossiers de congrès et électoraux du PSC / CVP unitaire. De ces années, on a également conservé des séries (incomplètes) de comptes rendus de réunions du Comité national et du Directoire PSC / CVP. Le centre de gravité de ces archives se situe toutefois résolument après 1970. Signalons la série assez complète du Comité directeur du PSC (1970-1995), les dossiers relatifs aux élections de président, aux campagnes électorales et aux «familles» (notamment la Démocratie chrétienne et le CEPIC), à la sécession du Rassemblement social-chrétien de la Liberté (Saint-Rémy) et les dossiers de documentation sur les mandataires.

2. *Archives du Centre d'Études politiques, économiques et sociales (CEPESS), 1960-2004.*

DUSTIN (F.D.). *Inventaire des archives du Centre d'Études politiques, économiques et sociales (CEPESS) 12 février 1960-22 décembre 2004*. Bruxelles, 2014.

3. *Archives du Centre de Perfectionnement des Cadres politiques, 1992-1998.*

Ce centre a été fondé sous forme d'ASBL en 1969. En 1992, sa mission a été élargie et il a été rebaptisé Centre permanent pour la Citoyenneté et la Participation.

DUSTIN (F.D.), FIVET (M.-C.). *Inventaire des archives du Centre de Perfectionnement des Cadres politiques (1969-1992)*. Bruxelles, 2015.

4. *Archives du Centre permanent pour la Citoyenneté et la Participation, 1992-2009.*

L'inventaire de ce fonds a été actualisé en 2013.

5. *Archives des Jeunes Sociaux-chrétiens (JPSC) de 1964 au 18 mai 2002.*

Le fonds comprend toute une série de dossiers de congrès, y compris de l'Union des Jeunes Démocrates-chrétiens européens, de documents de travail et de procès-verbaux des principaux organes de gestion, quelques dossiers électoraux ainsi que des informations sur les relations entre les présidents et le secrétariat général d'une part et les sections d'arrondissements et locales de l'autre.

DUSTIN (F.D.), FIVET (M.-C.), SMETS (T.). *Inventaire des archives des Jeunes PSC, 1964-2002*. Bruxelles, 2015.

6. *Archives des Jeunes cdH (JcdH) du 18 mai 2002 à 2012.*

7. *Archives des Femmes PSC, 1974-2002.*

Ce fonds offre une large vue sur les multiples activités des Femmes PSC, fondées par Betty le Hodey et Cécile Goor.

FIVET (M.-C.), SMETS (T.). *Inventaire des archives des Femmes PSC, 1974-2002.* Bruxelles, 2015.

8. *Archives des femmes cdH du 18 mai 2002 à 2012.*

9. *Archives des aînés PSC (1983-2002) et Archives des aînés cdH (2002-).*

Parmi les archives d'arrondissement du PSC / cdH conservées au CAD, les plus riches sont celles de Charleroi (1972-1987) et de Namur (1914-2006). Mais on peut aussi consulter des ensembles venant des secrétariats d'arrondissement d'Ath (1946-2002), Verviers (1880-1995), Nivelles, Philippeville, Soignies et Thuin.

Le CAD conserve aussi une vaste collection de photos (argentiques et digitales) et d'affiches :

FIVET (M.-C.), SMETS (T.). *Inventaire du fonds photographique du PSC, 1945-2002.* Bruxelles, 2015.

Au CAD, on trouve notamment les archives de cabinet et personnelles de Joëlle Milquet, Melchior Wathelet, Céline Frémault, Carlo Di Antonio, René Collin, Maxime Prévôt, Marie-Martine Schyns, Henri Colsoul, Albert Dalcq, Gérard Deprez, Vincent Peremans (chef de cabinet de Benoît Lutgen et de Carlo Di Antonio), Pierre Scharff et Bruno Wagemans.

Il n'existe pas encore d'inventaire des *Archives des groupes parlementaires du cdH (2002-)*.

3.4. Publications

Le KADOC et le CAD tiennent à disposition du chercheur une vaste collection de revues, de rapports de congrès et d'imprimés électoraux.

FIVET (M.-C.), SMETS (T.). *Inventaire de la collection des périodiques du PC / PSC / CVP / cdH, 1927-2015.* Bruxelles, 2015.

Un aperçu de la collection du KADOC peut être trouvé via limo.libis.be.

Le KADOC et le CAD s'efforcent aussi de collecter et de conserver les périodiques d'arrondissements et locaux et les lettres d'information (digitales) des mandataires individuels.

Sites internet actuels du parti : www.cdenv.be en www.lecdh.be.

3.4.1. Revues

Nous nous limitons aux périodiques nationaux

3.4.1.1. Parti catholique / Union catholique / Bloc catholique

Bulletin des militants du Parti catholique social. Bruxelles, 1936-(1939).

- Tijdschrift van het Verbond der Katholieke Vereenigingen en Kringen van België / Bulletin de la Fédération des Associations et des Cercles catholiques de Belgique.* Bruxelles, 1924.
- Nota's en bescheiden / Notes et documents (Verbond van Katholieke Verenigingen en Kringen).* Bruxelles, 1928-1936.
- Bulletin officiel de la Fédération des Associations et Cercles catholiques / Officieel bulletijn van het Verbond van Katholieke Vereenigingen en Kringen.* Bruxelles, (1937)-1940.
- Rechts. Orgaan der Vlaamsche afdeeling van het Verbond der Katholieke Vereenigingen en Kringen.* Bruxelles, 1938-1939.
- De Gids der Katholieke Gemeenteraadsleden in Vlaamsch België.* Bruxelles, 1925-1940.
- De Katholieke Unie van België / L'Union catholique belge.* Bruxelles, 1934-(1936).
- Bestuursblad der Katholieke Vlaamsche Volkspartij.* Bruxelles, 1937-1940.
- Veroveren.* Bruxelles, 1939 (KVV).
- Vie politique. Organe catholique d'étude politique.* Bruxelles, 1939-1940.
- L'Esprit nouveau. Organe mensuel de la Centrale politique de Jeunesse.* Bruxelles, 1931-1936.
- Vlan. Toute la vie politique.* Bruxelles, 1933-1934.
- Elckerlyc. Het weekblad voor ieder.* Anvers, 1935-1940.
- Front. Kampblad van Jeugdfront. Maandschrift.* Bruxelles, 1938-(1939).

3.4.1.2. PSC / cdH / CVP / CD&V

- Action PSC. Bulletin (Cahier) des dirigeants du PSC.* Bruxelles, 1963-1982.
- Ampersand (Antwerpen, -Brabant, -Limburg, -Oost-Vlaanderen, -West-Vlaanderen).* Bruxelles, 2001-.
- Beweging. Richtlijnen aan de plaatselijke afdelingen.* Bruxelles, 1971-1972.
- Bulletin d'information Parti social chrétien.* Bruxelles, 1945-1951.
- Canard à l'orange,* 1999.
- Chronique de politique intérieure.* Bruxelles, 1957-1960.
- De Stem van het volk.* Bruxelles, 1947-1970.
- Démocratie d'abord. Organe du Parti social chrétien.* Bruxelles, 1945-(1946).
- Democratische studiebladen. Tweemaandelijks tijdschrift.* Bruxelles, 1947-(1948).
- Directives aux arrondissements.* Bruxelles, (1952-1954).
- Directives aux sections locales.* Bruxelles, 1948-1957.
- Documentaire fiches uitgegeven door het Nationaal Secretariaat van de Christelijke Volkspartij.* Bruxelles, 1968-1970.
- Documenten. Veertiendaagsch tijdschrift ten behoeve der besturen en studiekringen van de Christelijke Volkspartij.* Bruxelles, 1945-(1946).
- Euro-Nieuws.* Bruxelles, 1985-(1996).
- Fiches documentaires PSC.* Bruxelles, 1968-1970.
- Het Westen. Weekblad der democratische elites.* Bruxelles, 1945-1946.
- ICDT. Internationale tijdingen. Mededelingen over de internationale betrekkingen van de CVP.* Bruxelles, 1995.
- Infor-sections.* Bruxelles, 1977-1996.

- Inforpol CVP. Dagelijks politiek informatiebulletin medegeedeeld door de Christelijke Volkspartij.* Bruxelles, 1965-1968; 1971-1972.
- Inforpol PSC. Bulletin (quotidien) d'information politique communiqué par la Présidence du Parti social chrétien.* Bruxelles, 1965-1968; 1971-1972.
- Info-Zeg.* Bruxelles, 1978.
- Jet Gazet.* (Gand, Louvain, Limbourg, Turnhout, etc.), 1981.
- Keerpunt. Een forum voor Christen Democraten (Antwerpen, -Brabant, -Limburg, -Oost-Vlaanderen, -West-Vlaanderen).* Bruxelles, 1994-2001.
- Le PSC au travail.* Bruxelles, 1947.
- Le PSC en direct.* Bruxelles, 1996-2002.
- Lettre à chacun.* Bruxelles, 1972-1981.
- L'Enjeu,* 1975-1995.
- L'Oranger.* Bruxelles, 1996-.
- NEI koerier. Contactschrift van het Belgisch Centrum van de Nouvelles Équipes internationales.* Bruxelles, (1955-1956).
- Onder ons gezegd.* Bruxelles, 1985-(1986).
- Onderons. Maandelijks kaderblad van de CVP-afdelingen.* Bruxelles, 1979-1980.
- Orange Mécanic / Génération humaniste.* Bruxelles, 2000-2008.
- Province et commune.* Bruxelles, 1952-1969.
- Relance.* Bruxelles, 1963.
- Renouveau,* 1964-1969.
- Rencontres,* 1966-1968.
- Richtlijnen aan de arrondissementen.* Bruxelles, 1952-(1954).
- Richtlijnen van de CVP aan de plaatselijke afdelingen.* Bruxelles, 1949-1970.
- Richtlijnen van de CVP.* Bruxelles, 1948-1970.
- Tele-Zeg (IPOVO).* Bruxelles, 1973-(1985).
- Temps nouveaux. Hebdomadaire du Parti social-chrétien.* Bruxelles, 1947-1965.
- Temps nouveaux.* Bruxelles, 1982-1996.
- Ter inlichting (CVP) / Informations (PSC).* Bruxelles, 1952-1963.
- Volkspartij, leer en leven der CVP.* Bruxelles, 1946-1951.
- Vous et Nous.* Bruxelles, 2002-2004.
- Weerklank. Een forum voor christen-democraten.* Bruxelles, 1994.
- Zeg Dossier.* Bruxelles, 1989-(1990).
- Zeg Kaders. Driemaandelijks tijdschrift / Kaderblad van de Vlaamse christen-democraten.* Bruxelles, 1983-1995.
- Zeg Onderons. Maandelijks kaderblad voor de CVP-afdelingen.* Bruxelles, 1980-1981.
- Zeg. Maandblad van de CVP / Veertiendaags blad van de CVP / Weekblad van de CVP / Vlaams kristendemocratisch weekblad (Antwerpen-Brabant-Limburg-Oost-Vlaanderen-West-Vlaanderen).* Bruxelles, 1972-1993.

3.4.1.3. CEPES

- Algemene bibliografische nota / Notice bibliographique générale.* Bruxelles, 1947-1962.
- Algemene nota over wetgeving / Notice législative générale.* Bruxelles, 1947-1962.
- CEPES-Bladen / Cahiers CEPES.* Bruxelles, 1962-1989/1994.

CEPESS (Feiten en) Documenten / (Faits et) Documents CEPESS. Bruxelles, 1962-1984.

Cepess-kronieken. Bruxelles, 1957-2002.

De Binnenlandse politiek / Chronique de politique intérieure. Bruxelles, 1957-1960.

De Financiële toestand / La Chronique (Situation) financière. Bruxelles, 1951-1977/2000.

De Internationale toestand / La Situation internationale. Bruxelles, 1957-2001.

De Sociale toestand / La Situation sociale. Bruxelles, 1951-2001.

Economische toestand / La Situation économique en Belgique. Bruxelles, 1951-2001.

La Vie politique en Belgique. Bruxelles, 1960-2001.

Ephemeriden / Ephémérides. Bruxelles, 1960-1992.

La Revue politique. Nouvelle série. Bruxelles, 1985-1994.

Nieuw Tijdschrift voor Politiek. Bruxelles, 1985-2002.

Tijdschrift voor politiek. La Revue politique. Bruxelles, 1951-1961.

CEPESS. Dossiers. Bruxelles, (1991-2000) (édition francophone).

CEPESS. Dossiers. Bruxelles, (1987-2000) (édition néerlandophone).

CEPESS. Jaarverslag / Rapport annuel. Bruxelles, 1989-1999.

CDR. Christen-Democratische Reflecties. Bruxelles, 2012-.

3.4.1.4. Groupes

Binnenskamers. Nieuwsbrief van de CVP-Kamerfractie. Bruxelles, 1991-1994.

Vlaamse raadsels. Bruxelles, 1993- (groupe CVP au Vlaamse Raad).

De Sociale Shaker. Een cocktail van berichten over sociale zaken en werkgelegenheid. Bruxelles, 2000- (groupe CD&V à la Chambre).

De Rekenkamer. Sociaal-economische nieuwsbrief van de CVP-Kamerfractie. Bruxelles, 1996-1999.

Halfgrond. Driemaandelijks tijdschrift van de CVP-fractie in de Senaat. Bruxelles, 1997-.

Maastricht. Informatieblad uitgegeven door de Fractie van de Europese Volkspartij in het Europees parlement. Bruxelles, 1993.

Het oranje senaatswerk. Parlementair verslag. Bruxelles, (2003-).

3.4.1.5. Jeunes et étudiants

Denk mee krant. Bruxelles, 1995-(1997).

Dialoog. Tijdschrift van CDS Nationaal. Bruxelles, 2003-.

Egel. Jonge kristendemokraten voor Europa. Driemaandelijks tijdschrift. Ostende, 1986.

Info CVP-Jongeren. Bruxelles, 1983-(?).

Jong CD&V-Nieuwsbrief. Bruxelles, 2002-.

Jong CD&V-Persberichten. Bruxelles, 2003-.

Kontakt (CVP-Jongeren Brussel-Halle-Vilvoorde). Bruxelles, 1975-(1988).

L'Action J. Bruxelles, 1981-.

L'Enjeu. Bruxelles, 1976-.

Minidialoog. Bruxelles, 2003-2005 (CDS).

Nationale nieuwsbrief van de CVP-Jongeren. Bruxelles, 1967-(1968).

Nieuwsbrief van de CVP-Jongeren. Bruxelles, 1961-1967.

Péchés de jeunesse, 1996-1998.

Radikaal. Maandblad voor de CVP-jongeren / 14-daags blad voor politieke vernieuwing. Een blad voor Jong CD&V. Bruxelles, 1969- (online 2001-).

Renouveau. Bruxelles, 1963-1974.

Spectrum. Nationale uitgave van de Christen Democratische Studenten / Spectrum van de Christen Democratische Studenten / Politiek studentenblad. Bruxelles, 1992-(2000).

Spil. Vormings- en informatieblad van de CVP-JO. Bruxelles, 1986-1987(?).

Studentenstekel. Maandblad. CVP-Jongeren studentenploegen. Anvers, 1976-(1977).

Studententribune. Tijdschrift van de Christendemocratische Studenten. Louvain, 1967-.

Tijdschrift der Jongeren. Bruxelles-Saint-Nicolas-Anvers, 1954-1980.

3.4.1.6. Femmes

Express. Informatieblad van Vrouw en Maatschappij. Bruxelles, 1990-(1993).

Niet zonder ons. Tweemaandelijks informatieblad CVP Werkgroep Vrouw en Maatschappij. Bruxelles, 1980-(2000).

Niet zonder ons nieuwsbrief. Nieuwsbrief voor de leden van de CVP-Werkgroep Vrouw & Maatschappij bij het ledenblad « Niet zonder ons ». Bruxelles, 1995-1999.

Vrouwen vandaag. Bruxelles, 1994.

CVP / CD&V-Werkgroep Vrouw en Maatschappij. Jaarverslag. Bruxelles, 1994-.

Stroomlijn. Bruxelles, 2003-.

3.4.1.7. Autres

Actievoorontwikkeling. Driemaandelijks tijdschrift. Bruxelles, 1987-1991 (ACT).

Bulletin du MIC. Bruxelles, 1962-.

Demain. Bruxelles, 1958 (MIC).

Gemeente (en) provincie. Tweemaandelijks(ch) tijdschrift van den Bond der CVP gemeenteraadsleden / Bond voor CVP-Provincie-, Gemeenteraads- en COO-leden. Bruxelles, 1947-1993.

Province et commune. Organe de la Fédération des Conseillers communaux du PSC. Bruxelles, 1952-1969.

Telegram. Gemeente & provincie. Maandblad van de Vereniging voor (van) CVP-raadsleden. Bruxelles, 1984-1995.

Service. Maandelijks tijdschrift van de christen-demokratische omroep. Bruxelles, 1981-1982.

Solidarités nouvelles. Bruxelles, 1976-1982 (CEPIC).

IPOVO's Nieuwsbrief. Bruxelles, (1987)-1988.

3.4.2. Documents de congrès

DEFOURNY (M.). *Les congrès catholiques en Belgique*. Louvain, 1908.

Documents et/ou rapports de congrès édités (collection du KADOC):

Assemblée générale des Catholiques en Belgique. Malines, 1863, 1864, 1867, 1891.

Union catholique de Belgique (1865, 1870).
 Fédération des Cercles catholiques (1869-1871, 1875, 1878).
 Fédération des Cercles catholiques et des Associations conservatrices (1879-1881, 1883, 1892).
 Fédération des Cercles catholiques et des Associations catholiques et constitutionnelles (1894, 1897).
 Fédération des Sociétés ouvrières catholiques belges (1873, 1876-1877).
 Unie voor het Herstel der Grieven / Union nationale pour le Redressement des Griefs (1884, 1886, 1887).
 Congrès des Œuvres sociales à Liège (1886, 1887, 1890).
 Fédération des Cercles catholiques, des Associations catholiques et constitutionnelles et des Associations ouvrières (1902, 1905, 1909, 1912, 1913, 1914).
 Fédération des Associations et Cercles catholiques (1919-1922, 1924, 1926-1935, 1937-1938).
 Katholiek Verbond van België (1922).
 Blok der Katholieken (1937, 1938, 1938).
 CVP / PSC : congrès (1945-1968).
 CVP / PSC : journées d'étude (1964, 1966, 1967).
 CVP / CD&V : congrès et journées d'étude (1969-).
 CVP : journées de parti ouvertes (1972, 1974, 1975, 1978, 1985).
 PSC / cdH : congrès (1969-).
 CVP-Jongeren / Jong CD&V : congrès (1972-).
 La revue de l'IPOVO *Tele-Zeg* publiait régulièrement des documents de congrès.

3.5. Publications de sources

GERARD (E.). *Documenten over de katholieke partijorganisatie in België, op. cit.*

Contient des parties d'archives d'hommes politiques et d'organisations sociales comme la CSC, l'ACW, le Boerenbond et le NCMV-Bruges.

4. Les partis socialistes

Luc Peiren en collaboration avec Luc Lievyns

4.1. Bibliographie

4.1.1. Bibliographies

BALTHAZAR (H.). Samenvattende bibliografie van de geschiedenis van de socialistische arbeidersbeweging in België, in DHONDT (J.), ed. *Geschiedenis van de socialistische arbeidersbeweging in België*. Anvers, 1968, p. 622-626.
 BRACKE (A.). Bibliografische lijst van werken van Belgische socialisten en over het Belgisch socialisme, in *Mens en Taak*, 1960, 2, p. 56-58.
 DE WEERDT (D.). *Socialisme en socialistische arbeidersbeweging in België. Bibliografie van werken en tijdschriftartikels verschenen sedert 1944*. Bruxelles, 1979 et Gand, 1988.

PUISSANT (J.). L'historiographie du mouvement ouvrier, in *Revue de l'Université libre de Bruxelles*, 1981, p. 175-192.

4.1.2. Études consacrées aux partis socialistes au plan national

4.1.2.1. Études générales et consacrées à la première moitié du 19^e siècle

BARTIER (J.). *Libéralisme et socialisme au XIX^e siècle*. Bruxelles, 1981.

DESTRÉE (J.), VANDERVELDE (É.). *Le socialisme en Belgique*. Paris, 1903.

DEVREESE (D.E.). Belgium, in VAN DER LINDEN (M.), ROJAHN (J.), eds. *The Formation of Labour Movements 1870-1914*. Leyde, 1990, t. 1, p. 25-56.

DEVREESE (D.E.). Vestiging van het Internationaal Werkliedenverbond in België, 1865-1868, in *TVSG*, 1976, 4, p. 42-56.

DHONDT (J.), OUKHOW (C.). La Première Internationale en Belgique, in *La Première Internationale. L'institution, l'implantation, le rayonnement. Colloque de Paris, 16-18 novembre 1964*. Paris, 1968, p. 151-165.

DROZ (J.). Les débuts du socialisme belge, in DROZ (J.), ed. *Histoire générale du socialisme. Vol. 1 : Des origines à 1875*. Paris, 1979, p. 535-544.

4.1.2.2. POB / PSB / PS / SP / SP.a

1885-1985. *Du Parti ouvrier belge au Parti socialiste. Mélanges publiés à l'occasion du centenaire du POB*. Bruxelles, 1985.

BREPOELS (J.), HUYSE (L.), SCHAEVERS (M.), VANDENBROUCKE (F.), eds. *Eeuwige dilemma's. Honderd jaar socialistische partij*. Louvain, 1985.

DHONDT (J.), ed. *Geschiedenis van de socialistische arbeidersbeweging in België*. Anvers, 1960-1968.

LE PAIGE (H.), DELWIT (P.), eds. *Les socialistes et le pouvoir*. Bruxelles, 1998.

Les structures du «monde socialiste» en Belgique et leur évolution, in *CH CRISP*, 1972, n° 570.

PIERSON (M.-A.). *Histoire du socialisme en Belgique*. Bruxelles, 1953.

VAN GOETHEM (G.), VERMOTE (M.). 1885-1985. *Honderd jaar socialisme. Een terugblik*. Gand, 1985 (Idem. *Cent ans de socialisme*. Bruxelles, 1985).

VAN GOETHEM (G.). *De droom van een betere wereld. 125 jaar socialistische partij*. Gand, 2010.

4.1.2.3. POB

BERTRAND (L.). *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830*. Bruxelles, 1906-1907, 2 tomes.

CLAEYS-VAN HAEGENDOREN (M.). *25 jaar Belgisch socialisme. Evolutie van de verhouding van de Belgische Werkliedenpartij tot de parlementaire democratie in België van 1914 tot 1940*. Anvers, 1967.

LIEBMAN (M.). *Les socialistes belges 1885-1914. La révolte et l'organisation*. Bruxelles, 1979.

LIEBMAN (M.). *Les socialistes belges 1914-1918. Le POB face à la guerre*. Bruxelles, 1986.

MOMMEN (A.). *De Belgische Werkliedenpartij. Ontstaan en ontwikkeling van het reformistisch socialisme (1880-1914)*. Gand, 1980.

- PLETINCKX (A.). Le Parti ouvrier belge dans la première phase de la crise économique 1930-1933, in *RBHC*, 1976, 3-4, p. 273-327 et 1977, 1-2, p. 237-290.
- VANDERVELDE (E.). *Le Parti ouvrier belge 1885-1925*. Bruxelles, 1925.
- VAN GINDERACHTER (M.). *Het rode vaderland. De vergeten geschiedenis van de communautaire spanningen in het Belgische socialisme voor wo i*. Tielt, 2005.
- VAN HAEGENDOREN (M.). *Van werken krijg je vuile handen. De Belgische Werkliedenpartij 1914-1940*. Louvain, 1989.
- VERMOTE (M.). Achter de schermen van de Belgische Werkliedenpartij – De notulen van Bureau en Algemene Raad 1892-1940. Historiek en duiding als bron, in *BCRH*, 177, 2011, p. 183-260.

4.1.2.4. Action Commune Socialiste

- De socialistische zuil. Morfologie. Numéro thématique *De Nieuwe maand*, décembre 1983.
- MARTIN (B.). De totstandkoming van de Socialistische Gemeenschappelijke Actie, in WITTE (E.), BURGELMAN (J.-C.), STOUTHUYSEN (P.), eds. *Tussen restauratie en vernieuwing. Aspecten van de naoorlogse Belgische politiek*. Bruxelles, 1990, p. 167-188.

4.1.2.5. PSB

- Anatomie formelle du Parti socialiste belge, in *CH CRISP*, 1960, n° 86.
- BIONDI (P.). Morfologie van het partijbureau bij de CVP en de BSP in de jaren vijftig, in *Res Publica*, 1999, 1, p. 101-119 (consulter également les annuaires politiques de *Res Publica*, qui publient périodiquement des synthèses des structures du Parti socialiste et du SP / SP.a).
- CLAEYS-VAN HAEGENDOREN (M.), DE BAKKER (B.). The Socialist Party in the Party System and Organised Socialism, in *Res Publica*, 1978, p. 237-247.
- FALONY (R.). *Le Parti socialiste. Un demi-siècle de bouleversements. De Max Buset à Élio Di Rupo*. Bruxelles, 2006.
- GOTOVITCH (J.). Ruptures et continuités, Personnel dirigeant et choix stratégiques socialistes de la clandestinité à la Libération, in *AMSAB-Tijdingen*, 1984-1985, 4, p. 49-76.
- KESTELOOT (C.). De socialisten tijdens de bezetting: doctrine en programma, in *Vlaams Marxistisch Tijdschrift*, 1986, 3, p. 23-28.
- KRAMER (S.P.). Belgian Socialism at the Liberation 1944-1950, in *Res Publica*, 1978, p. 115-139.
- LYBEN (H.). De partijcongressen van de BSP sinds de Tweede Wereldoorlog, in *Res Publica*, 1973, p. 701-724.
- MOMMENS (T.), MINTEN (L.). The Belgian Socialist Party, in GRIFFITHS (R.T.), ed. *Socialist Parties and the Question of Europe in the 1950's*. Leyde, 1993, p. 140-161.
- VERMEERSCH (J.). Party Renewal in Belgium, in CUPERUS (R.), KANDEL (J.), eds. *European Social Democracy. Transformation in Progress. Social Democratic Think Tanks Explore the Magical Return of Social Democracy in a Liberal Era*. Amsterdam, 1998, p. 193-205.

4.1.3. *Études consacrées aux partis socialistes au plan régional*

4.1.3.1. Flandre

GOVAERT (S.), Le Socialistische Partij, in DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.), eds. *Les partis politiques en Belgique*. Bruxelles, 1996, p. 43-62.

Een toekomst voor de BSP in Vlaanderen. Numéro thématique *De Nieuwe maand*, janvier 1980.

Socialisme in Vlaanderen. Numéro thématique *De Nieuwe maand*, février 1984. *Vooruitlopen op het Vlaams socialisme. jaar Links*. Louvain, 1984.

4.1.3.2. Wallonie

DELWIT (P.). Le Parti socialiste, in DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.), eds. *Les partis politiques en Belgique, op. cit.*, p. 23-42.

MABILLE (X.). Le Parti socialiste. Évolution 1978-2005, in *CH CRISP*, 2005, n^{os} 1867-1868.

4.1.4. *Études consacrées aux partis socialistes au plan local (fédérations de partis)*

4.1.4.1. Bruxelles

ABS (R.). *Histoire des fédérations 1885-1985. Bruxelles*. Bruxelles, 1985.

MARES (A.). *Communautaire spanningen in een "moeilijk" kiesarrondissement. De wordingsgeschiedenis van de Rode Leeuwen of de Vlaamse BSP-Federatie Brussel-Halle-Vilvoorde*. Bruxelles, thèse de doctorat inédite VUB, 2006.

4.1.4.2. Flandre

AVANTI (= O. ROELANDTS). *Een terugblik, Proeve eener Geschiedenis der Gentsche Arbeidersbeweging gedurende de XIX^e eeuw*. Gand, 1931.

CLAEYS-VAN HAEGENDOREN (M.). De Antwerpse socialistische federatie van 1914 tot 1921; de evolutie van haar positie in een verhouding tot de BWP, in *Res Publica*, 1967, p. 29-85.

De socialisten: honderd jaar socialistische beweging in het arrondissement Leuven (1885-1985). Louvain, 1986.

DE BROCK (W.), SMISSAERT (E.), VERMOTE (M.). *Recht door zee: bijdragen tot de geschiedenis van de socialistische arbeidersbeweging in het arrondissement Oostende-Veurne-Diksmuide (tot 1940)*. Ostende, 1990.

MASSIN (W.). *De Belgische Werkliedenpartij in Limburg (1918-1940). Kroniek van een trage opgang*. S.l., s.d.

STEEVENS (D.). *De streek van lage lonen en lange uren: 100 jaar socialisme in het arrondissement Brugge*. Bruges, s.d.

VAN LAAR (A.). *De geschiedenis der arbeidersbeweging van Antwerpen en omliggende 1860-1925*. Anvers, 1926.

VAN GOETHEM (G.). *De opkomst van het socialisme in het arrondissement Dendermonde (tot 1919)*. Termonde, 1985.

VAN GOETHEM (G.). *"'t Was maar een begin": geschiedenis van de socialistische arbeidersbeweging in het arrondissement Dendermonde tussen 1919 en 1940*. Termonde, 1993.

VAN GOETHEM (G.). *Vaandels ruisen, vuisten groeten: 100 jaar socialistische beweging in Sint-Niklaas*. Gand, 1996.

VANSCHOENBEEK (G.). *Novecento, de wortels van de sociaal-democratie in Vlaanderen*. Gand, 1995.

WEBER (D.), PEIREN (L.), DE DOBBELAER (T.). *Vaandels ruisen, vuisten groeten: honderd jaar socialistische beweging in Sint-Niklaas (deel 2, 1945-1975)*. Gand, 1998.

4.1.4.3. Wallonie

ABS (R.). *Histoire des fédérations 1885-1985*. Bruxelles, 1985 (série consacrée à l'histoire des fédérations bruxelloise et wallonnes du POB / PSB / PS: Brabant wallon, Charleroi, Hainaut oriental, Huy-Waremme, Liège, Luxembourg, Mons-Borinage, Namur-Dinant-Philippeville, Soignies-Thuin et Verviers, publiée dans le cadre du centième anniversaire du parti en 1985).

DESAMA (C.), ed. *Fédération verviétoise du Parti socialiste. Les belles heures d'une jeune centenaire*. Verviers, 1998.

POTY (F.). *Histoire de la démocratie et du mouvement ouvrier au pays de Charleroi*. Bruxelles, 1975-1979, 2 tomes.

PUISSANT (J.). *Évolution du mouvement ouvrier socialiste dans le Borinage*. Bruxelles, 1982.

4.2. *Aperçu historique*

L'Association internationale des Travailleurs voit le jour en 1864 à Londres. Cette Première Internationale vise le rapprochement des organisations ouvrières issues de divers pays. La section belge est créée un an plus tard. L'Internationale se développe jusqu'à la chute de la Commune de Paris en 1871 et l'exclusion de l'anarchiste russe Bakounine en 1872, pour ensuite connaître un déclin rapide qui sonnera définitivement le glas de l'organisation en 1876. La section belge partage ce destin, mais des voix s'élèvent bientôt à Gand et Bruxelles réclamant un nouveau rassemblement des classes ouvrières. Les gantois aspirent au modèle social-démocrate allemand qui promeut l'action politique et ils fondent en 1877 le *Vlaamse Socialistische Partij*. Quant au *Parti socialiste brabançon*, créé un peu plus tard, il propose lui aussi un programme modéré pour se concilier les faveurs de la petite bourgeoisie. En 1879, ces deux partis forment le *Parti socialiste belge / Belgische Socialistische (Arbeiders)partij*. À Bruxelles, ils réclament, avec les libéraux progressifs, l'extension du droit de vote. Un premier pas sera franchi en 1883: dorénavant, les électeurs capacitaires disposant d'un diplôme de primaire ou ayant réussi un examen de capacité peuvent voter aux conseils communaux et provinciaux. Dans la région bruxelloise, l'extension du droit de vote débouche sur des alliances de travailleurs qui veulent mobiliser – d'abord par profession et ensuite par commune – le plus grand nombre d'électeurs capacitaires. Ces ligues se réunissent en une fédération en 1884. Mais les socialistes gantois veulent aller encore plus loin et constituer un parti plus structuré doté d'un puissant bureau politique central. Quant aux Bruxellois, ils vont bientôt marcher dans leurs pas suite à l'essoufflement de leurs relations avec les libéraux progressifs. Les 5 et 6 avril 1885, la ligue ouvrière bruxelloise organise un congrès

à l'occasion duquel des syndicats, mutualités, coopératives et groupes politiques créent le *Parti ouvrier belge* (POB) / *Belgische Werkliedenpartij* (BWP).

Le centre de gravité de ce parti, qui évite l'étiquette socialiste pour ne pas effrayer la petite bourgeoisie, se situe en Flandre et à Bruxelles et également auprès des coopératives, mutualités et syndicats : les ligues ouvrières comptent peu de membres et les socialistes wallons restent en retrait, fidèles à leur pensée plus révolutionnaire. Les coopératives forment la colonne vertébrale financière du nouveau parti qui instaure aussitôt l'affiliation collective ; les membres d'une mutualité socialiste, d'une coopérative ou d'un syndicat se voient automatiquement attribuer une carte de membre du POB. À la fin des années 1880, les Wallons finissent par rejoindre le parti, contribuant ainsi largement au succès de la grève générale de 1893 par laquelle le POB conquiert le droit de vote multiple. C'est ainsi que le POB fait son entrée au parlement en 1894 et dans de nombreux conseils communaux en 1895, surtout en Wallonie et – dans une moindre mesure – à Bruxelles. La Flandre, quant à elle, reste aux mains du Parti catholique. L'instauration de la représentation proportionnelle ne modifiera pas vraiment la donne : en 1900, la Flandre n'envoie en effet que quatre socialistes à la Chambre. Seul le suffrage universel (masculin) pur et simple (1919) allait venir à bout de la toute-puissance catholique.

Le POB décroche ce nouveau régime électoral après la Première Guerre mondiale, après s'être ouvertement rangé derrière le gouvernement pendant la guerre. Les élections parlementaires de 1919 octroient au POB 70 des 186 sièges à la Chambre, soit trois de moins que le Parti catholique qui avait dû renoncer à sa majorité absolue. Ensuite, le POB continue à siéger au sein du gouvernement et remporte quelques succès comme, par exemple, la radiation de l'article 310 du code pénal et le soutien à la concertation paritaire. Le groupe formé autour de Joseph Jacquemotte, secrétaire du syndicat bruxellois des employés, et le journal *L'Exploité* s'opposent à l'intégration du parti dans le système capitaliste. La fracture est donc inévitable et, en 1921, le Parti communiste belge (PCB) voit le jour. Celui-ci ne constituait pas, à l'origine, une menace pour le POB mais la donne se trouve modifiée à la fin des années 1930, lorsque le parti obtient à la Chambre 70 sièges en 1936 et 64 sièges en 1939, tandis que le PCB en recueille neuf ces deux mêmes années. Dans l'entre-deux guerres, dans les années 1918-21, 1925-27 et 1935-39, le POB siège au gouvernement. Du 15 mai 1938 au 9 février 1939, Paul-Henri Spaak est le premier socialiste à occuper la fonction de Premier ministre.

Ensuite, la Seconde Guerre mondiale éclate. Après la reddition de l'armée belge, le président du POB Henri De Man dissout le parti le 28 juin 1940, consacrant ainsi la fin du rôle politique du socialisme dans la Belgique (occupée). Mais de nombreux socialistes ne lui emboîtent pas le pas et certains s'attèlent clandestinement à la création d'un nouveau parti et d'un nouveau programme de parti. Le *Parti socialiste belge* (PSB) / *Belgische Socialistische Partij* (BSP) annule l'affiliation collective et débat clandestinement du Pacte social. Après la Seconde Guerre mondiale, celui-ci débouche sur un régime de sécurité sociale obligatoire pour les travailleurs ainsi que sur la participation paritaire des syndicats aux niveaux national, sectoriel et des entreprises. Au cours de cette période, le PSB renoue le contact avec les autres antennes du mouvement socialiste dans le cadre de l'*Action commune socialiste*, créée dans la foulée de la question royale et après que

le PCB a quitté le gouvernement (1947). Le PSB siège jusqu'au 27 juin 1949 dans sept gouvernements différents dont cinq dirigés par le PSB lui-même. Les élections législatives de 1949 et 1950 mettent en selle un cabinet social-chrétien homogène. Au cours de cette période – nous sommes à l'époque de la consultation populaire de 1950 – l'*Action commune socialiste* et le PSB soutiennent la campagne en faveur de l'abdication de Léopold III. Ensuite, le socialiste Achille Van Acker devient Premier ministre du premier gouvernement de coalition entre libéraux et socialistes (1954-1958). A la fin des années 1950, début des années 1960, les courants d'opposition de gauche mènent de nouveau la vie dure au PSB : les journaux engagés *La Gauche* (1956) et *Links* (1958), qui plaident notamment en faveur de réformes économiques structurelles, critiquent le PSB et sa participation au gouvernement après la grève contre la Loi unique. Pendant et après la grève, la pensée fédéraliste se renforce au sein du parti : le leader syndical liégeois André Renard fonde ensuite le groupe de pression *Mouvement populaire wallon* (MPW), en guise de protestation contre la manière dont la FGTV (n')avait (pas) conduit la grève. Le PSB ne tolérera pas plus de trois ans cette nouvelle épine dans le pied : en 1964, un congrès déclare l'affiliation au parti et la collaboration à *Links* et *La Gauche* incompatibles. Quiconque exerce une fonction dirigeante au sein du MPW doit rendre sa carte de parti. Le conflit entre le parti et son aile wallonne débouche en 1965 sur la création du *Parti wallon* absorbé ensuite par le *Rassemblement wallon*. Un compromis, qui trace les contours du droit de tendance, sera trouvé avec *Links* mais *La Gauche* va rejeter cet arrangement et rompre avec le parti. En 1968, lorsque les flamands doivent renoncer à l'espoir d'obtenir des places éligibles sur la liste de la Chambre au sein de la fédération PSB bruxelloise, il est désormais avéré que le fédéralisme a définitivement fait son chemin au sein du PSB. Par la suite, ils remporteront deux sièges grâce à leur propre liste. Un an plus tard, le PSB reconnaît ces *Rode Leeuwen* (« Lions rouges ») en tant que fédération flamande autonome bruxelloise au sein du PSB. Cette scission aura bien sûr des répercussions sur l'unité du parti, à une époque où les partis communautaires (Volksunie, FDF et RW) engrangent toujours plus d'électeurs (17 sièges sur 212 en 1965 contre 44 en 1971 et en 1974). Sous leur pression, les ailes flamande et wallonne tiennent leurs propres congrès dès 1967 (Klemskerke et Verviers). Depuis 1974, André Cools (PSB) et Jos Van Eynde (BSP) se partageaient la présidence du parti. A la fin des années 1970, le débat à propos d'une poursuite de la réforme de l'État conduit à une irrémédiable fracture : les socialistes wallons forment le *Parti socialiste* (PS) à la fin du mois d'octobre 1978 et, un mois plus tard, sous la houlette de Karel Van Miert, les flamands prendront part aux élections sous la bannière du PSB, mais en y ajoutant 'Socialistes flamands'. À partir de 1980, ils se positionneront en tant que *Socialistische Partij* (SP). Seul, le SP est en position de faiblesse en Flandre et ce parti se met donc en quête de leviers plus importants pour propager ses idées : un front uni progressif (Doorbraak '79, PAKS), un positionnement qui prend mieux en compte les intérêts des flamands et plus pacifiste (cf. les manifestations contre l'implantation des missiles américains) ainsi qu'un solide plaidoyer en faveur de la diminution du temps de travail (l'Alternative progressiste de 1983) formeront les ingrédients de la victoire électorale. À cette période, le PS récolte lui aussi de bons résultats en Wallonie (36,5% en 1981, 44% en 1987) en tant qu'alternative de gauche à la politique d'austérité des

gouvernements composés de libéraux et de sociaux-chrétiens et en misant sur ses atouts fédéralistes (José Happart). Il faudra toutefois encore attendre jusqu'en 1987 pour voir le SP et le PS siéger à nouveau au gouvernement fédéral. Depuis, le PS a continué à faire la pluie et le beau temps jusqu'aux élections fédérales de 2014. De 2011 à 2014, le socialiste Élio Di Rupo a occupé le poste de Premier ministre. Quant au *Socialistische Partij Anders* (SP.a), le successeur du SP depuis 2001, il a été relégué dans l'opposition en 2008 mais a fait partie du gouvernement Di Rupo pendant la période de 2010 à 2014. Depuis les années 1990, les partis socialistes ont cédé du terrain à la suite de scandales de corruption et du fait de leur long exercice du pouvoir: en 2014 le SP.a ne récolte plus que 14,2% des suffrages en Flandre et le PS recueille 31% des voix en Wallonie. À la fin des années 1990, le SP tente d'inverser la tendance et limite le pouvoir – jugé néfaste – des fédérations au profit de la direction au sein du parti. Le PS aussi démocratise l'organisation interne de son parti à partir de 1997. Tout comme au SP / SP.a, les membres y élisent désormais directement leur président. Et, tandis que la commission de déontologie du SP.a joue son rôle de gardienne vis-à-vis des mandataires, la commission de vigilance du PS contrôle les infractions aux statuts. Le PS limite également le cumul des mandats rémunérés. À l'inverse du SP.a, les fédérations du PS continuent, malgré ces réformes, à exercer obstinément et puissamment leur influence, déclenchant les scandales qui font tomber les fédérations de Charleroi et de Huy-Waremme sous la curatelle du bureau de parti. À l'aube du 21^e siècle, les fédérations PS sont toujours greffées sur les anciennes circonscriptions électorales (arrondissements), tandis que le SP.a dispose de fédérations provinciales (le niveau auquel les représentants flamands et nationaux sont élus depuis 2003). Et, comme déjà précisé, les voies du PS et du SP.a se sont séparées en 2008 au niveau exécutif: 30 ans après que la fièvre communautaire a fait éclater le PSB, le PS et le SP.a ont été les premiers à pousser la logique fédéraliste au niveau gouvernemental.

En 1920, le POB regroupe le Bureau de Documentation de la Centrale d'Éducation ouvrière, le Bureau de Législation sociale de l'Institut Solvay et la Documentation financière de la Commission syndicale au sein du *Bureau de Documentation du POB*, dirigé par le secrétaire de parti Joseph Van Roosbroeck. En 1933, sous la houlette du vice-président du POB Henri De Man, ce service est réorganisé et rebaptisé *Bureau d'Études sociales* et deviendra par la suite le bureau d'études le plus important du POB. L'*Institut Émile Vandervelde* reprend ce rôle en 1946 pour le compte du PSB. En 1975, le service est scindé. Il faudra encore patienter jusqu'en 1979 pour assister à la création par les flamands du *Studie- en Documentatiecentrum É. Vandervelde-Instituut* (SEVI), à côté du *Centre d'Étude et de Documentation de l'Institut É. Vandervelde* (CEDIEV). Le SEVI est supprimé au milieu des années 1990, suite à l'affaire Augusta, et est intégré dans l'organe central du parti. En 2009, le CEDIEV opte pour la dénomination '*Institut Émile Vandervelde*' (IEV). Parmi d'autres activités, cet institut (appelé ci-après IEV) gère une bibliothèque et un centre d'archives *Bibliothèque et Archives Institut Émile Vandervelde*, agréés par la Communauté française. Tout comme l'AMSAB-ISG – qui n'a aucun lien direct avec le SP.a tout en étant le dépositaire d'archives de partis (flamands) – ce centre d'archives considère l'*Institut national d'Histoire sociale*, fondé en 1937 par l'assureur socialiste *La Prévoyance sociale* (devenue *Assurances P&V*) comme

son prédécesseur historique. Du côté francophone, l'Institut liégeois d'Histoire sociale (ILHS) conserve les archives des fédérations de parti de Liège et Verviers, tandis que l'Institut d'Histoire ouvrière économique et sociale (IHOES) est dépositaire de celle de Huy-Waremme.

En 1911, les diverses sections du mouvement socialiste créent la *Centrale d'Éducation ouvrière* (CEO) afin de pourvoir à l'éducation politique et culturelle des ouvriers et former des militants. La CEO cesse d'exister en 1968. Dans cet ouvrage, elle est considérée comme une association socioculturelle (voir le chapitre 31). Le rôle de la CEO fut repris en 1972 par le centre de formation Herman Vos, supprimé depuis. Dans l'intervalle, c'est l'*Institut Émile Vandervelde* qui assura la formation des cadres francophones. Aujourd'hui, cette tâche a été reprise par l'*Action commune culturelle socialiste* (ACCS) – qui chapeaute et coordonne les activités de tous les organismes socialistes chargés de la formation – et, depuis 1969, par *Présence et Action culturelles* (PAC), la composante principale de l'ACCS.

4.3. Archives

Les procès-verbaux des réunions du Bureau et du Conseil général du POB constituent de loin les sources archivistiques historiques les plus importantes des partis socialistes. L'AMSAB-ISG a retrouvé cette source – longtemps présumée perdue – dans les années 1990 chez un particulier qui plus tard la vendit à l'IEV. L'AMSAB-ISG en a tiré un microfilm, accessible par le biais d'un index par mots-clés et d'un inventaire chronologique :

VANDENBROUCKE (M.), VERMOTE (M.). *Stortingslijst van het archief van de Belgische Werkliedenpartij (BWP) (1892-1939)*. Gand, 2006. Voir aussi :
VERMOTE (M.). Achter de schermen, art. cit.

Depuis 2009, ces procès-verbaux sont consultables en ligne sur www.amsab.be ainsi que sur le site internet de la Commission royale d'Histoire, qui a participé au travail de numérisation.

Les archives du PSB ont été scindées après 1978 : l'IEV a conservé (et rassemble donc désormais) les archives francophones. Quant à l'AMSAB-ISG, il s'est vu confier (selon une décision arbitraire et par ailleurs pas toujours exécutée de façon conséquente) les archives flamandes (l'AMSAB-ISG en est, à ce titre, le dépositaire) dont ont été retirées – sans fil conducteur et de façon irresponsable et irréversible – des archives partielles, des collections et des dossiers. Depuis, l'AMSAB-ISG a procédé à une nouvelle inventarisation de la partie qui lui a été confiée, dont des archives partielles ont été isolées (CEO, *Het Beste Boek*, le Centre d'Action sociale, etc.). À noter que les fonds d'archives de l'AMSAB-ISG continuent toujours à s'enrichir à la faveur de nouvelles donations. Ces archives abritent les rapports du Bureau de parti du PSB, du SP et du SP.a. (VANDENBROUCKE (M.). *Inventaris van het archief van de Belgische Socialistische Partij (1944-1978)*. Gand, 2006).

Pour mieux cerner le fonctionnement du (des) parti(s) socialiste(s) à partir de 1885, les archives des plus grands dirigeants de parti (président, vice-président, secrétaire, etc.) constituent une autre source riche d'informations. Ces archives comportent des dossiers (lettres, rapports, dossiers d'élection, dossiers thématiques, etc.) qui permettent de comprendre les subtilités du fonctionnement du

parti. Stricto sensu, elles relèvent de la section IV de cet ouvrage (archives de personnes privées). Nous mentionnons brièvement les principales d'entre elles, en premier lieu les papiers d'anciens présidents du parti: Émile Vandervelde (1866-1938) (conservés à l'IEV et à l'*Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis* (IISG) à Amsterdam); Henri De Man (1885-1953) (conservés de façon dispersée à l'AMSAB-ISG, à l'IISG, au CEGESOMA, aux archives de la ville de Mürten et aux Archives générales du Royaume (AGR) à Bruxelles; l'inventaire principal est: STEENHAUT (W.), DE CLERCK (J.), SOUBRY (L.). *Inventaris van het archief Hendrik De Man*. Gand, 2003); Max Buset (1896-1959, président de 1945 à 1959). L'essentiel des archives de ce dernier est conservé à l'IEV (FLAGOTHIÉ (L.), FLAGOTHIÉ (R.). *Inventaire d'archives du Fonds Max Buset*. Bruxelles, 1982) mais l'AMSAB-ISG et les AGR à Bruxelles possèdent également des documents le concernant. Le reste des archives de présidents concernent Léo Collard (1902-1981), président de 1959 à 1971 (IEV, AGR à Bruxelles) et Edmond Leburton (1915-1997), président de 1971 à 1973 (IHOES, AGR-Bruxelles et ILHS). Il y a également les archives des co-présidents André Cools (1927-91) et Jos Van Eynde (1907-1992). Les archives de Cools sont conservées à l'AMSAB-ISG et à l'ILHS, et celles de Van Eynde à l'AMSAB-ISG. Les archives de Frank Vandenbroucke, président du SP en 1988-94, sont à l'AMSAB-ISG. Quant à celles de l'ancien président du SP, Patrick Janssens, elles reposent au Stadsarchief Antwerpen (SAA), les archives de la ville d'Anvers.

Des archives personnelles renferment parfois aussi des documents pertinents à propos du fonctionnement de parti. Par ailleurs, il nous faut absolument mentionner les archives (de cabinets) d'anciens ministres comme Edward Anseele sr. et jr., (AMSAB-ISG), Désiré Bouchery (AMSAB-ISG), Max Buset, Willy Calewaert (AMSAB-ISG), Robert Collignon (Archives de la Région wallonne [ARW]), Léo Collard, Lode Craeybeckx (SAA), Norbert De Batselier (AMSAB-ISG), Robert De Lathouwer (*Archief en Museum van het Vlaams Leven te Brussel*-AMVB et AMSAB-ISG), Achille Delattre (AGR), Lydia De Pauw-Deveen (AMVB), Léona Detiège (AMSAB-ISG, SAA), Erik Derycke (AGR), Elie Deworme (AGR), Roger De Wulf (AMSAB-ISG), Didier Donfut (AGR), Christian Dupont (AGR), Hendrik Fayat (AMSAB-ISG, Letterenhuis, Archives de la VUB), Valmy Féaux (Archives de l'État à Louvain-la-Neuve), Marc Galle (AMSAB-ISG), Léon Hurez (Archives de la ville de La Louvière, Archives de la ville de Liège [AVL]), Camille Huysmans (AMSAB-ISG, SAA), Renaat Landuyt (AMSAB-ISG), Edmond Leburton, Anne-Marie Lizin (Archives de l'État à Liège et Centre d'Archives pour l'Histoire des Femmes [CARHIF]), Louis Major (AMSAB-ISG), Jean-Joseph Merlot (IHOES), Gilbert Mottard (ILHS), Philippe Moureaux (AGR), Laurette Onkelinx (AGR), Jef Ramaekers (AMSAB-ISG), Henri Rolin (AGR), Jacques Santkin (AGR), Pascal Smet (AMSAB-ISG), Paul-Henri Spaak (Fondation Paul-Henri Spaak, IEV), Willy Taminiaux (AVL, ARW), Franz Tielemans (AMSAB-ISG), Bruno Tobback (AMSAB-ISG), Léon-Eli Troclet (CEGESOMA, IHOES, ILHS et Fonds d'Histoire du Mouvement wallon), Bruno Tuybens (AMSAB-ISG), Achille et Frank Van Acker (AMSAB-ISG et Archives de l'État à Bruges), Anne Van Asbroeck (AMSAB-ISG), Kathleen Van Brempt (AMSAB-ISG), Jean-Claude Van Cauwenberghe (ARW), Luc et Freya Van den Bossche (AMSAB-ISG), Frank Vandenbroucke (AMSAB-ISG), Alain Van der Biest (AGR), Piet Vermeylen (CEGESOMA), Arthur Wauters (AMSAB-ISG), Jos Wijninckx (AMSAB-ISG), Freddy Willockx (AMSAB-ISG), Yvan Ylieff (AGR), etc.

Des militants qui n'ont jamais occupé le poste de ministre (sauf ministre d'État), mais exerçaient une (grande) influence ou jouissaient d'une autorité morale (au sein des partis socialistes qui se succédèrent) ont eux aussi parfois laissé des archives dignes d'intérêt. Si nous ne pouvons, en effet, nommer tous ces militants, il nous faut néanmoins signaler les archives suivantes : celles de Nic Bal (AMSAB-ISG), Louis Bertrand (AMSAB-ISG, IEV et IISG), Isabelle Blume (IEV), Maurice Bodson (AVL) Fernand Brunfaut (IEV et AMSAB-ISG), Colette Burgeon (AVL), Willy Burgeon (ULB, Archives de l'État à Mons), Jozef Chalmet (AMSAB-ISG), Bob Cools (SAA), Alfred Danhier (AVL), August De Block (AMSAB-ISG), Léon Delsinne (AGR, CEGESOMA), Léon Furnemont (IEV), Wim Geldolf (AMSAB-ISG), Henri La Fontaine (Mundaeum, IEV), Hubert Lapaille (IHOES, FHMW), Henri Lemaire (AMSAB-ISG), Leo Magits (AMSAB-ISG), Jean-Joseph Merlot (IHOES), Hubert Rassart (IEV, ILHS), Mathilde Schroyens (SAA), Georges Truffaut (ILHS), Jos Van Elewijck (AMSAB-ISG et SAA), François Van Belle (FHMW), etc.

Les archives des fédérations et de leurs secrétaires donnent des informations à propos des directives nationales au niveau des arrondissements et des provinces. L'AMSAB-ISG possède les archives des fédérations de Bruges, Gand-Eeklo, Saint-Nicolas, Ostende-Furnes-Dixmude, Anvers, Malines, Alost, Ypres, Louvain et les archives provinciales du SP.A de Flandre occidentale, de Flandre orientale et du Brabant flamand. Cette institution détient également les archives des secrétaires August De Block (Saint-Nicolas), Roger De Kinder (Ostende-Furnes-Dixmude), Robert Detaevernier (Courtrai), Frans Peeters (Louvain), Gilbert Temmerman et Emiel Vergeylen (Gand-Eeklo). L'ILHS conserve les archives des fédérations Liège (correspondance de secrétaires fédéraux depuis 1894, procès-verbaux des organes dirigeants de la fédération, ...) et Verviers (procès-verbaux du bureau fédéral à partir de 1944). L'IHOES abrite les procès-verbaux de la fédération Huy (1902-1907). L'IEV a publié également un *Inventaire des archives conservées dans les fédérations du Parti Socialiste* (Bruxelles, 1982) et Jean Puissant a rédigé une étude magistrale à propos du POB dans le Borinage jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, sur base des archives microfilmées conservées aux AGR (pour l'inventaire, voir PUISSANT (J.). La Fédération socialiste républicaine du Borinage, 1919-1939, in *Res Publica*, 1968, p. 668-670). Nous retrouvons également d'autres sources à propos du mouvement socialiste et du parti en Wallonie (par province et par institution ou individu) dans l'*Inventaire des archives du mouvement ouvrier en Wallonie et à Bruxelles* (Bruxelles, 1986, 2 tomes) de l'IEV.

Enfin, l'AMSAB-ISG possède également des archives de personnes actives au niveau local et de sections locales. Nous ne citerons pas d'exemples car il s'agit d'au moins une centaine de personnes et d'environ 90 archives de sections locales, de clubs et d'associations du parti en Flandre et à Bruxelles. Les archives du *Centrum voor Economisch en Socio-Cultureel Onderzoek* (CESCO) proposent des informations complémentaires à propos du POB-PS(B) anversoïis. L'ILHS dispose d'archives comparables émanant de Unions socialistes communales (Angleur, Bressoux, Glain, Grâce-Berleur, Herstal, Liège, Poulseur, Seraing, Tilleur et Vaux-sous-Chèvremont) ainsi que d'archives de militants locaux comme Léon Brockus, Robert Crahain ou Willy Demeyer, qui nous informent sur le fonctionnement de la fédération liégeoise du parti. Des documents similaires pour

d'autres régions se trouvent à l'IHOES (cf. Ernest Godbille), aux AVL (cf. Victor Ghislain) et au FHMW (cf. Fernand De Troyer).

L'AMSAB-ISG conserve également les documents d'archives (de la plupart) des bureaux d'étude du POB / PSB / PS / SP.a (le Bureau de Recherche sociale, le Bureau de Documentation, les archives de l'Institut Émile Vandervelde (EVI) tout récemment inventoriées ainsi que celles du *Studiecentrum Émile Vandervelde* (SEVI) et de l'organisation coordinatrice EVI [1965-76]). Par ailleurs, l'AMSAB-ISG héberge également les archives des *Jeunes Gardes socialistes / Socialistische Jonge Wacht* (JGS / SJW) depuis 1945 jusqu'au congrès des incompatibilités en 1964, lorsque de nombreux membres tournèrent le dos au PSB et se 'convertirent' au trotskisme. Outre les archives émanant des instances centrales des JGS, ce fonds renferme également des documents relatifs aux sections locales et d'arrondissements, aux finances, des rapports des commissions thématiques, de la correspondance avec des organisations de jeunes à l'intérieur et à l'extérieur du pays ou avec les autres sections du pilier socialiste, etc. Les archives *Jongsocialisten-nationaal* (fin des années 1950-79) comportent les procès-verbaux des réunions, des lettres adressées à et écrites par le secrétariat national du PS(B), des documents financiers, etc. Ces archives sont complétées par celles des anciens Jeunes socialistes Alain Clauwaert, Jo De Schuyter et Wouter Steenhaut (*Kultuuropbouw* Gand). L'AMSAB-ISG abrite également les archives de l'*Institut socialiste des Cadres de Jeunesse* (ISCJ).

L'AMSAB-ISG conserve également les archives du *Arbeidersjeugdverband*, du *Socialistisch Jeugdleidersinstituut* (SJI), du *Socialistische Jeugd* (SJ), de la *Socialistische Jeugdinternationale* (SJI), du *Socialistisch Jeugdverband* (SJV), des *Rode Valken* et des *Socialistische Federaties van Jeugdhuizen* (SFJH) ainsi que des *Jeugd-ateliers* (SFJ). Du côté francophone (IHOES), le fonds Godbille (1936-1994) est intéressant. Ernest Godbille était actif au sein du Mouvement des Jeunes Socialistes, des JGS (comme président), du Conseil national de la Jeunesse et du Conseil provincial des Jeunes. L'inventorisation est en cours. L'ILHS possède des archives des Faucons rouges et des JGS; l'IHOES abrite des archives des JGS de Liège, des Faucons rouges et de Jeunesse socialiste. L'AMSAB-ISG est également dépositaire des Archives de *Zij-Kant* et de son prédécesseur les *Socialistische Vrouwen* (SV) ainsi que *Nationale en Vlaamse Federatie van Socialistische Gepensioneerden*.

Certains fonds d'archives de l'AMSAB-ISG éclairent des pans ou aspects spécifiques de l'histoire des partis socialistes successifs. À titre indicatif, nous citons les archives du *Arbeidershogeschool*, celles d'Isidore et Willy Massin (socialisme au Limbourg), *Avanti* (racines historiques du socialisme gantois), Leo Magits (commission d'honneur PSB et CEO), *Le Peuple*, *Socialistische Omroep*, *SM Het Licht* (journal de parti *Vooruit*), Eugène Hins et Théophile Massart (Première Internationale), *Zij-Kant* (mouvement des femmes socialistes), etc. En d'autres lieux qu'à l'AMSAB-ISG et à l'IEV (qui possède les archives du journal *Le Peuple* pour la période de l'entre-deux-guerres), nous retrouvons également des fonds d'archives du même type. Citons, en guise d'exemple, l'ILHS qui abrite les archives des JGS liégeois, la Confédération des Jeunes Socialistes, les Pensionnés socialistes et la Centrale d'Éducation ouvrière. Et également au sein d'institutions à première vue moins évidentes, sont conservés des documents pertinents relatifs à l'histoire du socialisme belge. Nous ne pouvons citer ici tous les fonds d'archives

ou institutions. Pointons donc les plus importants, notamment les fonds Willy Burgeon (composition et fonctionnement de l'Action commune socialiste dans les années 1960-80), G. Housiaux (le PSB et la problématique congolaise) et Louis De Brouckère (Cercle des Étudiants socialistes), conservés au sein des archives de l'Université libre de Bruxelles ou encore les archives personnelles d'éminents socialistes tels Léon Delsinne, Léon-Éli Troclet (Conférences nationales du Travail en 1944-45), Piet Vermeylen (socialistes belges à Londres), Leopold De Hulster (résistance socialiste) au CEGESOMA. Les AGR abritent les fonds Raffin-Tholiard (socialisme colinsien) et Jules Destrée (enseignement et culture dans l'entre-deux-guerres) tandis que l'AMVC-*Letterenhuis* détient des fonds d'archives de Lode Craeybeckx. Le Fonds d'Histoire du Mouvement wallon possède des documents relatifs à d'éminents socialistes comme Maurice Bologne (fédéralisme socialiste), Jean Marcy (PSB clandestin), Simon Paque (BSP-PSB dans les années 1940-1947), Fernand Dehousse et François Van Belle. L'AMVB conserve des archives du cercle August Vermeylen tandis que les archives de l'Université catholique de Louvain (UCL) hébergent les fonds d'archives de Raymond & Luc Rifflet (mouvement socialiste en et d'Europe, *Les Cahiers socialistes*).

4.4. Publications

4.4.1. Périodiques

À partir de la fin des années 1860, paraissent *L'Internationale* (Bruxelles, 1869-1873) et *De Werker* (Anvers, 1868-1879) sous la bannière socialiste. *De Werker* devient en 1875 l'organe des sections flamandes et celui du Vlaamse Socialistische Arbeiderspartij en 1877. À partir de 1879, les socialistes d'Anvers éditent également un hebdomadaire, *De Werker*. Avec *De Volkswil* (Gand), cet organe forme en 1881 *De Toekomst* (Gand, 1881-1889) qui se profile comme journal socialiste pour la Flandre. L'hebdomadaire bruxellois *La Voix de l'Ouvrier* fut le premier journal du Parti socialiste belge (1879-1880) et ensuite des ligues ouvrières de l'arrondissement de Bruxelles (1884-1885). Après la création du POB (1885), *Vooruit* (Gand) et *Le Peuple* (Bruxelles) s'imposent comme journaux de parti. *Vooruit* démarre comme journal de circonstance lors des élections pour les conseils de prud'hommes pour devenir ensuite, à partir de 1885, un organe officiel du parti. Jusqu'en 1940, le prix de l'abonnement est inclus dans la cotisation au parti. À la fin des années 1970, *Vooruit* commence à périlcliter. Le 1^{er} décembre 1978, le titre est retenu comme vitrine gantoise du *De Morgen*.

La *Volksgazet* (Anvers, 1914-1978), née de la fusion de *De Werker* et de *De Volkstribuun*, rivalise après la Première Guerre mondiale avec *Vooruit*, en tant qu'organe de parti néerlandophone (avec de nombreux lecteurs au Limbourg et dans le Brabant flamand). En 1978, sa faillite est inéluctable suite à un tirage en baisse et des problèmes financiers. Après la 'mort' du *Vooruit* et de la *Volksgazet*, la *Socialistische Gemeenschappelijke Actie* (SGA) souhaite conserver un journal de gauche. Le 1^{er} décembre 1978, le quotidien *De Morgen* est lancé dans les locaux du *Vooruit* avec sa rédaction. À partir du 1^{er} mars 1983, *De Antwerpse Morgen* paraît en tant qu'édition régionale de ce nouveau quotidien.

En 1885, *Le Peuple* se profile comme l'«Organe quotidien de la démocratie socialiste». Graduellement, ce journal de parti absorbe d'autres journaux régio-

naux socialistes, comme *L'Avenir du Borinage* en 1928 (ce titre disparaîtra définitivement en 1937), le journal verviétois *Le Travail* en 1953 et *Le Monde du Travail* (publication clandestine créée à Liège pendant la Seconde Guerre mondiale) en 1946. Certains titres continuent à paraître en édition locale. Après la Seconde Guerre mondiale, *Le Peuple* se déclare *Organe quotidien du PSB*. En 1960, il devient le *Quotidien d'information du PSB*. Tout comme les journaux *Vooruit* et *Volksgazet*, *Le Peuple* doit lui aussi faire face à des problèmes financiers croissants dans les années 1970. À partir d'octobre 1974, le journal collabore avec *Le Journal et l'Indépendance* pour ses informations nationales, internationales, culturelles et sportives. Ce journal avait été lancé en 1967 après la fusion du *Journal de Charleroi* et *L'Indépendance* (tous deux propriétés du syndicat socialiste). Le 1^{er} janvier 1980, *Le Journal et l'Indépendance* rachète le titre *Le Peuple* et, à partir de novembre 1983, *Le Peuple* se profile comme un journal progressif, non partisan. *Le Peuple* met la clé sous le paillason en 1998. Le journal progressiste indépendant *Le Matin* le remplace mais disparaît à son tour dès 2001.

À partir de 1896, le POB dispose lui aussi de sa revue avec *L'Avenir social. Revue du Parti ouvrier belge* (Bruxelles, 1896-1906), proposant des chroniques du et concernant le mouvement ouvrier à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières. Après la Première Guerre mondiale, le *Bulletin mensuel du Parti ouvrier belge* (Bruxelles, 1920-1925) reprend le flambeau. Après la Seconde Guerre mondiale, le PSB publie successivement les revues destinées aux affiliés *Le Militant de base* et *De Basismilitant* (Bruxelles, 1945-1949), *Bulletin intérieur du Parti socialiste belge* et *Inlichtings- en documentatieblad. Maandblad van de BSP* (Bruxelles, 1951-1959), *Directives et documentation. Revue mensuelle du PSB* (Bruxelles, 1953-1969) et *En direct du PSB* (Bruxelles, 1970-). Plus tard, le centre de formation Herman Vos et/ou le SP / sp.a. publieront successivement *Doelrood. Inlichtings- en documentatieblad* (Bruxelles, 1976-1979), *Doorbraak '80* (Bruxelles, 1980-1992), *Doen* (Bruxelles, 1992-1999), *Tapas* (Bruxelles, mars 2006-2008) et *Kd.* (Bruxelles, 2008-). À partir de l'entre-deux-guerres, le journal *Voor Allen* paraît dans quasiment toute la Flandre grâce aux éditions régionales et succède à divers journaux locaux. Hormis celle de la fédération sp Alost-Audenarde-Renaix, toutes les éditions seront arrêtées dans les années 1980.

Le SEVI fait paraître *Socialistische Standpunten* de 1954 à 1993, qui propose des contributions relatives à des problèmes sociaux, économiques, politiques, culturels et internationaux. En 1993, cette revue est remplacée par *Samenleving en politiek* (Bruxelles, 1994-), publié par la *Stichting Gerrit Kreveld* (Fondation Gerrit Kreveld). L'IEV publie dès 1954 la revue *Socialisme* et depuis 1996 *Réflexions*.

Le *Studie- en Documentatiecentrum É. Vandervelde-instituut* (SEVI) publiera encore des *SEVI-dossiers* thématiques (Bruxelles, 1980-81), des *SEVI-publicaties* (Bruxelles, 1982-83) et à nouveau des *SEVI-dossiers* (dossiers à feuillets libres proposant des contributions techniques en rapport avec l'actualité, édités à Bruxelles à partir de 1983). L'Institut É. Vandervelde publiera, entre autres, *Note de documentation* (Bruxelles, 1969 (n° 35)-1977), *Note de documentation. Nouvelle série* (Bruxelles, 1978-) et *Note de documentation. Collection minor* (Bruxelles, 1982-). À l'origine, la série de notes documentaires se limitait surtout à la retranscription de données émanant d'autres instances mais, à partir de 1976, l'on constitue de plus en plus ses propres dossiers (thématiques).

La Fédération nationale des Jeunes Gardes socialistes (JGS) publie entre 1931 et 1936 les revues *La Jeune Garde* et *JGS La Jeune Garde* destinées à ses affiliés. Après la fusion avec Jeunesse communiste, la Fédération unifiée des Jeunes Gardes socialistes publie *JGS. Jeunesse nouvelle* (Bruxelles, 1936-1940). Le mouvement reconstitué publie à nouveau, après la Seconde Guerre mondiale, *La Jeune Garde* (Bruxelles, 1953-58), qui deviendra *La Jeune Garde socialiste* (1958-1964). En 1964, les Jeunes Socialistes (JS) remplacent les JGS. Les JS sortent successivement les revues pour affiliés *L'Alternative* (Bruxelles, 1972-1978), *JS. Contact* (Bruxelles, 1978-1979) et *JS. Action* (Bruxelles, 1982-). La *Socialistisch Jeugdverbond* – remplacée par les *Jongsocialisten* en 1955 – publie dès 1945 la revue pour affiliés *Jeugd* (Bruxelles, 1945-1957) et les bulletins des dirigeants *De Nieuwe Weg* (Bruxelles, 1952-1957 et 1958-1967), *Nu* (Bruxelles, 1968-1986) et *JS. Kontakt* (Bruxelles, 1973-1986) qui proposent également des dossiers thématiques.

Parmi les journaux de tendance les plus importants au sein du parti socialiste, pointons *L'Action socialiste* (Bruxelles, 1932-1936), *La Gauche* (Bruxelles, 1956-1965), *Links* (Gand, 1958-1987) et *Nieuw Links* (Gand, 1987-1998).

4.4.2. *Autres publications*

Les partis socialistes successifs ont publié des rapports administratifs dès 1889. Y figure généralement un compte rendu (d'évaluation) du fonctionnement du parti et de sa gestion au cours de la période précédant le congrès (administratif). Ces rapports prévoient de plus en plus souvent un espace dédié aux différentes sections et/ou organisations sœurs du parti (groupes de femmes et de jeunes, organisations des mandataires (locaux), pensionnés, etc.) et les mutualités, la coopérative et le syndicat également, y publieront donc leur compte rendu jusqu'à la période de l'entre-deux-guerres. Mais bien vite la publication va s'essouffler et ces organisations seront alors amenées à sortir leurs propres rapports administratifs, destinés à leurs propres congrès. À compter du début du 20^e siècle, des thématiques (politiques) urgentes ont été débattues lors de congrès qualifiés d'extraordinaires tandis que le deuxième quart de ce même siècle a vu se développer rapidement la tenue de congrès à thème (autour de la problématique du logement, des élections, etc.). Les congrès thématiques et extraordinaires ont affecté la périodicité des congrès administratifs (périodicité annuelle au début, bisannuelle ensuite). Au jour d'aujourd'hui, il est parfois très difficile de déterminer si un congrès passé fut d'ordre administratif, extraordinaire ou encore thématique : un véritable casse-tête pour le bibliothécaire contemporain ! La série (quasi) complète des comptes rendus de congrès 'nationaux' de 1885 à ce jour des partis socialistes qui se sont succédé peut être consultée à l'AMSAB-ISG et/ou à l'IEV. Petit à petit, les fédérations de partis ont été amenées à assurer la publication de leurs propres rapports d'activités.

Dans le passé, les partis socialistes ont publié deux annuaires qui, au moment de leur parution, proposaient un tableau global du parti socialiste et du mouvement : il s'agit de l'*Annuaire du Parti ouvrier* (Bruxelles, 1914) et du *Socialistisch jaarboek. Annuaire socialiste* (Bruxelles, 1962). La fédération bruxelloise du POB publie de 1911 à 1939 les *Annuaire du Propagandiste*, qui mentionnent la composition des organes dirigeants du POB, de sa fédération bruxelloise et des sections

de cette fédération. Quant à la fédération anversoise du PS(B), elle publiera des annuaires à partir des années 1960.

La plupart des sources de publications relatives au socialisme belge se limitent généralement à la période préalable à la formation effective du parti (jusqu'en 1880). Nous songeons plus particulièrement à :

BAYER-LOTHE (J.). *Documents relatifs au mouvement ouvrier dans la province de Namur au XIX^e siècle*. Louvain-Paris, 1967.

WOUTERS (H.). *Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging (1831-1853)*. Louvain-Paris, 1963, 2 tomes.

WOUTERS (H.). *Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging (1853-1865)*. Louvain-Paris, 1966.

WOUTERS (H.). *Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de 1^e Internationale (1866-1880)*. Louvain-Paris, 1970-1971, 3 tomes.

OUKHOW (C.). *Documents relatifs à l'histoire de la Première Internationale en Wallonie*. Louvain-Paris, 1967.

DEVREESE (D.). *Documents relatifs aux militants de l'Association internationale des Travailleurs. Correspondance 1865-1872*. Louvain-Paris, 1986.

DE WEEERDT (D.). Het verslagboek van de Gentse sectie van de Vlaamsche Socialistische Partij in de jaren 1877-1878, in *BCRH*, 1957, p. 1-125.

LHOEST-OFFERMANN (H.). *Recueil de documents relatifs à la propagande des mouvements socialistes au XIX^e siècle à Bruxelles*. Bruxelles, 1967.

Publie des documents des précurseurs du POB et du POB lui-même et traite également des contre-propagandes libérale et catholique.

Les sites internet les plus pertinents concernant le mouvement socialiste et les instituts d'archives dépositaires de fonds y relatifs sont (par ordre alphabétique) : pour l'AMSAB-ISG : www.amsab.be; pour l'IEV : www.iev.be; pour l'IHOES : www.ihoes.be; pour l'IISG : search.iisg.nl; pour l'ILHS : www.ps-federation-liege.be/cms/ilhs; pour PAC : www.pac-g.be; pour le PS : www.ps.be et pour le sp.a : www.sp.be.

La plupart des institutions disposent de catalogues en ligne. Pour l'IHOES, le CEGESOMA et le Mundaneum il s'agit du système Pallas, pour l'AMSAB-ISG d'un catalogue ADLIB. Le site de l'IEV et celui de l'ILHS disposent d'une liste d'archives. Un clic suffit pour consulter l'inventaire de chaque fonds conservé à l'IEV. Les inventaires de l'AMSAB-ISG se trouvent également en ligne.

5. Les partis communistes

Rik Hemmerijckx

5.1. Bibliographie

GOTOVITCH (J.). Histoire du Parti communiste de Belgique, in *CH CRISP*, 1997, n° 1582.

GOTOVITCH (J.). *Du communisme et des communistes en Belgique. Approches critiques*. Bruxelles, 2012.

LIEBMAN (M.) e.a. *Een geschiedenis van het Belgisch communisme, 1921-1945*. Gand, 1980.

- LIEBMAN (M.). Les origines et la fondation du Parti communiste de Belgique, in *CH CRISP*, 1963, n° 197.
- RENARD (C.). *Octobre 1917 et le mouvement ouvrier belge*. Bruxelles, 1967.
- REYNTJENS (L.). De eerste kommunistische groepen in België en hun fusie tot de kommunistische eenheidspartij, in *Vlaams Marxistisch Tijdschrift*, 1971, n° 4.
- DUTOIT (C.). *Jef Van Extergem en de Vlaamse beweging*. Anvers, 1983.
- DELWIT (P.), GOTOVITCH (J.), eds. *La peur du rouge*. Bruxelles, 1996.
- DELWIT (P.). *PTB: nouvelle gauche, vieille recette*. Liège, 2014.
- VAN DOORSLAER (R.). *De KPb en het Sovjet-Duits niet-aanvals-pakt tussen augustus 1939 en juli 1941*. Bruxelles, 1975.
- GOTOVITCH (J.). *Du rouge au tricolore: les communistes belges de 1939 à 1945*. Bruxelles, 1992.
- HEMMERIJCKX (R.). *Machtsstrijd om het ABVV 1940-1949: van verzet tot koude oorlog*. Bruxelles, 2003.
- BOXHOORN (A.). *The Cold War and the Rift in the Governments of National Unity. Belgium, France and Italy in the Spring of 1947*. Amsterdam, 1993.
- DE RIDDER (W.). De communistische subjectiviteit onder de Koude Oorlog: de uitsluitingen uit de Kommunistische Partij van België (1944-1956), in *RBHC*, 2006, 1-2, p. 157-195.
- Petites fleurs rouges de la grande grève. Contributions à l'histoire du PCB 1960-1965, in *Cahiers marxistes*, 2002, n° 220.
- NAIF (N.). *L'Eurocommunisme en Belgique. Crises et débats autour d'une voie au socialisme (1954-1982)*. Bruxelles, 2004.
- DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.). The Decline and Fall of the Communist Party of Belgium, in BULL (M.), HEYWOOD (P.), eds. *West European Parties After the Revolutions of 1989*. New York, 1994, p. 119-145.
- MEYNEN (A.). De KPb, het stalinisme en de Belgische anomalie, in *Vlaams Marxistisch Tijdschrift*, 2005, n° 391.
- SCHANDEVYL (E.). *Tussen revolutie en conformisme. Het engagement en de netwerken van linkse intellectuelen in België 1918-1956*. Bruxelles, 2011.
- VERSTRAETE-HANSEN (L.). *Littérature et engagements en Belgique francophone*. Bruxelles, 2003.
- Communisme en Belgique. Numéro thématique de *Brood & Rozen*, 1997, 4.
- DE BEULE (N.). *Het Belgisch trotskisme, de geschiedenis van een groep oppositionele communisten, 1925-1940*. Gand, 1980.
- LORNEAU (M.). Le mouvement trotskyste belge, septembre 1939-décembre 1964, in *CH CRISP*, 1984, n°s 1062-1063.
- CHAUVIER (J.-M.). Gauchisme et nouvelle gauche en Belgique, in *CH CRISP*, 1973, n°s 600-603.
- STUTJE (J.-W.). *Ernest Mandel: rebel tussen droom en daad 1923-1995*. Anvers-Gand, 2007.
- Voir également la bibliographie dans : LIEBMAN (M.) e.a. *Een geschiedenis, op. cit.*, p. 142-150.

5.2. Aperçu historique

La révolution d'Octobre de 1917, qui a débouché sur la création d'un État soviétique prolétarien sur le territoire de l'ancienne Russie, constitue l'un des événements les plus marquants de l'histoire du xx^e siècle. La naissance de l'Union soviétique n'a pas seulement eu une portée géopolitique, elle a également entraîné des répercussions sur le mouvement ouvrier socialiste. En effet, avec l'apparition de divers partis communistes et du Komintern, l'organe directeur du mouvement communiste mondial, la social-démocratie dut faire face à un redoutable concurrent à sa gauche. La Belgique ne tarda pas à connaître elle aussi cette dichotomie avec la création d'un *Kommunistische Partij van België* (КРВ) / *Parti communiste de Belgique* (PCB) en septembre 1921. Il s'agissait en fait d'une opération de fusion orchestrée par le Komintern entre deux groupes, l'un dirigé par Joseph Jacquemotte et l'autre par War Van Overstraeten.

Ce parti occupa, dans un premier temps, une place relativement modeste au sein de l'échiquier politique belge, mais il réussit néanmoins à envoyer deux représentants au Parlement en 1925. Le Parti communiste belge parvint à se consolider, mais resta sensible à l'évolution politique au sein de l'Union soviétique. Après le retrait de Trotski au profit de Staline dans la course au pouvoir, le groupe protrotskiste de Van Overstraeten fut mis à la porte du PCB en 1928 et fonda un mouvement trotskiste qui continua par la suite à exister en marge du mouvement ouvrier.

Le PCB emmené par Jacquemotte réussit à se maintenir grâce au soutien du Komintern. Traversant la crise des années 1930, le parti parvint à élargir sa base et à gagner neuf sièges au Parlement, un succès dû principalement à son agitation pendant la grève minière de 1932, à sa politique de Front populaire et à son indéfectible soutien à l'Espagne républicaine en 1936.

En réponse aux sensibilités nationalistes, l'aile flamande du PCB se transforma en *Vlaamse Kommunistische Partij* en 1937; l'année suivante, fut également créée une *Commission Wallonne*. Cette division fut toutefois supprimée pendant les années de guerre et le PCB retrouva alors sa structure unitaire.

Avec le pacte germano-soviétique de non-agression d'août 1939, le PCB se retrouva dans une situation politique délicate et fut contraint de modérer son antifascisme virulent pour adopter une position plus neutre. L'invasion allemande de l'Union soviétique (juin 1941) permit au parti de s'engager pleinement dans la résistance et de devenir un moteur du Front de l'Indépendance. Ce rôle dans la résistance conféra au PCB un prestige tel qu'il fit partie des gouvernements successifs, d'octobre 1944 à mars 1947. Le parti atteignit alors le sommet de sa force et remporta 23 sièges au Parlement lors des élections de 1946.

Toutefois, la Guerre froide isola politiquement le PCB dont le pouvoir parlementaire s'effrita assez rapidement. Le parti connut encore un sursaut après la grève de 1960-61, mais le déclin se poursuivit inexorablement. Le conflit qui opposa la Chine à l'Union soviétique ne fut pas non plus sans influence sur le Parti communiste belge: en 1964, l'aile prochinoise dirigée par Jacques Grippa s'éloigna du parti.

La problématique communautaire s'imposa progressivement à partir des années 1960, mais, contrairement aux autres partis unitaires, elle ne se traduisit

pas immédiatement par une rupture officielle entre les deux ailes linguistiques du PCB. L'année 1971 vit toutefois la confirmation de l'existence d'une aile flamande et d'une aile wallonne au sein du Comité central et du Bureau politique. En 1974, trois conseils régionaux furent instaurés au sein du Comité central, mais le véritable régionalisme ne fut appliqué dans les structures du parti que lors du congrès de décembre 1982. De nouvelles structures régionales furent mises en place, en plus des organes de direction nationaux : un conseil et un bureau francophones d'un côté, ainsi qu'un conseil et un bureau flamands de l'autre. Le régionalisme ne parvint toutefois pas à enrayer le déclin du parti qui perdit ses derniers représentants au Parlement en 1985. Suivit la création effective de deux partis communistes distincts lors du congrès de mars 1989. La chute du mur de Berlin en 1989 et l'implosion de l'Union soviétique en 1991 renforcèrent la désintégration du PCB. En Flandre, la parti cessa d'exister, mais en Wallonie, le *Parti communiste* tenta de se maintenir dans quelques centres locaux.

À côté de l'ancien Parti communiste, deux nouveaux partis se sont formés à l'extrême gauche de l'échiquier politique. Dans la foulée du mouvement estudiantin de 1968, un mouvement maoïste vit le jour en 1970 : *Alle Macht aan de Arbeiders* (AMADA). Cette organisation qui, initialement, n'était active qu'en région flamande, se dota d'une aile francophone à partir de 1974 avec la fondation de *Tout le Pouvoir aux Travailleurs* (TPO). En 1979, ce mouvement se transforma en un parti, le *Partij van de Arbeid* (PVDA) – *Parti du Travail de Belgique* (PTB). Cette formation adopta une attitude très militante et fit graduellement ombrager à l'ancien Parti communiste. En 2014, le PTB réussit à faire élire deux députés au Parlement fédéral.

On dénombre également un courant trotskiste. La *Revolutionaire Arbeidersliga / Ligue révolutionnaire des Travailleurs* (RAL / LRT) fondée en 1971 donna naissance à un petit parti : le *Socialistische Arbeiderspartij* (SAP) / *Parti Ouvrier Socialiste* (POS), fondé en 1984. Celui-ci se présente comme la section belge de la IV^e Internationale. En 2007, l'aile francophone devint la *Ligue communiste révolutionnaire* (LCR). Le parti trotskiste ne parvint jamais à acquérir un poids électoral important.

5.3. Archives

Les archives du PCB ont subi de profondes modifications depuis les années 1990. Les archives du parti, initialement confiées à la Fondation Joseph Jacquemotte, sont gérées depuis 1995 par deux institutions : le Centre des Archives communistes en Belgique (CARCOB) d'une part et le Documentatie- en Archiefcentrum van de Communistische Beweging (DACOB) d'autre part. Mais plusieurs autres établissements ont acquis un rôle important dans le domaine des archives communistes.

Il reste peu d'archives du parti concernant l'entre-deux-guerres au DACOB et au CARCOB. La plupart des documents de cette époque ont été rassemblés en plusieurs dossiers. À cela s'ajoutent les documents des archives du Komintern et de l'ancien Institut du Marxisme-Léninisme à Moscou qui ont été enregistrés sur microfilms. Ces dossiers peuvent être complétés par la presse du parti datant de l'entre-deux-guerres (voir la liste ci-dessous) et par les données de quelques rares archives privées, et notamment celle de Joseph Jacquemotte, Jef Van Extergem, Georges Cordier, Charles Massart, Jean Taillard ou Joseph Thonet.

L'étude du PCB pendant l'occupation repose essentiellement sur la presse clandestine (CARCOB, CEGESOMA, IHOES). Pour cette période, il est également utile de consulter les archives personnelles dans diverses institutions, ainsi que les dossiers du Service des Victimes de la Guerre du Ministère de la Santé publique et les archives du Front de l'Indépendance à Bruxelles. Nous signalons également les documents de l'Armée belge des Partisans avec laquelle le PCB entretenait des liens étroits. Ils sont repris dans un inventaire :

GOTOVITCH (J.). *Archives des Partisans armés. Louis Van Brussel. Bundesarchive. Fondation J. Jacquemotte. Bruxelles, 1974.*

Pour la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale en revanche, les archives des organes de direction nationaux du PCB sont disponibles au CARCOB et au DACOB. Elles comprennent entre autres les documents du Secrétariat national, du Bureau politique, du Comité central, des congrès successifs, du Secrétariat international, des Bureaux d'organisation, des Secrétariats flamand et francophone, du Bureau d'agitation-propagande, de l'École centrale du Parti et de quelques commissions : féminine, santé et commission du contrôle politique (CCP). Cette dernière archive contient plus de 3000 dossiers personnels des militants du parti datant des années 1944-1970. Les dossiers de la CCP francophone au CARCOB et à l'IHOES sont inventoriés dans l'instrument de travail suivant :

RIKIR (M.). *Catalogue des dossiers PCC. Répertoire des dossiers personnels constitués par la Commission de Contrôle Politique pour les fédérations de Wallonie et les militants francophones de la fédération de Bruxelles. Bruxelles, 1993.*

Les dossiers de la partie flamande sont également répertoriés, mais doivent être consultés sur place.

Les dossiers relatifs aux congrès du PCB ont été inventoriés :

BEER (A.). *Inventaire des archives des congrès nationaux du PCB (1919-1982). Bruxelles, 1986.*

Les dossiers des organes de direction nationaux du PCB ont été inventoriés et réordonnés par S. De Coninck et J. Verhelst. Ils sont consultables via www.dacob.be/archieven.html or www.carcob.eu (Collections: archives du PCB).

Différentes fédérations du PC (Borinage, Liège, Bruxelles, Namur, Anvers, Charleroi, etc.) et quelques organisations apparentées au PCB (Association Belgique-Vietnam, Association des Juristes démocrates, Cercle d'Éducation populaire, Comité Rozenberg, Étudiants communistes de Liège, Frans Mase-reelfonds, Fondation J. Jacquemotte, IMAVO, Jeunesse communiste de Belgique, Lecture pour Tous, Rassemblement des Femmes pour la Paix, Union belge pour la Défense de la Paix, Union des Pionniers de Belgique) ont déposé leurs archives au CARCOB et au DACOB. Il existe en outre plusieurs archives privées de militants du PC. Nous citons ici les plus importantes : Pierre Beauvois, Isabelle Blume, Jean Blume, Lucienne Bouffioux, Paul Boulanger, Fernand et Louise Brunfaut, Ernest Burnelle, Felix Coenen, Robert Crivit, Marcel Couteau, Albert De Coninck, Marc Drumaux, Albert Faust, Jean Fonteyne, Michèle Fonteyne, George Goeminne, Serge Govaert, Marie Guisse, Jean-Jacques Heirwegh, Joseph Jacquemotte, Fernand Jacquemotte, Madeleine Jacquemotte-Thonnart, Pierre

Joye, Julien Lahaut, Lucie Lauwers, Camille Lejeune, Jacques Lemaître, Marcel Levaux, Rosine Lewin, Ludo Loose, Leo Michielsens, Ferdinand Minnaert, Maurice Magis, Griet Marechal, Jacques Moins, Henri Mordant, Gaston Moulin, René Noël, Susa Nudelhole, Jules Pirlot, Claude Renard, Jean Tailland, Jean Terfve, Victor Thonet, Georges Van den Boom, Frans Van den Branden, Michel Vanderborght, Louis Van Geyt, Jules Verhelst, Jaak Withages en Bob Wolstijn. Les archives du leader du Parti tombé en disgrâce, Edgar Lalmand, ont été détruites par la famille. Récemment, deux carnets de notes de Lalmand (1950-1951) ont toutefois été déposées au DACOB.

Quelques organisations communistes agissant indépendamment du PCB ont également confié leurs archives au CARCOB et au DACOB. Nous citons ici les fonds du PCB prochinois de Jacques Grippa, ainsi que les archives de Georges Pétré et de Daniel Rochette. Plusieurs militants étrangers émigrés du PC comme Sanchez Diez (Espagne), Angel Enciso (Espagne) et Mario Bustos (Chili) y ont versé leurs archives. Pour plus d'informations actuelles, voir www.dacob.be et www.carcob.eu.

En ce qui concerne l'AMSAB-ISG, nous renvoyons notamment aux archives personnelles de Jules Black, Bert Blansaer, Emilienne Brunfaut, Koen Calliauw, Luc Carnier, Roger Caudron, Georges Cordier, Nadine Crappé, André De Smet, Chantal De Smet, Miel De Wilde, Louis Deltour, Robert Dussart, Roger Hantson, Georges Hebbelinck, Sam Herssens, Karel Maes, Leo Michielsens, Frans Morriëns, Paul Libois, Louis Roth, Andrée Thonnart, Jef Turf, Charles Van der Vinck, Bert Van Hoorick, René Verdoodt, Jaak Withages et aux archives de plusieurs organisations proches du PCB: Union belge pour la Défense de la Paix, Eenheidssyndicaat van Aalst, Frans Masereelfonds, Union des Pionniers de Belgique, Association Belgique-RDA, Vlaamse Kommunistische Studenten en Vrede. Nous mentionnons en outre les documents sur microfilms du «complot des communistes» de 1923-1924, retrouvés dans les archives du Procureur du Roi. Plusieurs de ces documents sont analysés dans un article:

HEMMERIJCKX (R.). Tussen hamer en sikkel: Communistische archieven in het AMSAB en het CLM, in *Brood & Rozen*, 1997, 4, p. 145-150.

Les papiers d'Émilienne Brunfaut ont été répertoriés dans une publication à part:

VRIELYNCK (S.). *Stortingslijst van het archief van Émilienne Brunfaut (1908-1986)*. Gand, 2005.

Pour des informations plus à jour, veuillez consulter le site www.amsab.be.

L'IHOES conserve des archives partielles du PCB national (1932-1933), de la CCP, de la fédération liégeoise du PCB, de la section PCB de Poulseur, de l'Union liégeoise pour la Défense de la Paix, ainsi que de quelques militants communistes: Marcel Baiwir, André Beauvois, René Beelen, Freddy Bernard, Jo Boute, Émilienne Brunfaut, Georges Cordier, André Dans, Joseph Davenne, Théo Dejace, Marcel Deprez, Jean Derkenne, Edmond Dubrunfaut, Jules Gusbin, René Klutz, Fernand Lefebvre, Jacques Lemaître, René Letawe, Marcel Levaux, Marcel Ninnin, Willy Peers, Charles Rahier, Xavier Relecom, Joseph Stas, Victor Thonet et Albert Wolf. Pour des informations plus à jour, veuillez consulter le site www.ihoes.be.

Le CEGESOMA possède les archives de la Commission culturelle du PCB, ainsi que de quelques militants : Henri Buch, Aloïs Gerlo, Leon Leplat, Paul Libois, Luc Somerhausen, Albert Van Loo. Les papiers d'Aloïs Gerlo sont répertoriés dans un inventaire :

GOTOVITCH (J.). *Inventaires 6. Papiers privés. J. Bondas – L. Delsinne – A. Gerlo – A. Huyssens – Ch. Overputte – H. Rolin – M. Sonnevillle – G. Vereeken – A. Wauters. Collection An 40.* Bruxelles, 1977.

En ce qui concerne les Archives générales du Royaume à Bruxelles, il convient de signaler les archives de Jean Terfve, qui ont été inventoriées :

VERHELST (J.). *Inventaire des archives du Comité international pour la Sécurité et la Coopération européennes (CISCO), de l'Overlegcentrum voor de Vrede et de Jean Terfve.* Bruxelles, 1998.

Le Cercle Louis Tayenne à Dampremy est une initiative locale, mais il conserve quelques archives intéressantes : celles des fédérations du PCB du Borinage et de Charleroi, ainsi que de quelques militants communistes : Georges Glineur, Henri Glineur, Robert Tangre, Maurice Magis. Par souci d'exhaustivité, nous mentionnons également les archives de la ville de Lokeren, qui conservent le registre des procès-verbaux de la section PCB de cette localité. Des traces de certains militants belges ayant eu une carrière internationale peuvent également être retrouvées dans des archives à l'étranger. Ainsi, les dossiers du procès de Jean Fonteyne se trouvent dans les archives du PC français, déposées aux archives départementales de Seine-Saint-Denis.

Étant un parti à vocation internationale, le PCB a attiré différents intellectuels, écrivains et artistes. Les archives de quelques-uns d'entre eux revêtent une certaine importance pour l'histoire du PCB. Nous mentionnons ici entre autres les papiers de Charles Plisnier (Musée royal de Mariemont), Christian Dotremont, Marcel Mariën et Paul Nougé (Archives et Musée de la Littérature), Achille Chavée (Archives de la ville de La Louvière, Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique), Marcel Defosse (ULB). Bien qu'ils n'aient jamais été officiellement membres du PCB, il convient également de citer André Mommen et Rudi Van Vlaenderen. Leurs archives sont disponibles au DACOB et au CARCOB.

Les archives d'Achille Chavée sont répertoriées dans un inventaire :

BECHET (C.), DELPLANCQ (T.), FORMERY (V.). *Inventaire du fonds Achille Chavée.* La Louvière, 2006.

En tant que courant communiste dissident, le trotskisme belge a laissé des traces écrites dans différentes institutions. L'AMSAB-ISG conserve les archives nationales de la section belge de la IV^e Internationale. Elles sont répertoriées dans un inventaire :

DE CONINCK (R.). *Inventaris van het archief van de Belgische afdeling van de Vierde Internationale.* Gand, 1997.

Par ailleurs, les chercheurs peuvent également consulter les archives de la section gantoise de la LRT et de différentes personnes privées : Marijke Colle, Nadya De Beule, Leon De Lee, Guy Desolre, Peter DURING, Jos Geudens, Adhémar

Hennaut, Flor Vandekerckhove, Emile Van Ceulen, Fons Van Cleemput, Henri Vaume. Intellectuel et publiciste, Ernest Mandel a joué un rôle central dans la IV^e Internationale. Ses vastes archives sont conservées à l'IISG à Amsterdam, où l'on trouve également les archives de Georges Verreeken et de Georges Dobbeleer. Une autre partie des archives Dobbeleer est disponible à l'IHOES. Les archives authentiques de Verreeken se trouvent à la Houghton Library de l'université de Harvard (États-Unis). Des copies des archives de guerre de Verreeken sont disponibles au CEGES et ont été répertoriées dans un inventaire :

GOTOVITCH (J.). *Inventaires 6. Papiers privés, op. cit.*

Une autre partie des archives Dobbeleer a été déposée à l'IHOES. Cette institution conserve par ailleurs une partie des archives de la LRT (1969-1977). DACOB et CARCOB possèdent également quelques archives trotskistes : les archives de Freddy De Pauw et de la IV^e Internationale posadiste. Ajoutons également le Centre d'Histoire et de Sociologie des Gauches (CHSG) de l'ULB, qui conserve les papiers d'Adhémar Hennaut et d'Ottorino Perrone. Ce dernier fonds a été répertorié dans un inventaire :

DE COCK (J.) e.a. *Inventaire du fonds Perrone. Le communisme «bordighiste» exilé en Belgique*. Bruxelles, 1992.

Contrairement au courant trotskiste, le mouvement maoïste est beaucoup moins présent dans les institutions d'archives. La majeure partie des archives d'AMADA et du PVDA se trouvent encore au siège du parti à Bruxelles. L'IHOES conserve une partie des archives nationales du PTB, du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique (PCMLB), de la Librairie CDML et de militants tels que Robert Halleux et Hubert Hedebouw. Les chercheurs peuvent s'adresser à l'AMSAB-IHS pour consulter les papiers de Marianne Dedecker, Rudi Van Doorslaer et de Raymond Mathieu.

5.4. Publications

5.4.1. Publications périodiques

Le DACOB et le CARCOB ont conservé la quasi-totalité des publications périodiques nationales du PCB. Ils possèdent également des collections de magazines du Komintern et du Kominform, de la presse communiste régionale, ainsi que des périodiques publiés par les mouvements proches du PCB. La collection de presse clandestine datant de la période 1940-1944 s'avère relativement importante. Pour un aperçu détaillé de la collection de périodiques, voir :

RIKIR (M.). *Répertoire des périodiques : les communistes*. Bruxelles, 1986.

Cet aperçu peut être actualisé via www.carcob.eu en www.dacob.be.

Nous mentionnons également que la Bibliothèque royale de Belgique, la bibliothèque de la ville d'Anvers, les archives de la ville de Bruxelles, la bibliothèque de l'université de Gand, l'IHOES, le CEGESOMA, le Mundaneum, le CHSG et l'AMSAB-ISG possèdent diverses collections de périodiques communistes.

Aperçu des périodiques les plus importants.

Les périodiques publiés par Joseph Jacquemotte (*L'Exploité*. Bruxelles, 1911-1921) et par War Van Overstraeten (*L'Ouvrier communiste*. Bruxelles, 1920-1921) ont fusionné en 1921 pour créer :

Le Drapeau rouge. Bruxelles, 1921-1936.

En Flandre, les journaux *De Internationale* (Anvers, 1919-1921) et *De Kommunistische Arbeider* (Bruxelles, 1921), ont été les précurseurs de :

De Roode Vaan. Anvers, 1921-1937.

Les deux quotidiens ont été renommés en 1936-1937 dans le cadre d'une réorientation politique :

La Voix du Peuple. Bruxelles, 1936-1939.

Het Vlaamsche Volk. Anvers, 1937-1939.

Pendant l'occupation, la publication de *De Roode Vaan* et du *Drapeau Rouge* reprend dans la clandestinité. À partir de septembre 1944, les deux journaux paraissent à nouveau quotidiennement. En 1962, *De Rode Vaan* devient un hebdomadaire et sera suivi en cela par *Le Drapeau rouge* en 1966. *Le Drapeau rouge* paraît à partir de 1974 à nouveau sous forme de quotidien jusqu'à sa disparition en 1990. *Libertés*, qui se présentait comme le successeur pluraliste du *Drapeau Rouge*, ne tiendra que quelques mois. Enfin, le Parti communiste en Wallonie a édité le mensuel *Avancées* de 1992 à 2000. Depuis 2004, *Le Drapeau rouge* est à nouveau publié en tant que mensuel. En Flandre, la presse communiste a quasiment disparue : en 1992, l'hebdomadaire *De Rode Vaan* cessa d'exister. Le mensuel *Agora* était publié de 1995 à 2010.

Outre ces périodiques, le PCB éditait également quelques publications doctrinales :

Rénovation. Revue de doctrine et d'action du PCB. Bruxelles, 1945-1948.

Communisme. Bruxelles, 1949-1956.

Nieuwe Tijd. Maandblad voor theorie en aktie van de KPB. Bruxelles, 1945-1946.

Communisme. Bruxelles, 1949-1955.

Citons également des périodiques plus théoriques que l'on ne peut considérer comme publications du parti :

Cahiers marxistes. Bruxelles, 1969-2013.

Vlaams Marxistisch Tijdschrift. Bruxelles, 1966-.

L'aile dissidente du PC dirigée par Jacques Grippa éditait son propre hebdomadaire :

La Voix du Peuple. Bruxelles, 1963-1980.

De Strijd. Deurne, 1965-1984.

Le courant maoïste, et notamment le Partij van de Arbeid issu d'AMADA, a édité ou édite les journaux suivants :

Alle Macht aan de Arbeiders. Anvers, 1970-1981.

Konkreet. Anvers, 1981-1982.

Solidair. Bruxelles, 1982-.

Les pendants francophones sont :

TPO. Journal du Parti du Travail de Belgique. Bruxelles, 1974-1981.

Concret. Bruxelles, 1981-1982.

Solidaire. Bruxelles, 1982-.

Le PTB édite également quelques revues plus théoriques :

Études marxistes. Bruxelles, 1989-.

Marxistische Studies. Bruxelles, 1995-.

Le courant trotskiste, et notamment le Parti socialiste ouvrier (POS) issu de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT / SAP), édite les périodiques suivants :

La Gauche. Bruxelles, 1956-.

Rood. Bruxelles, 1969-2012.

5.4.2. *Autres publications (brochures, documents de congrès, etc.)*

La collection de brochures et de publications non périodiques communistes conservée au DACOB et au CARCOB peut être considérée comme relativement complète. L'aperçu initialement publié est quelque peu daté :

ELIAS (J.). *Catalogue des livres et brochures publiés en Belgique*. Bruxelles, 1986.

Depuis, la bibliographie des publications communistes non périodiques a été complètement revue :

BEERTEN (J.). *Bibliografie van de KPB en « verwante » organisaties*. Bruxelles, 2007.

Pour une version actualisée, voir www.carcob.eu en www.dacob.be.

Depuis sa création, le PCB publie également des documents de congrès sous la forme de rapports d'activité, de rapports ou de résolutions. Avant les congrès, des textes de projet sont imprimés dans *Le Drapeau rouge / De Rode Vaan*, afin d'ouvrir une tribune de discussion. Par ailleurs, des publications internes comme *PCB-Informationen* (Bruxelles, 1966-1972) et *Faits et Arguments / Feiten en Argumenten* (Bruxelles, 1971-1993) accordent une place importante aux événements marquants des congrès.

5.5. *Publications de sources*

Documents sur la fondation du PCB, dans *Cahiers marxistes*, 1971, numéro spécial.

Dans les numéros 2 (p. 43-47), 9 (p. 44-54) et 10 (p. 71-88) du même périodique, sont publiés des documents relatifs à la période de création du PCB.

« *Le Drapeau rouge* » clandestin. Bruxelles, 1971.

De klandestiene "Roodde Vaan". Bruxelles, 1971.

Alphonse Bonenfant. Rapport sur la dissidence grippiste (1968), in *Cahiers marxistes*, 2002, n° 222.

6. Partis et organisations nationalistes flamands

Bruno De Wever et Koen De Scheemaeker

6.1. Bibliographie

Le *Courrier hebdomadaire du CRISP* a consacré de très nombreux articles aux partis et organisations nationalistes flamands après la Seconde Guerre mondiale : 1962, n^{os} 148 & 169 ; 1964, n^o 230 ; 1966, n^{os} 336 & 345 ; 1973, n^{os} 604 & 606 ; 1992, n^o 1365 ; 1993, n^{os} 1416-1417, 2002, n^o 1748 ; 2011, n^o 2125.

DE WEVER (Br.). *Greep naar de macht. Vlaams-nationalisme en Nieuwe Orde. Het VNV 1933-1945*. Tielt-Gand, 1994.

DE WEVER (Br.). The Flemish Movement and Flemish Nationalism. Instruments, Historiography and Debates, in *Studies on National Movements*, 1, 2013, p. 50-80.

DE WEVER (Br.), VRINTS (A.). Vlaams-nationalisme. Natievorming, ideologie en politieke stroming, in SANDERS (L.), DEVOS (C.), eds. *Politieke ideologieën in Vlaanderen*. Anvers, 2008.

DE WEVER (Ba.). Het Vlaams-nationalisme na de Tweede Wereldoorlog. Verrijzenis of herrijzenis?, in *CHTP*, 1997, 3, p. 277-290.

DE WINTER (L.). The Volksunie and the Dilemma Between Policy Success and Electoral Survival in Flanders, in *Regionalist Parties in Western Europe*. Londres, 1998, p. 28-50.

La *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging* (Tielt, 1998) contient des entrées relatives à tous les partis et organisations nationalistes flamands, un article récapitulatif consacré aux partis nationalistes flamands (Br. DE WEVER et F. SEBERECHTS, p. 3334-3361) ainsi qu'un lemme « Archives » (*Archivalia*) (M. VAN GINDERACHTER, N. BRACKE et P. GUNST, p. 172-187), qui renvoie à un aperçu exhaustif des archives et collections pertinentes à l'égard de l'histoire du Mouvement flamand.

SPRUYT (M.). *Met grove borstels. Stel dat het Vlaams Blok morgen zijn programma realiseert, hoe zou Vlaanderen er dan uitzien?* Louvain, 1995.

SWYNGEDOUW (M.). The Extreme Right in Belgium. Of a Non-Existing Front national and an Omnipresent Vlaams Blok, in BETZ (H.), IMMERFALL (S.), eds. *New Party Politics of the Right. Neo-Populist Parties and Movements in Established Democracies*. Basingstoke, 1998, p. 59-75.

VAN CRAEN (M.), SWYNGEDOUW (M.). *Het Vlaams Blok doorgelicht. 20 jaar extreem-rechts in Vlaanderen*. Louvain, 2002.

VANDAELE (W.). *Wij. Vlaams Nationaal. 30 jaar Volksuniepers doorgelicht*. Anvers, 1984.

Wetenschappelijke Tijdingen (WT). *Tijdschrift over de geschiedenis van de Vlaamse beweging* (1981-) contient d'innombrables articles ayant trait aux partis et organisations nationalistes flamands. Le n^o 4 de 2001 propose un aperçu bibliographique relatif à la période 1936-1979 (sélectif) et 1980-2000 (exhaustif). La bibliographie complète et les articles publiés depuis 1995 sont consultables à l'adresse www.advn.be.

On trouve également un aperçu bibliographique exhaustif (1945-2000) dans la *Bibliografie van de Vlaamse Beweging*, actuellement réparti sur 7 volumes parus entre 1972 et 2002 :

- VAN DEN STEENE (W.), PROVOOST (G.). *Vijfentwintig jaar Vlaamse Beweging. Bibliografie 1945-1970*. Bruxelles, 1972, volume 1.
- VAN DEN STEENE (W.). *De Vlaamse Beweging na 1945. Bibliografie 1971-1975*. Gand, 1977, volume 2.
- VAN DEN STEENE (W.). *De Vlaamse Beweging na 1945. Bibliografie 1976-1980*. Gand, 1983, volume 3.
- VAN DEN STEENE (W.). *De Vlaamse Beweging na 1945: Bibliografie 1981-1985*. Anvers-Gand, 1989, volume 4.
- VERSTRAETE (P.J.). *Bibliografie van de Vlaamse Beweging*. Anvers, 1998, volume 5 (1986-1990).
- VERSTRAETE (P.J.). *Bibliografie van de Vlaamse Beweging*. Anvers, 2002, volumes 6/7 (1991-2000).

La série est poursuivie depuis 2001 sous une forme modifiée (bibliographie de l'historiographie du Mouvement flamand et de l'étude théorique du nationalisme en Belgique) sur le site web de l'ADVN (www.advn.be, *Bibliografie BGVN*).

6.2. *Aperçu historique*

Le nationalisme flamand en tant que courant politique luttant en faveur d'un statut juridique public pour la Flandre a vu le jour durant la Première Guerre mondiale au sein du *Frontbeweging* formé par des soldats nationalistes flamands du Front de l'Yser et de la collaboration de sympathisants de la cause flamande avec l'occupant allemand. Cet *activisme* vit également naître en son sein les premiers partis nationalistes flamands, comme le *Vlaams-nationale partij* (mai 1918). C'est en 1919 que fut constitué le *Vlaamse Front*, également appelé *Frontpartij*, qui regroupait des sympathisants du *Frontbeweging* et de l'activisme. Le *Frontpartij* militait en faveur de «l'autonomie» au travers d'une Flandre indépendante ou d'une régionalisation de la Belgique. Ce parti se scinda ensuite en différents partis régionaux au profil généralement catholique. Des divergences d'opinion relatives au pluralisme philosophique débouchèrent sur un conflit opposant les partisans et les opposants de la démocratie parlementaire, une lutte qui fit échouer les tentatives de former un nouveau parti national. En 1931, une minorité fit le choix de s'orienter vers un cap résolument fasciste. Le *Verbond van Dietse Nationaalsolidaristen* (Verdinaso) était davantage une milice qu'un parti. Son leader, Joris Van Severen, lui fit prendre une orientation nationaliste pan-néerlandaise incluant également les Wallons à partir de 1934, détournant ainsi le Verdinaso de son origine nationaliste flamande. Une évolution qui était également la conséquence de la fondation *Vlaams Nationaal Verbond* (VNV) in 1933. Staf De Clercq, organisateur des *Vlaams-nationale landdagen* annuelles, parvint ensuite à réunir les partis nationalistes flamands régionaux sous une même bannière anti-belge et antiparlementaire. Le *Frontpartij* ne survécut qu'au prix de grosses difficultés à Anvers, avec un programme nationaliste flamand démocratique, pluraliste et réformiste. Le VNV obtint 15% des suffrages aux élections de 1939. Au

niveau local, le parti constituait par ailleurs de nombreuses listes en cartel avec le *Katholieke Vlaamse Volkspartij*, voire parfois avec Rex. La formation d'un front politique de droite fut entravée par le caractère antibelge du vnv et par le fait que le parti était soupçonné de former une cinquième colonne allemande.

Le vnv, qui compta jusqu'à environ 25 000 adhérents, disposait d'une organisation féminine, d'un syndicat, d'un mouvement de jeunes, ainsi que d'un réseau d'organisations nationalistes flamandes telles que le *Verbond van Vlaamse Oudstrijders* (vos), les *IJzerbedevaarten* (voir à ce sujet le chapitre consacré aux mouvements pacifistes) et les *Vlaams Nationaal Zangfeesten* (vNZ).

Durant l'occupation allemande, le vnv incarnait la collaboration nationaliste flamande (1940-1944). En mai 1941, sous la pression de l'administration instituée par l'occupant, les sections flamandes de Rex et les restes du Verdinaso furent absorbés au sein du *Eenheidsbeweging-vnv*. L'ambition d'évoluer pour s'ériger en parti national flamand unitaire échoua à cause de la naissance de la *Duits-Vlaamse Arbeidsgemeenschap* (DeVlag) comme concurrent dans la mouvance pangermaniste. Ces deux organisations sombrèrent concurremment avec la chute du Troisième Reich et avec pour ainsi dire toutes les autres organisations nationalistes flamandes, le vnv subit la répression. Ce dernier, classé comme organisation incivique, fut décrété illégal. D'autres organisations, telles les vos, vNZ et *IJzerbedevaarten*, purent se maintenir grâce au patronage temporaire dont elles bénéficièrent de la part des milieux flamingants catholiques loyaux envers la Belgique.

Le *Christelijke Volkspartij* (CVP) tenta de s'attacher l'électorat nationaliste flamand mais ne put empêcher les tentatives entreprises dès les années 1950 de créer un nouveau parti nationaliste flamand. La Concentration flamande (*Vlaamse Concentratie* – vc), dont l'existence s'étendit entre 1949 et 1952, était avant tout un parti anti-répression. C'est en 1954 que fut fondée la *Volksumie* (vu), en conséquence de l'insatisfaction dans les milieux flamingants envers la politique du gouvernement psc-cvp homogène (1950-1954), un parti dont l'objectif consistait à obtenir une régionalisation de la Belgique par la voie parlementaire. Après le Pacte scolaire (1958), la vu évolua pour devenir un parti résolument pluraliste, ce qui lui permit de séduire de nouveaux électeurs aspirant à une Flandre débarrassée de la pilarisation. Une tendance de gauche affirmée vit le jour en son sein, laquelle entra en conflit en 1965 avec le reste du parti, puis subsista quelque temps au travers des *Vlaamse Democraten* avant de disparaître. La vu prit ensuite progressivement la forme d'un parti centriste au programme communautaire dont l'objectif consistait à donner forme à la Communauté flamande et à la doter d'institutions politiques. Dans un contexte d'expansion économique pour la Flandre et de conflits communautaires persistants, cette évolution fournit à la vu un pouvoir d'attraction électoral notable. La vu réalisa ses meilleurs scores électoraux à l'issue de la crise liée à la scission de l'université de Louvain : en 1971, le parti obtint 18,8% des voix flamandes. Cette percée fut un des facteurs qui conduisirent aux réformes de l'État belge et à la régionalisation des partis politiques belges traditionnels. Sous la direction de Hugo Schiltz, la vu entra au gouvernement belge en 1977 en vue de mettre en œuvre le pacte d'Egmont ainsi qu'une grande réforme de l'État. Consécutivement à l'échec de cette entreprise en 1978, la vu se vit présenter la note par l'électorat et lors de la

crise politique qui s'ensuivit, les composantes du courant émotionnel antibelge et d'extrême droite qui s'était toujours maintenu en marge de la VU – par le biais entre autres d'organisations telles que *Were Di*, le *Voorpost* et le *Vlaamse Militanten Orde* – formèrent un nouveau parti. C'est ainsi que naquirent en 1977 le *Vlaams-Nationale Partij* (VNP) et le *Vlaamse Volkspartij* (VVP), qui se présentèrent en cartel en 1978, ce qui donna lieu en 1979 à la formation du *Vlaams Blok* (VB) dirigé par Karel Dillen, qui en était le seul élu. Ce parti engrangea des succès électoraux à partir de 1991 (le «dimanche noir») avec un programme anti-étrangers qui lui permit d'éclipser la VU. Décrochant 24,2% des suffrages aux élections régionales flamandes de 2004, le VB devint alors le premier parti flamand. Cette même année, trois ASBL du VB furent condamnées pour racisme, ce qui amena le parti à se refonder sous l'appellation *Vlaams Belang*.

La concurrence du *Vlaams Belang*, le recul électoral et le fait que son programme fut repris et mis en œuvre par d'autres partis dans le cadre des réformes de l'État de la période 1980-1990 menèrent la VU à une crise existentielle. En 1988-1991, le parti fit de nouveau partie du gouvernement et contribua à jeter les bases des accords de la Saint-Michel (1993) transformant la Belgique en État fédéral. La raison d'être de la VU s'en voyait remise en question et dans les années 1990, sous la direction de Bert Anciaux, un courant libéral de gauche vit le jour, débouchant sur la formation du cartel *VU-ID*. En 2000-2001, *VU-ID* négocia une nouvelle réforme de l'État dans le contexte des accords du Lambermont et du Lombard, qui débouchèrent finalement sur l'explosion du parti. Un grand nombre de mandataires s'orientèrent alors vers d'autres partis, dont ils renforcèrent l'aile flamingante. Des décombres de la VU naquirent en 2001 deux nouveaux partis. *Spirit*, un parti libéral de gauche dirigé par Bert Anciaux, forma en 2003 un cartel avec le parti socialiste flamand (SP.a). Tandis que la *Nieuw-Vlaamse Alliantie* (N-VA), un parti indépendantiste flamand dirigé par Geert Bourgeois et Bart De Wever, constitua en 2004 – année où ce dernier deviendra président de parti – un cartel avec les chrétiens-démocrates flamands (CD&V). Au sortir des élections fédérales de 2007, ce cartel fut à la base de la plus longue crise communautaire jamais connue par la Belgique, laquelle ne prit fin qu'avec la rupture du cartel en 2008. Cette année-là, *Spirit* fut rebaptisé *VlaamsProgresieven* (VL.PRO), tandis que le cartel formé par SP.a et VL.PRO éclatait, la majeure partie des mandataires VL.PRO quittant leur parti. Un nouveau départ en 2009 comme *Sociaal-Liberale Partij* (SLP) a échoué. Parallèlement la N-VA commença une percée électorale. Au cours des élections fédérales de 2010 et 2014, le parti devint le plus grand parti de la Belgique. Après les élections flamandes de 2009, il entre dans le gouvernement flamand et en 2014, Bourgeois devient le premier nationaliste flamand au poste de ministre président. En 2014, La N-VA entra dans le gouvernement fédéral avec le CD&V, le VLD et le MR. Bien que l'indépendance flamande reste le point principal du programme via une réforme d'état confédérale, la N-VA était disposée à geler l'agenda communautaire pour donner priorité à une politique socio-économique de centre droite.

6.3. Archives

Les Archives générales du Royaume (AGR) et des provinces disposent de très nombreuses archives pertinentes. Le nationalisme flamand ayant été pendant très longtemps considéré comme un courant dangereux pour l'État sujet à des poursuites pénales après la Première et la Seconde Guerre mondiale, les archives judiciaires (parquet, dossiers pénaux des cours d'assises et tribunaux militaires) renferment un très grand volume d'informations. Les AGR conservent par ailleurs les archives du Conseil de Flandre.

Fondé en 1984, l'*Archief en Documentatiecentrum voor het Vlaams-nationalisme* (ADV N) a pour mission de collecter, de gérer et de valoriser le patrimoine du Mouvement flamand en général et du nationalisme flamand en particulier dans leur contexte historique, thématique et international élargi. La collection actuelle renferme les archives des principaux acteurs du nationalisme et de la cause flamands. Il s'agit là tant d'archives personnelles et familiales (voir le chapitre à ce sujet de ce livre) que d'archives d'associations (*Algemeen Nederlands Verbond*, *Algemeen Nederlands Zangverbond*, *Bedevaart naar de Graven van de IJzer*, *Federatie van Vlaamse Kringen / Rodenbachfonds*, *Federatie van Vlaamse Vrouwengroepen*, *Jozef Lootensfonds*, *Marnixring*, *Sint-Pietersabdij van Steenbrugge*, *Verbond vos*, *Het Vlaamse Kruis*, *Vlaamse Volksbeweging*, *Vlamingen in de Wereld*, *Vormingscentrum Lodewijk Dosfel*, *Vlaamse Akademie voor Culturele Belangen*, *Vlaams Culturele Koepel*) que de divers fonds consacrés, par exemple, à la répression, aux mouvements de jeunesse, aux *Vlaamse huizen* et aux *Nationalistische Intermediaire Structuren in Europa* (NISE). Concernant spécifiquement la politique et les partis, l'ADV N assure la conservation des archives de la Volksunie (tant nationales que celles des sections provinciales, locales et des arrondissements, ainsi que des divers fonctionnaires et mandataires), outre des dossiers hétérogènes afférents à des formations telles que les *Vlaamse Concentratie*, *Vlaamse Democraten*, *Nieuw-Vlaamse Alliantie*, *Spirit* et *Vlaams Progressieven*, *Vlaams Blok* et *Vlaams Belang*, *Vlaams Nationaal Verbond*, *Verdinaso*, etc. Les archives dynamiques des actuels partis nationalistes flamands se trouvent toujours au siège des partis mêmes.

L'*AMVC-Letterenhuis* se concentre actuellement sur le patrimoine littéraire en Flandre. Toutefois, depuis sa création en 1933, ce fonds d'archives a également collecté des documents issus du Mouvement flamand au sens large. La collection comprend les archives de très nombreux nationalistes flamands, tels que Hendrik Borginon, August Borms, Herman Vos et d'organisations et partis nationalistes flamands comme le *Vlaamse Front*.

L'auditorat général près la Cour militaire inclut les dossiers pénaux de collaborateurs instruits durant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que différents dossiers de renseignement au sujet d'organisations de la collaboration. Les dossiers renferment également des documents portant sur le nationalisme flamand d'avant-guerre. Les archives ont été dans leur majorité transférées aux AGR mais se trouvent toujours partiellement auprès de l'institution qui a créé ces archives. Du fait de la suppression de la justice militaire en temps de paix, les archives sont actuellement gérées par le Collège des procureurs généraux.

Le Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGESOMA), depuis le 1^{er} janvier 2016 intégré dans les AGR, dispose d'archives d'organisations et de personnes issues de la collaboration durant la Seconde Guerre mondiale telles que le *Vlaams Nationaal Verbond* et la *Duits-Vlaamse Arbeidsgemeenschap*.

Les archives de la KUL conservent les archives de Joris van Severen et du Verdinaso (transférées et constituées durant la période 2001-2004 à partir de donations de Rudy Pauwels et Jozef Werkers / *Nationaal Studie- en Documentatiecentrum* Joris Van Severen) ainsi que d'archives d'associations étudiantes nationalistes flamandes actives à l'université de Louvain. L'*Archief en Museum van het Vlaams Studentenleven*, lié à la KUL, conserve également des archives d'associations étudiantes radicales flamandes telles que l'*Algemeen Katholiek Vlaams Studentenverbond* (AKVS).

Le KADOC, l'AMSAB-ISG et le Liberaal Archief détiennent également des archives d'organisations et protagonistes permettant l'étude du contexte entourant le Mouvement flamand (au sens large, comme par exemple les archives des *Davidsfonds*, *Vermeylenfonds*, *Willemsfonds*).

L'*Archief en Museum voor het Vlaams Leven te Brussel* (AMVB) collecte entre autres des archives du Mouvement flamand et du nationalisme flamand en région bruxelloise. Il convient également de relever les archives qui portent (partiellement) sur un aspect spécifique du nationalisme flamand et du Mouvement flamand. Le *Documentatiecentrum en Archief voor Daensisme en Hedendaagse Geschiedenis van de Denderstreek* (DADD, 2002) d'Alost a évolué pour devenir le *Daensmuseum en Archief van de Vlaamse Sociale Strijd* (DAVS, 1978), qui comprend une série d'archives fondamentales relatives au mouvement daensiste. Le *Museum René De Clercq* renferme des documents relatifs à l'activisme et au nationalisme flamand du poète. Fondée en 1971, la *Bormshuis* détient une série limitée d'archives concernant essentiellement des organisations d'extrême droite de l'après-guerre.

Pour ce qui est des sources audiovisuelles relatives au nationalisme flamand, nous renvoyons à la collection de films de Clemens De Landtsheer et à sa société cinématographique *Flandria Film*. Les films se trouvent à la Cinematek et appartiennent aux collections des archives communales de Temse, de la VRT et de l'ADVN (*IJzerbedevaartarchief*). Pour une filmographie, on consultera :

VANDE WINKEL (R.), BILTEREYST (D.). *Filmen voor Vlaanderen. Vlaamse beweging, propaganda en film*. Gand, 2008.

6.4. Publications périodiques

La *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging* renferme des dizaines de lemmes concernant des périodiques nationalistes flamands. La liste suivante se limite aux publications nationales et aux principaux périodiques de partis au niveau régional. Quelques revues influentes non liées à des partis politiques sont également citées.

De la Première à la Seconde Guerre mondiale :

De Bilsenaar, 1929-1936.

Dender en Zennegalm, 1920-1935.

Hou-Zee, 1936-1940.
Hier Dinaso!, 1932-1940.
Jong Dietschland, 1927-1933.
De Klauwaert, 1927-1933.
Leiding, 1943-1944.
Het Leieland, 1931-1935.
De Leie, 1931-1935.
De Nationaalsocialist, 1941-1944.
Nieuw Brabant, 1927-1935.
De Nieuwe Kempen, 1925-1940.
Ons Vaderland, 1914-1922.
Ons Vaderland, 1926-1936.
De Schelde, 1921-1936.
De Strijd, 1934-1935.
De Toekomst, 1941-1944.
Strijd, 1935-1940.
Vlaamsch Front, 1937-1939.
De Vlaamsche Nationalist, 1932-1935.
Vlaanderen, 1922-1933.
VNV-Dienst, 1941-1942.
Volk en Staat, 1936-1944.
De Westvlaming, 1921-1931.

De la Seconde Guerre mondiale à nos jours :

GÉNÉRALITÉS

Berichtenblad van de Vlaamse Volksbeweging [continué comme] *Doorbraak*.
 Anvers, 1958-2013. Depuis 2013 *Doorbraak.be* est un site internet: www.doorbraak.be.
Dietsland-Europa. Uitgegeven door de Jong-Nederlandse Gemeenschap / Verbond van Nederlandse Werkgemeenschappen-Were Di. Anvers-Deurne, 1956-2007.
Journal. De Nieuwsbrief van Mark Grammens. Veertiendaags Opinieblad. Liedekerke, 1988-2013.
't Pallieterke. Vrij en Vrank. Weekblad voor mensen met een goed hart en een slecht karakter. Anvers, 1945-.
Meervoud. Vlaams-radicaal en progressief tijdschrift / Links Vlaams-nationaal maandblad. Louvain-Bruxelles, 1992-.
Vlaanderen Morgen. Cahier van de Werkgemeenschap Vlaanderen Morgen. Anvers-Deurne, 1980-1998.

VLAAMSE CONCENTRATIE (CONCENTRATION FLAMANDE)

Vlaanderen. Orgaan van de Vlaamse Concentratie. Anvers, 1953-1955.

VOLKSUNIE

De Volksunie. Bruxelles, 1956-1965.
 Organe de la VU. Poursuivi en tant que :
Wij. Vlaamsnationaal. Bruxelles, 1965-2000.

De Toekomst. Bruxelles, 1993-2000 (revue pour les cadres du parti).

Wij-Jongeren. Bruxelles, 1974-2002.

Organe des Volksunie-jongeren (VUJO).

Vlaams-nationale standpunten. Bruxelles, 1978-2000 (publié par la suite sous le titre *VNS-standpunten*).

VLAAMS BLOK

De Vlaams-nationalist [premier journal du *Vlaams Nationale Partij*]. Edegem (puis Deurne), 1977-1981; poursuivi sous l'appellation *Vlaams Blok*. *De Vlaams Nationalistische Partij*. Bruxelles, 1981-1996; poursuivi sous l'appellation *Vlaams Blok Magazine*. Bruxelles, 1997-2004.

Kaderblad. *Tweemaandelijks tijdschrift van het Nationalistisch Vormingsinstituut / Tweemaandelijks tijdschrift voor de Vlaams Blok kaderleden*. Bruxelles, 1984-2003.

VVBM-Nieuwsbrief. *Nieuwsbrief van de Vereniging van Vlaams Blok Mandatarissen*. Bruxelles, 1992-2000; poursuivi sous l'appellation *Richtlijn*, 2001-2004.

VBJ-nieuwsbrief. *Periodiek van de Vlaams Blok Jongeren*. Bruxelles, 1990-2004; 2000-2004 poursuivi sous les titres *Vrij Vlaanderen* et *Breuklijn* (revue pour cadres).

VLAAMS BELANG

Vlaams Belang Magazine. Bruxelles, 2004-.

Richtlijn. Bruxelles, 2004- (revue pour cadres).

VBJ-nieuwsbrief. *Periodiek van de Vlaams Belang Jongeren*; poursuivi sous les titres *Vrij Vlaanderen* et *Breuklijn* (revue pour cadres). Bruxelles, 2004-.

NIEUW-VLAAMSE ALLIANTIE (NVA)

Volle Manen. *Voor zes miljoen Vlamingen*. Bruxelles, 2001-2005, poursuivi sous l'appellation *Nieuw-Vlaams Magazine*. Bruxelles, 2006- (également publié en ligne).

Digit@@l *journaal*, *Nieuwsbrief voor bestuursleden en mandatarissen van de NV-A*. Bruxelles, 2001- (en ligne).

SPIRIT

Gazet met Spirit. Bruxelles, 2001-2008.

Pregopraat. *Wij-jongeren met Spirit*. Bruxelles, 2002-?

Link. *Tijdschrift voor links-liberalisme*. Bruxelles, 2005-2008.

Les sites internet des partis nationalistes flamands actuels proposent évidemment de très nombreuses publications (magazines internes – voir ci-dessus –, documents de congrès, communiqués de presse, prises de position, dossiers relatifs à des problématiques actuelles, manifestes, etc.): www.n-va.be, www.vlaams-belang.org.

7. Les partis d'extrême-droite francophones

Guy Vanthemsche

7.1. Bibliographie

- ABRAMOWICZ (M.). *Extrême droite et antisémitisme en Belgique de 1945 à nos jours*. Bruxelles, 1993.
- ABRAMOWICZ (M.). *Les rats noirs: l'extrême droite en Belgique francophone*. Bruxelles, 1996.
- BALACE (F.). Succédanés belges de la presse française d'extrême droite, in DARD (O.), ed. *Supports et vecteurs des droites radicales au XX^e siècle (Europe-Amériques)*. Bern, 2013, p. 39-64.
- BALAND (L.). *Léon Degrelle et la presse rexiste*. Coulommiers, 2007.
- BLAISE (P.). Belgique (2). L'extrême droite francophone. Dissensions internes, faiblesse structurelle et instabilité électorale, in BLAISE (P.), MOREAU (P.), eds. *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*. Bruxelles, 2004, p. 149-178.
- BREES (G.). *L'affront national. Le nouveau visage de l'extrême droite en Belgique*. Bruxelles, 1991.
- BREWAEYS (P.), DAHAUT (V.), TOLBIAC (A.). L'extrême droite francophone face aux élections, in *CH CRISP*, 1992, n° 1350.
- COFFÉ (H.). *Extreem-rechts in Vlaanderen en Wallonië. Het verschil*. Roulers, 2005.
- CONWAY (M.). *Collaboration in Belgium. Léon Degrelle and the Rex Movement*. New Haven-Londres, 1993.
- CONWAY (M.). The Extreme Right in Inter-War Francophone Belgium. Explanations for a Failure, in *European History Quarterly*, 1996, p. 267-292.
- De l'avant à l'après-guerre. L'extrême droite en Belgique francophone*. Bruxelles, 1994.
- DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.), RÉA (A.), eds. *L'extrême droite en France et en Belgique*. Bruxelles, 1998.
- DELWIT (P.). L'extrême droite en Belgique francophone: (non)positionnements institutionnels et implantations électorales, in *Fédéralisme – Régionalisme*, 2002, p. 19-36.
- DELWIT (P.). The Belgian National Front and the Question of Power, in DELWIT (P.), POIRIER (P.), eds. *Extrême droite et pouvoir en Europe. The Extreme Right Parties and Power in Europe*. Bruxelles, 2007, p. 141-166.
- DELWIT (P.). Le Front national (FN), in DELWIT (P.) e.a., eds. *Les partis politiques en Belgique*. Bruxelles, 2011³, p. 235-254.
- DELWIT (P.). Le Parti populaire (PP), in DELWIT (P.) e.a., eds. *Les partis politiques en Belgique*. Bruxelles, 2011³, p. 269-273.
- DUMONT (S.). *Les brigades noires. L'extrême droite en France et en Belgique francophone de 1944 à nos jours*. Berchem, 1983.
- ÉTIENNE (J.-M.). *Le mouvement rexiste jusqu'en 1940*. Paris, 1968.
- LE PAIGE (H.), ed. *Le désarroi démocratique. L'extrême droite en Belgique*. Bruxelles, 1995.

- FANIEL (J.). Vote brun en banlieue rouge. Une approche qualitative du vote populaire d'extrême droite à Seraing, in *Les Cahiers du Cevipol*, 2000, n° 3.
- FANIEL (J.). L'extrême droite après les scrutins de 1999 et 2000, in *CH CRISP*, 2001, n°s 1709-1710 (avec références aux précédents numéros du *CH CRISP* sur l'extrême droite).
- LANNEAU (C.). "Europe-Amérique / Europe-Magazine": un hebdomadaire belge, organe de l'extrême droite française 1945-1960?, in DARD (O.), ed. *Supports et vecteurs des droites radicales au XX^e siècle (Europe-Amériques)*. Bern, 2013, p. 65-90.
- Nouvelles formes et tendances d'extrême droite en Belgique, in *CH CRISP*, 1962, n° 140.
- RÉA (A.). Le Front national: force électorale et faiblesse organisationnelle, in DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.), eds. *Les partis politiques en Belgique*. Bruxelles, 1997, p. 193-204.
- SCHRIJVERS (K.). "L'Europe sera de droite ou ne sera pas". *De netwerking van een neo-aristocratische elite in de korte 20^e eeuw*. Gand, thèse de doctorat inédite Ugent, 2008.
- VOS (L.). The Extreme Right in Post War Belgium: From Nostalgia to Building for the Future, in LARSEN (S.U.), HAGTVET (B.), eds. *Modern Europe after Fascism 1943-1980s*. New York-Boulder, 1998, p. 1344-1388.
- RésistanceS* est le nom d'une organisation militante antifasciste qui se présente comme «L'Observatoire belge de l'extrême droite». Ce centre d'information publie de nombreuses brochures et des communiqués de presse concernant l'extrême droite en Belgique. Voir par exemple : *Résistances : le journal de tous les antifascistes*. Bruxelles, 1997-2000.
- Son site web contient une analyse détaillée des nombreux groupuscules et partis d'extrême droite en Belgique francophone (par exemple le "Dictionnaire de l'extrême droite francophone"): www.resistances.be/r0201.html.

7.2. Aperçu historique

Après la Première Guerre mondiale, différents mouvements politiques d'inspiration extrémiste de droite sont apparus en Belgique francophone, notamment la *Légion nationale* (constituée en 1922), qui s'est ensuite transformée en *Parti national belge*, une formation fascisante qui n'a jamais engrangé de succès notable. Il en irait tout autrement d'un autre parti fasciste, *Rex*. En 1935, un jeune journaliste ambitieux, Léon Degrelle, avait réalisé une scission d'extrême droite au sein du parti catholique. Cette dissidence fut convertie en un parti politique indépendant, qui remporta en 1936 une victoire électorale retentissante. *Rex* se distinguait surtout par ses campagnes démagogiques contre la «démocratie parlementaire pourrie», que le parti voulait remplacer par un régime autoritaire. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, *Rex* était sur le retour, mais durant l'occupation allemande, il se lança corps et âme dans la collaboration. Le parti disparut dès lors avec l'effondrement du régime nazi en Europe.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'extrême droite francophone était laminée pendant de nombreuses années. Ce courant politique fut (et est encore actuellement) caractérisé par un morcellement très marqué. Dans le courant

des années 1950-1960 sont apparus un grand nombre de groupements minuscules et extrêmement marginaux, qui ne constituaient souvent pas des «partis» au sens strict du terme (par exemple le *Mouvement social belge*, le *Front fédéral fasciste*, le *Mouvement rexiste* et *Action rexiste*, tous sous la direction du néonazi Jean-Robert Debbaudt, un ancien combattant du front de l'Est et nostalgique de Léon Degrelle). La plupart de ces formations disparurent très vite. Dans les années 1970 et 1980, l'extrême droite francophone a fait preuve d'un nouveau dynamisme. Différentes formations fascistes furent alors constituées (comme le *Parti des Forces nouvelles* – plus tard *Parti des Forces nationalistes* –, issu du mouvement *Front de la Jeunesse* qui avait été créé en 1974; l'*Union nationale et démocratique*; le *Parti libéral chrétien*, plus tard *Parti de la Liberté du Citoyen*; le parti liégeois *Agir*, constitué en 1989; etc.). Tous ces petits partis ne représentaient pas grand-chose. Le *Front national* (FN) constituait toutefois une exception. Ce parti fut formé en 1985 par le Dr Daniel Féret et se caractérisait par un discours anti-étrangers appuyé, par des attaques à l'encontre du système politique prétendument «pourri» et par un appel à «l'ordre et à l'autorité». Dans les années 1990, le parti remporta quelques succès électoraux, non seulement au niveau local (notamment à Charleroi, La Louvière et dans un grand nombre de communes bruxelloises, où il est parvenu à séduire en 1994 dix à quinze pour cent des électeurs), mais aussi aux niveaux régional et fédéral. Des élus du FN siégèrent par exemple au Parlement fédéral, au Parlement wallon et au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. À partir du milieu des années 1990, ce parti a cependant dû compter avec un grand nombre de querelles et de dissidences internes. Le FN a éclaté en une multitude de petits partis qui se combattaient sans cesse (outre le FN lui-même: le *Front nouveau de Belgique*, *Bloc wallon*; *Force nationale*, dissoute en 2008 et remplacée par *Wallonie d'abord!*; etc.). En 2006, le Dr Féret fut condamné par la justice belge pour incitation à la haine raciale; il eut en outre de nombreuses autres démêlées judiciaires (pour fraude, faux en écriture, etc.). Une tentative de réunification du parti en 2011 fit long feu, car en 2012 le Front national (français) interdit l'utilisation de son nom et de son logo en Belgique, sous peine de poursuites judiciaires. Ceci signifia la fin du FN belge, mais non la disparition immédiate de tous les groupements d'extrême droite en Belgique francophone. Au début des années 2010, des groupuscules comme le cercle néonazi *NS Wallonie*, le groupe *Nation*, etc., étaient toujours actifs. En 1993 et à nouveau en 1998, tous les partis francophones ont signé une charte dans laquelle ils promettaient d'isoler politiquement les partis d'extrême droite.

En 2009, l'avocat Mischael Modrikamen fonda le *Parti populaire*. Cette formation ne peut pas être comptée parmi les organisations d'extrême droite stricto sensu, entre autres parce qu'elle souscrit aux principes de la Convention européenne des Droits de l'Homme. En outre, en 2015, le PP refusa explicitement un rapprochement avec le Front national français (de Marine Le Pen). Toutefois, cette organisation se distingue des partis démocratiques traditionnels par son virulent discours anti-immigration, l'accent mis sur l'«insécurité» et sa volonté de «nettoyer les écuries d'Augias de la politique». Lors des élections de 2010 et de 2014, le Parti populaire obtint 4 à 6% des voix à Bruxelles et en Wallonie, ce qui lui permit d'obtenir un siège au Parlement fédéral et au Parlement wallon. Le parti fut immédiatement confronté à des querelles personnelles et à des dissi-

dences, par exemple la (minuscule) organisation *Debout les Belges* de l'ex-député fédéral antisémite et pro-islamique Laurent Louis, qui se rapprochait clairement de l'extrême droite. La formation intitulée *La Droite* naquit également en tant que dissidence du PP.

7.3. Archives

Sur Rex, des archives inventoriées peuvent être consultées au CEGESOMA :

MASSON (H.). *Archives Rex et mouvements wallons de collaboration*. Bruxelles, 1981.

DUPUIS (N.). *Inventaire des Éditions Rex 1933-1938*. Bruxelles, 1998.

Voir également le catalogue en ligne «Pallas» du CEGESOMA (www.cegesoma.be). Les papiers d'individus impliqués dans Rex contiennent naturellement aussi des informations importantes sur ce parti. La plupart se trouvent au CEGESOMA (par exemple Pierre Daye, Charles Gilles de Sart Tilman, etc.) ou dans les archives de l'Auditorat Général. Nous renvoyons à cet effet à l'énumération dans la partie consacrée aux archives personnelles dans ce livre (sous CEGESOMA), ainsi qu'à la liste des archives consultées dans l'ouvrage de Martin Conway, cité dans la bibliographie introductive de cette partie. Nous ne possédons pas d'information sur les archives des partis d'extrême droite francophones actuels. La collection de documents et de coupures sur l'extrême droite (principalement flamande) en Belgique réunie par Hugo Gijssels, et conservée au CEGESOMA, contient également quelques pièces dispersées sur des personnes et des organisations de l'extrême droite francophone.

7.4. Publications

Rex. Hebdomadaire du mouvement rexiste. Bruxelles, 1932-1940.

Paraissait initialement en supplément de la revue *Soirées*; devint indépendant en janvier 1933, donc avant la création proprement dite du mouvement rexiste.

L'Action rexiste. Journal mensuel d'action populaire. Bruxelles, 1936-?.

Rex. Vlaamsche uitgave. Bruxelles, 1935-1937 (?).

Rex. Deutsche Ausgabe. Bruxelles, 1935-1939.

Le Pays réel. Bruxelles, 1936-1944.

Journal de Rex.

Ainsi parla Léon Degrelle. [...] Interviews au magnétophone et conversations avec le général de la Waffen-ss belge, Léon Degrelle, recueillis par Wim Dannau de 1965 à 1972. Strombeek, 1973-1978, 13 vol.

Le Peuple réel. Périodique national de combat. Édité par le Mouvement social belge. Bruxelles, 1957-1958. Continué par :

Europe réelle. Périodique de combat pour un nouvel ordre européen. Défense de la race – justice sociale – indépendance européenne. Bruxelles, 1958-1978.

Faisceau. Organe de combat du Front fédéral fasciste. Bruxelles, 1966-?.

Les trois titres précédents furent édités par les organisations autour de Jean-Robert Debbaudt (voir ci-dessus).

Europe magazine. Bruxelles, 1953-1969 (suite d'*Europe-Amérique*. Bruxelles, 1945-).

- Revue d'extrême droite, suivie par :
Nouvel Europe magazine. Bruxelles, 1969-1984.
Forces nouvelles. Pour une nouvelle droite politique. Bruxelles, 1980-1990.
 Organe du Front de la Jeunesse et du Parti des Forces nouvelles. Variante de sous-titre: «Mensuel d'information nationaliste».
Le Front national. Bruxelles, 1989-1990. Suivi par :
Le National. Le mensuel de la communauté belge de Belgique. Bruxelles, 1989-1999.
 Organe du Front national du docteur Féret.
Front national magazine. Ath, 1986.
Le Bastion. Le mensuel de préférence nationale. Front national de Belgique. Bruxelles, 1996-2008.
 Organe d'une dissidence du Front national («tendance Bastien»)
Bloc-notes. Chokier, 2000-2003.
 Organe du Bloc wallon.
Correspondance européenne. Bulletin de contact publié par le Secrétariat exécutif du Front européen de Libération. Charleroi, 1993. Continué par :
Nation Europe. La voix de l'Europe unitaire et communautaire. Bruxelles, 1994-1996.
- Les deux titres précédents furent les organes du Parti communautaire national-européen, fondé en juin 1984 et dirigé par Luc Michel, un ex-membre du Front de la Jeunesse. Cette tendance «national-bolchévique» (ou «national-communiste») voulait une Europe blanche unie («de Galway à Vladivostok»), était pro-russe et anti-USA, et était inspirée par Jean Thiriart, lui-même un leader de Jeune-Europe entre 1963-1969.
- Les sites web d'extrême droite mentionnés dans l'édition 2009 de *Bronnen* ne sont plus actifs. Toutefois, cette tendance politique est toujours présente sur la toile. Le site *fnb.to* reflète les opinions du Front nouveau de Belgique (le dernier update date de 2008 et les documents les plus récents sont de 2006); Wallonie d'abord, de l'ex-député FN dans le Parlement bruxellois Juan Lemmens se trouve sur *www.walloniedabord.be*; le groupe Démocratie nationale gère le site *dnat.be*; l'organisation Nation, fondée en 1999 sous le label «Mouvement identitaire et solidariste de Belgique francophone», se trouve sur la toile via *www.nation.be*, avec de nombreux articles (2009-). La publication suivante émane également de la même mouvance :
Devenir. Revue nationaliste européenne. Bruxelles, 1998-2002.
ID. Magazine et *Nation Info*, également liées à ces milieux, ne purent être retrouvées.
- Les points de vue du Parti populaire se retrouvent grâce au site *partipopulaire.be*, ainsi que par le journal digital *Le Peuple*, lancé en 2010/13 (*lepeuple.be*). Pour la formation dissidente La Droite voir *www.la-droite.be*.

8. Les partis régionalistes francophones

Chantal Kesteloot

8.1. Bibliographie

- CASTIAUX (J.-M.). *La participation du Rassemblement wallon au gouvernement Tindemans (1974-1977). Première expérience d'association d'un parti communautaire aux responsabilités du pouvoir*. Bruxelles, mémoire de licence inédit ULB, 1979.
- DEBONGNIE (P.). *FDf 1964-1981. Dix-sept ans de combat pour la défense de Bruxelles*. S.l., s.d.
- DE BRABANTER (J.). *Ontstaan en ontwikkeling van de taalpartij FDF 1960-1970*. Bruxelles, mémoire de licence inédit VUB, 1980.
- DESCHOUWER (K.). Het profiel van de Brusselse FDF-kiezer (1968-1978), in *Taal en sociale integratie*. Bruxelles, 1982, vol. 6, p. 141-165.
- DESCHOUWER (K.). Continuïteit en contradictie: het FDF in de jaren tachtig, in *Taal en sociale integratie*. Bruxelles, 1984, vol. 7, p. 105-130.
- D'HOORE (M.). Du PLP-PVV au PRL-FDF, in *CH CRISP*, 1997, n^{os} 1554-1556.
- DUJARDIN (V.), DELCORPS (V.), eds. *FDf. 50 ans d'engagement politique*. Bruxelles, 2014.
- DUTRY (C.). *L'évolution et la crise du Rassemblement wallon*. Louvain-la-Neuve, mémoire de licence inédit UCL, 1979.
- Le FDF – RW, in *CH CRISP*, 1971, n^{os} 516-517.
- Le FDF. La préparation à la prise du pouvoir: l'élaboration d'un programme global, in *Res Publica*, 1973, p. 1031-1042.
- KESTELOOT (C.). Le Rassemblement wallon et les élections communales: une présence éphémère, in *Les élections communales et leur impact sur la politique belge (1890-1970)*. Bruxelles, 1992, p. 255-273.
- KESTELOOT (C.). *Au nom de la Wallonie et de Bruxelles français: les origines du FDF*. Bruxelles, 2004.
- KESTELOOT (C.), COLIGNON (A.). Le FDF: l'échec d'une expérience pluraliste, in DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.), eds. *Les partis politiques en Belgique*. Bruxelles, 1997², p. 173-184.
- LADU (E.). *Le Rassemblement wallon: évolution et perspective*. Bruxelles, mémoire de licence inédit ULB, 1995.
- LEFÈVRE (P.). Le FDF: seize ans d'expérience pluraliste, in *Res Publica*, 1980, p. 385-399.
- L'évolution du Rassemblement wallon d'avril 1974 à mars 1977, in *CH CRISP*, 1978, n^o 786.
- Le Parti wallon, in *CH CRISP*, 1967, n^o 367.
- Le phénomène FDF, in *CH CRISP*, 1965, n^o 299.
- PEIREN (L.). Het FDF en de problematiek van de begrenzing van het Brussels Gewest tijdens de vorming van de regering-Tindemans I in 1974, in *Brusselse thema's*. Bruxelles, 1983, p. 359-383.

8.2. *Aperçu historique*

Plusieurs petites formations wallonnes prirent part aux élections législatives de 1965. Nées dans le sillage de l'échec de la pétition wallonne de l'automne 1963, leur apparition était également liée à l'attachement du BSP-PSB à l'unitarisme. C'est le 26 juin 1965 qu'elles s'unirent sous la dénomination *Parti wallon*, formation ensuite rebaptisée *Rassemblement wallon* (RW), qui se manifesta à la suite de la crise de Louvain. Ce parti renforça ensuite son assise grâce à l'affiliation de personnalités issues du mouvement chrétien. D'un point de vue parlementaire, le parti était associé au FDF. Le RW marqua la politique wallonne de son empreinte pendant la première partie des années 1970. En 1974, il fit son entrée au sein du gouvernement Tindemans I, malgré une première stagnation sur le plan électoral. Cette participation sonna le glas du parti fédéraliste wallon, qui fut miné en 1976 par une grave crise interne. Perin, Knoops et Gol quittèrent le RW pour former le PRLW (*Parti des Réformes et de la Liberté de Wallonie*). Le RW opta alors pour la radicalisation, ce qui aggrava une nouvelle fois les dissensions en son sein (création du Rassemblement populaire wallon et du Front démocratique wallon), avant de faire complètement exploser le parti, qui fut officiellement dissous en 1985.

C'est le 11 mai 1964 que fut annoncée la constitution du *Front démocratique des Bruxellois de Langue française* (FDF). Ce parti était issu du réseau constitué par des associations wallonnes et bruxelloises de langue française, en pleine phase de rénovation depuis le début des années 1960. Si la grande grève de l'hiver 1960-1961 toucha beaucoup moins la capitale que la Wallonie, elle contribua malgré tout à la diffusion de l'idée fédéraliste dans une partie de la gauche locale. Plus encore que par la grève, la conscience francophone fut éveillée par les deux marches flamandes (21 octobre 1961 et 14 octobre 1962), par la suppression du recensement linguistique, par la fixation définitive de la frontière linguistique, ainsi que par le compromis de Val-Duchesse. Ce processus parvint à maturité dans les milieux universitaires par le biais de la constitution du *Rassemblement pour le Droit et la Liberté*. Dès le départ, le nouveau parti fut confronté aux défis qui attendent toutes les formations pluralistes, à savoir l'opposition philosophique entre catholiques et libres penseurs, la rivalité entre Belges unitaristes partisans de la liberté linguistique et fédéralistes, ainsi que l'antagonisme idéologique entre socialistes, libéraux et chrétiens-démocrates. Le FDF se caractérisait donc par un équilibre instable mais la menace, réelle ou présumée, du flamingantisme permettait de resserrer les rangs.

Le parti engrangea des succès électoraux très rapidement: décrochant trois députés en 1965, il en comptait déjà 10 en 1970. Le succès ne se limitait d'ailleurs pas au Parlement. En effet, le FDF (rebaptisé *Front démocratique des Bruxellois francophones* en 1965) adopta également un profil municipaliste, encouragé en ce sens par les résultats des élections communales d'octobre 1970. Les années 1970 furent la décennie de la consolidation. C'est à cette époque que le FDF devint un parti adulte, doté d'une structure complexe, de groupes satellites et de toute une palette de professionnels de la politique. En 1973, le FDF créa un centre d'études et de formation: le *Centre d'Études Jacques Georgin* (baptisé en la mémoire du militant du FDF décédé).

À la veille des années 1980, le FDF était la première force politique dans la capitale. C'est au milieu des années 1970 que le parti atteignit son apogée. Les élections européennes de 1979 virent en effet le parti subir un premier recul, confirmé en 1981. Dans l'intervalle, le FDF fut également confronté à sa première participation gouvernementale et à l'échec du pacte d'Egmont. D'autres frictions se manifestèrent dans la foulée de ces premiers contrecoups électoraux. La région bruxelloise était frappée de plein fouet par la crise économique. Les réformes institutionnelles de 1980 n'apportèrent aucun soulagement pour la capitale: la question de Bruxelles fut «mise au frigo» et une certaine lassitude commença à se faire sentir. Les problèmes qui touchaient manifestement l'opinion publique en cette période de crise étaient précisément ceux pour lesquels le FDF était incapable de présenter une vision unanime.

Des voix discordantes commencèrent à se faire entendre en raison de l'absence de résultats concrets pour le statut de Bruxelles et le dilemme de «Bruxelles ou la périphérie» posait un défi à relever en permanence au sein du FDF. Dans l'esprit des fondateurs du parti, le plaidoyer en faveur d'une Région bruxelloise impliquait également l'organisation de consultations populaires dans les communes de la périphérie et la possibilité pour ces communes d'être rattachées à Bruxelles, et ainsi de bénéficier d'un statut bilingue. Cette lutte butait toutefois sur un refus de la classe politique flamande. L'échec du pacte d'Egmont et des accords du Stuyvenberg montrèrent une nouvelle fois que pareils changements étaient inconcevables pour les Flamands. Certains membres du FDF optèrent alors pour une ligne plus pragmatique.

Le FDF sembla alors profondément divisé. Diverses rumeurs circulaient: certains mandataires allaient quitter le parti et on parlait de tentatives de rapprochement avec le PSC. Le FDF faisait figure de navire en perdition. L'échéance électorale des législatives de 1985 tombait donc particulièrement mal. Le FDF perdit plus de la moitié de ses électeurs et ne comptait désormais plus que trois députés. Le climat ne s'était pas beaucoup amélioré deux années plus tard mais le parti parvint à limiter les pertes. L'électorat se stabilisa, ce que vinrent confirmer les élections de 1991, les dernières auxquelles le FDF se présenta seul. De fait, un événement majeur s'était produit: Bruxelles était sortie du frigo et la Région de Bruxelles-Capitale avait vu le jour. Le FDF faisait partie de la coalition gouvernementale issue du premier scrutin régional, bien que le parti se montrât critique envers certains aspects du nouveau régime institutionnel (possibilité d'intervention du gouvernement fédéral, statut des ordonnances, garanties pour les Flamands, limitation aux dix-neuf communes, etc.).

En dépit de la consolidation de la présence des fédéralistes francophones, la question de leur survie demeurait ouverte. La réduction du nombre de députés en 1993 toucha le parti directement. En raison de sa faible représentation parlementaire, il risquait en outre de perdre ses dotations légales.

Le FDF s'opposa à l'approfondissement des réformes institutionnelles prévues par les accords de la Saint-Michel (28-29 septembre 1992). Le parti dénonçait également l'indépendantisme flamand. Le FDF entra en contact avec le PRL, relégué dans l'opposition depuis 1987. Cette rencontre se concrétisa essentiellement par le rapprochement entre Jean Gol et Antoinette Spaak. Le 14 septembre

1993, les deux partis annoncèrent leur intention de créer une fédération. L'accord prévoyait à terme le dépôt de listes communes aux élections.

Sur le plan du fonctionnement, les deux partis conservaient leurs instances propres mais une structure de concertation permanente était mise sur pied, et dans la perspective des élections du 13 juin 1999, la fédération ouvrit ses rangs à un troisième partenaire: le *Mouvement des Citoyens pour le Changement* (MCC), créé par Gérard Deprez, l'ancien président du PSC. Le FDF resta axé sur la défense des droits linguistiques des francophones de la périphérie, sur la défense de la Communauté française ainsi que sur le rejet de nouvelles réformes de l'État, considérées comme préjudiciables aux francophones. Le FDF conserva une visibilité indéniable en Région bruxelloise et dans la périphérie au sein du Mouvement réformateur (MR). L'ancrage local demeura un des atouts clés de cette formation. Étant membre du MR, le parti appartenait par ailleurs *de facto* au gouvernement.

Bien qu'ayant une assise essentiellement bruxelloise, à partir de 2009, le FDF tenta aussi de s'implanter en Wallonie. Ce faisant, il abandonna l'étiquette de «Bruxellois» et devint le *Front démocratique des Francophones*. En 2011, suite à l'approbation par les instances du MR d'une scission partielle de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde, le FDF reprit son indépendance. Lors des élections de 2014, le parti obtint 2 sièges à la Chambre et 12 au Parlement bruxellois où il devint d'ailleurs membre de la majorité. Enfin, en novembre 2015, le parti changea de nom et devenait *DÉFI* (Démocrate fédéraliste indépendant). Il est présidé par Olivier Maingain depuis 1995.

8.3. Archives

Malgré la brièveté de son existence, le RW a laissé derrière lui de riches archives. De volumineux dossiers sont d'ores et déjà accessibles aux chercheurs. Il s'agit essentiellement d'archives de particuliers.

Au sein du Fonds d'Histoire du Mouvement wallon (FHMW): Maurice Bologne (documents relatifs à la période de début du RW; consultables mais non inventoriés), Pierre Efratas (FDF, 1970-1981), Jean-Émile Humblet (RW, RPW, documents relatifs aux années 1970 et 1980; consultables mais non inventoriés), Milou Rikir (RW, RPW, documents relatifs aux années 1976-1985; consultables et inventoriés), André Gilles (RW), François Lacroix (RW), Bernard Jehu (RW), Armand Thonet (RW), Michèle Zévert (RW; caisses de documents relatives au parti). Conservés aux Archives générales du Royaume (AGR): les papiers d'Étienne Knoops (documents relatifs à la crise du RW en 1976). Plus d'informations à ce sujet sont disponibles au chapitre consacré aux archives des personnes privées. L'Institut Jules Destrée dispose également de plusieurs dossiers d'archives provenant d'anciens membres du Rassemblement wallon: Maurice Bologne, Yves de Wasseige, Jean Goffart, Jean-Émile Humblet, Joseph Henrotte, Étienne Knoops, Robert Moreau et Georges Neuray. Plusieurs de ces dossiers ont fait l'objet d'inventaires (voir www.institut-destree.eu/Chantiers/Centre-archives-privées-Wallonie.htm#Fonds_actuels). Les archives d'Étienne Duvieusart se trouvent au CEGESOMA.

La majeure partie des archives du FDF se trouvent au siège du parti et ne peuvent être consultées que moyennant autorisation. Il n'existe aucun inventaire

à proprement parler mais un état des archives stockées existe pour une partie des documents. Les archives remontent à la naissance du parti.

D'autres centres d'archives et de documentation hébergent des dossiers relatifs à l'histoire du FDF. Il s'agit essentiellement d'archives de particuliers. Au FHMW : Marcel-Hubert Grégoire (essentiellement au sujet des années 1970 ; consultables), Guy Massenaux (FDF, caisses de documents relatives au parti). À l'AMSAB-ISG : Maurice Malpoix (essentiellement concernant la période 1972-1975). Aux AGR : Didier Van Eyll (archives du cabinet de ce secrétaire d'État à la Région bruxelloise). Une grande partie des archives du FDF / DÉFI (fonds André Lagasse, Antoinette Spaak, Georges Clerfayt, Lucien Outers, archives des instances dirigeantes et archives des congrès, collections iconographiques) sont conservées au siège du parti et consultables sur rendez-vous (defi@defi.eu).

8.4. Publications

Le Bloc. Charleroi, 1964.

Front wallon. Charleroi, 1965.

Forces wallonnes. Charleroi, 1965-1977. Continué par :

L'État wallon. Hebdomadaire d'action wallonne. Charleroi, 1978-1979.

FDW contact. Acoz, 1979-1980.

Organe mensuel du Front démocratique wallon.

FDF contact. Bruxelles, 1965-1970, 1974-1980.

Bruxelles vérité. Bruxelles, 1970-1973.

Cahiers du Centre Jacques Georgin. Bruxelles, 1973-1989.

Info FDF. Bruxelles, 1974-1977.

Échos femmes FDF. Bruxelles, 1976-1978.

FDF cadre. Bruxelles, 1979-1981.

FDF actualités. Bruxelles, 1977-1992.

La Semaine politique. Bruxelles, 1987-1989.

Espace francophone. Bruxelles, 1992-?.

FDF actuel. Bruxelles, 1996-2004 (partiellement en ligne).

Communes en vue, la lettre d'informations communales du FDF. Bruxelles, 2002-2003.

Perspectives francophones, organe mensuel. Bruxelles, 2004-2013 (également en ligne).

Essentielles, magazine de l'Association des femmes du FDF. Bruxelles, 2005-2007.

Les focus du Centre d'études Jacques Georgin. Bruxelles, 2008-.

Polyptique. Bruxelles, 2005 (magazine de la section jeunes).

Activ'âge. Bruxelles, 2008- (magazine destiné aux seniors).

Publications en ligne (via le site www.defi.eu/fdf/fdf/publications), notamment :

Le Courrier électronique du FDF, 2004-.

La périphérie bruxelloise en vue. Lettre d'information du FDF en périphérie, 2003-.

Essentielles, 2010-.

Focus, 2008-2011.

FDF Dimension, 2015-.

Périphérie bruxelloise en vue, 2003-2011.

9. Les partis écologistes

Jo Buelens et Tom Verthé

9.1. Bibliographie

- BUELENS (J.), LUCARDIE (P.). Ook nieuwe partijen worden oud. Een verkennend onderzoek naar de levensloop van nieuwe partijen in Nederland en België, in VOERMAN (G.), LUCARDIE (P.), eds. *Jaarboek Documentatiecentrum Nederlandse Politieke Partijen 1997*. Groningues, 1998, p. 118-152.
- BUELENS (J.), DELWIT (P.). Belgium: Ecolo and Agalev (Groen!): Two Institutionalized Green Parties with Parallel but Different Stories, in FRANKLAND (E.G.), LUCARDIE (P.), RIHOUX (B.), eds. *Green Parties in Transition. The End of Grass-roots Democracy?* Surrey, 2008, p. 75-91.
- DELWIT (P.), DE WAELE, (J.-M.). *Écolo: les verts en politique*. Paris, 1996.
- DELWIT (P.), DE WAELE, (J.-M.), VAN DE WALLE (C.). *Les partis verts en Europe*. Bruxelles, 1999.
- DELWIT (P.), VAN HAUTE (E.). Greens in a Rainbow: The Impact of Participation in Government of the Green Parties in Belgium, in DESCHOUWER (K.), ed. *New Parties in Government: In Power for the First Time*. Londres-New York, 2008, p. 104-121.
- DESCHOUWER (K.). Belgium: the “Ecologists” and “Agalev”, in MÜLLER ROMMEL (F.), ed. *New Politics in Western Europe: The Rise and Success of Green Parties and Alternative Lists*. Boulder, 1989, p. 39-54.
- DESCHOUWER (K.). *De wortels van de democratie: Agalev op zoek naar een goede vorm*. Anvers, 1996.
- DESCHOUWER (K.). *New Parties in Government: in Power for the First Time*. Londres-New York, 2008.
- MAIR (P.). Évaluations des performances politiques des partis verts en Europe, in DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.), eds. *Les partis verts en Europe*. Bruxelles, 1999, p. 23-41.
- MERTENS (J.). *De groei van groen*. Bruxelles, 2001.
- MÜLLER-ROMMEL (F.), POGUNTKE (T.). *Green Parties in National Governments*. Londres-Portland, 2002.
- RIHOUX (B.). *Les partis politiques: organisations en changement. Le test des écologistes*. Paris, 2001.
- VERSTEYLEN (L.). *Agalev-strekking donkergroen 1977-1987. Luc Versteyleen memoires*. Louvain, 2002.
- WAVREILLE (M.-C.), PILET (J.-B.). The Greens in Belgium’s Federal Landscape: Divergent Fates, in VAN HAUTE (E.), ed. *Green Parties in Europe*. Abingdon, 2016, p. 42-59.

9.2. *Aperçu historique*

Lorsque, au début des années 1970, le père Versteylen encouragea ses étudiants à réfléchir aux valeurs non matérielles, il était loin de soupçonner que son mouvement donnerait naissance à un véritable parti. Le soutien que son groupe de pression apportait aux candidats écologistes se révélant inefficace, certains partisans envisagèrent en effet de participer eux-mêmes aux élections. Au fil des ans, de plus en plus de personnes s'étaient mises à adopter les valeurs douces et le courant s'était répandu dans toute l'Europe occidentale. En novembre 1981, la structure de l'organisation, appelée *Anders Gaan Leven* (Agalev), fut prise de vitesse par le succès du parti aux élections. Avec un sénateur et deux sièges à la Chambre des représentants, il n'était plus possible de rester un simple mouvement. Ce n'est qu'en 1982 que le parti se vit doter de statuts à part entière : ceux d'une organisation très orientée sur la démocratie fondamentale et qui exigeait beaucoup de ses membres. Rempporter les élections n'était pas un problème. Jusqu'aux élections de 1991, le nombre d'élus ne cessa d'augmenter pour atteindre le nombre de sept sièges.

Il en résulta une situation particulière : un parti comptant de nombreux électeurs, de nombreux élus, mais à peine quelques milliers de membres. En 1991, le parti s'attendait à un si bon score qu'il envisagea la possibilité d'une participation au gouvernement. Mais les résultats ne furent pas à la hauteur des espérances et il fallut attendre 1993 pour que le parti puisse soutenir une majorité lors de la signature de l'accord de la Saint-Michel. L'«écotaxe» fut toutefois une rude déception pour Agalev et les élections de 1995 se soldèrent pour la première fois par un léger recul. L'organisation interne du parti changea dans certains domaines. À mesure qu'Agalev se mit à occuper une place plus importante dans le paysage politique, il devint de plus en plus nécessaire de prendre des décisions rapidement, ce qui était impossible avec les structures existantes. Les politiques professionnels jouaient également un rôle de plus en plus «informel» dans la prise de décisions. Après quelques modifications intermédiaires, les nouvelles structures furent mises en place en 1996. Les objectifs à long terme étaient toujours déterminés par les membres, mais l'administration quotidienne fut en grande partie confiée à des professionnels.

La participation au gouvernement tant attendue se concrétisa après les élections de 1999. Quelques scandales écologiques et la crise de la dioxine permirent au parti d'obtenir des résultats meilleurs qu'il n'escomptait. Les circonstances étaient donc favorables à la création d'une coalition arc-en-ciel. Écolo (voir ci-dessous) comme Agalev siégeaient pour la première fois au gouvernement. Cette participation serait une catastrophe électorale. Lors des élections fédérales, Agalev perdit ses neuf sièges à la Chambre. De nombreux membres du personnel furent licenciés et les services de soutien durent être fortement réduits. Le parti prit un nouveau départ en 2003 et changea son nom en *Groen!*. Les élections régionales de 2004 et les fédérales de 2007 lui permirent de faire sa rentrée au parlement. En 2009, Groen! participa même au gouvernement régional bruxellois. Lors des élections fédérales anticipées de 2010 et le scrutin fédéral subséquent de 2014, le parti gagna légèrement du terrain et réussit à conquérir six sièges à la Chambre des représentants. Entretemps, le nom du parti subit une

légère modification : lors des élections communales de 2012, le point d'exclamation disparut et le parti s'intitula tout simplement *Groen*.

Contrairement à Agalev, les racines d'*Écolo* plongent non seulement dans un mouvement, mais également dans une branche du Rassemblement wallon de Namur. Avec les membres des « Amis de la Terre », ce groupe dissident joua un rôle de premier plan dans l'histoire de la création du parti. Le parti fut officiellement fondé en 1980 et le succès électoral de 1981 conféra à cette nouvelle formation l'assurance dont elle avait besoin. Paré d'un certain prestige sur le plan électoral, *Écolo* fut également très vite prié de soutenir la majorité. Cette problématique fut à l'ordre du jour dès 1986 dans la partie francophone du pays, ce qui ne fut pas sans conséquence pour la cohésion du parti. La dissidence n'était jamais bien loin, malgré les bons scores électoraux obtenus pendant la période 1988-1991. En 1993, *Écolo* signa l'accord de la Saint-Michel, tout comme Agalev. En 1994 et 1995, les scores électoraux furent faibles, ce qui à nouveau accrut les tensions internes autour de la question de la trajectoire à adopter. La question des alliances politiques était toujours d'actualité. L'organisation de très nombreux forums était censée maintenir le lien avec le public. La victoire électorale des verts francophones en 1999 mena finalement à une participation au gouvernement au niveau fédéral, régional et communautaire (à l'exception de la Région Bruxelles-Capitale). Les élections de 2003 furent également catastrophiques pour *Écolo*. Le nombre de sièges fut réduit de plus de moitié (de 11 à 4 sièges à la Chambre des représentants). Il en résulta des crises internes et de nombreux membres du personnel durent être remerciés par manque de moyens. Contrairement aux verts néerlandophones, *Écolo* continua à siéger à un niveau gouvernemental après les élections de 2004 : dans la Région Bruxelles-Capitale. En 2007, la situation au niveau fédéral s'améliora à nouveau grâce à un doublement des sièges à la Chambre. Lors des élections européennes de 2009, *Écolo* obtint une victoire éclatante ; le parti fit désormais partie des coalitions gouvernementales au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Région wallonne et de la Communauté française. Les élections fédérales de 2010 furent décevantes, même si le parti réussit à maintenir tous ses sièges à la Chambre et au Sénat. Malgré le fait que Groen et *Écolo* participèrent ensemble aux négociations de la sixième réforme de l'État, cet engagement ne résulta pas en une participation gouvernementale. Lors des élections européennes, fédérales et régionales de 2014, la parti perdit à nouveau du terrain et dut céder des sièges à chaque niveau de pouvoir.

Le parti écologique francophone fonda un centre d'étude et de formation, le CEFÉ (Centre d'Études et de Formation en Écologie), aujourd'hui rebaptisé Centre d'Animation et de Recherche en Écologie politique (ΕΤΟΡΙΑ). Il s'agit de la cellule de réflexion du parti.

9.3. Archives

Les archives des partis écologiques sont bien sûr des archives encore dynamiques. Les archives d'Agalev / Groen peuvent être consultées à l'AMSAB-ISG. Les archives dynamiques de Groen sont consultables au siège du parti. Les archives d'*Écolo*

peuvent être consultées, sur rendez-vous, au siège d'ETOPIA (www.etopia.be). Il est bon de consulter l'inventaire en ligne suivant :

HENDRICK (A.), ZAREBA (S.). *État des fonds et collections du Centre d'Archives privées d'Etopia – Histoire d'Écolo*. Namur, 2015.

9.4. Publications

Écolo publie *La Quinzaine*, une revue mensuelle qui s'adresse à ses membres et sympathisants. Elle s'intitulait autrefois *Écolo-info* (1981-1997).

Les publications d'Etopia ne relèvent pas de la responsabilité d'Écolo, mais sont en revanche financées par le parti.

Groen dispose d'un magazine trimestriel *Ecozine* depuis septembre 2008. Il s'appelait autrefois *Bladgroen* (1981-2003). Entre 2000 et 2003, on comptait également *Zin* et, de 2003 à 2008, *Kompas* pour les membres et sympathisants. Le nom actuel de la revue trimestrielle pour sympathisants est *Pesto*, qui a été lancé à l'automne 2008. *Oikos* sert depuis 1996 de cadre de réflexion et paraît également tous les trois mois.

Tant Groen qu'Écolo disposent d'un bulletin d'information électronique auquel il est possible de s'inscrire. Les sites Internet donnent également des informations sur les actualités des deux partis : www.ecolo.be et www.groen.be.

